Quatre-vingt-quatrième année. — N° 216. Le Numéro : 15 francs. Lundi 8 et Mardi 9 Septembre 1952.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS


## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


**Présidence du conseil.**

*Décret* n° 52-1033 du 6 septembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de la loi n° 51-633 du 24 mai 1951 instituant un tarif réduit pour certaines communications téléphoniques interurbaines à destination des journaux et agences de presse (p. 8882).

**Ministère de la justice.**

*Décret* du 6 septembre 1952 portant détachement d'un substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine (p. 8882).

*Décret* du 6 septembre 1952 portant nomination de suppléants de juges cantonaux dans le ressort de la cour d'appel de Colmar (p. 8882).

*Décret* du 6 septembre 1952 portant nomination de commissaires-priseurs en Algérie (p. 8882).

*Décret* supprimant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions ou conférant l'honorariat (rectificatif) (p. 8882).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Décret* du 6 septembre 1952 portant avancement de contrôleurs civils adjoints en Tunisie (p. 8883).

*Arrêté* portant désignation, à titre provisoire, d'un agent comptable de l'office français de protection des réfugiés et apatrides (p. 8883).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décret* n° 52-1034 du 6 septembre 1952 portant relèvement des taux des redevances perçues par la ville de Paris pour occupation des égouts par les lignes téléphoniques et télégraphiques (p. 8883).

*Décret* du 6 septembre 1952 portant création d'un périmètre de protection quantitative de la nappe dite de « Birkadem » (département d'Alger) (p. 8883).

*Décret* du 6 septembre 1952 déclarant d'utilité publique l'acquisition, par la ville d'Angoulême, des terrains nécessaires à la construction d'une école maternelle (p. 8884).

*Décret* du 6 septembre 1952 déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la colonie de vacances et du préventorium départemental d'Autrans (Isère) (p. 8884).

*Décret* du 6 septembre 1952 complétant le décret du 18 octobre 1950 portant déclaration d'utilité publique de l'acquisition, par la ville de Cambrai (Nord), des terrains nécessaires à l'extension du périmètre de protection des sources de Proville (p. 8884).

*Décret* du 6 septembre 1952 acceptant la démission d'un conseiller de préfecture (p. 8884).

*Décret* du 7 septembre 1952 chargeant le ministre de la justice de l'intérim du ministère de l'intérieur (p. 8884).

*Tableau* d'avancement, pour l'année 1952, des sous-officiers du régiment de sapeurs-pompiers (p. 8884).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décrets* du 6 septembre 1952 portant nominations, rappel à l'activité, admission dans les cadres, régularisation de situation et rectificatif (armée de terre, active et réserve) (p. 8885).

*Arrêté* du 30 juillet 1952 portant remise de débet (p. 8886).

*Arrêtés* portant réintégration, mises en disponibilité et annulant les dispositions d'un précédent arrêté (personnels civils extérieurs de la guerre) (p. 8886).

*Liste* des candidats admissibles aux épreuves orales du concours pour le grade d'élève commissaire (p. 8886).

*Tableau* supplémentaire d'avancement des sous-officiers d'active des troupes coloniales (rectificatif) (p. 8886).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décrets* du 3 septembre 1952 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 8886).

*Décret* n° 52-1035 du 6 septembre 1952 portant virement de crédits à l'intérieur de l'état B annexé à la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 relative au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre et construction) pour l'exercice 1951 (p. 8887).

*Décret* du 6 septembre 1952 relatif au transfert à la caisse d'épargne de Tullins de l'actif et du passif de la caisse d'épargne de Rives (Isère) (p. 8887).

*Arrêté* du 26 juillet 1952 portant création d'un comité interministériel de gestion de la cité « Shape-Village », à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) (p. 8888).

*Arrêté* du 8 septembre 1952 suspendant l'application des dispositions de l'arrêté du 17 avril 1951, modifié, relatif à l'interdiction d'exportation de certaines catégories de papier (p. 8888).

*Arrêtés* portant nominations et détachement (corps de contrôle des assurances et services extérieurs du Trésor) (p. 8888).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* n° 52-1036 du 6 septembre 1952 portant transformation d'emplois au ministère de l'éducation nationale (p. 8888).

*Décrets* du 6 septembre 1952 portant nomination, transfert de professeurs, admission à la retraite et conférant l'honorariat (enseignement supérieur) (p. 8889).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* n° 52-1037 du 6 septembre 1952 modifiant le décret du 11 février 1926, réglementant le régime de retraites des petits cheminots d'Alsace et de Lorraine qui ont continué d'être assurés au régime d'assurance invalidité-vieillesse (p. 8890).

*Décret* du 6 septembre 1952 autorisant la chambre de commerce de Sète à contracter un emprunt (p. 8890).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Décrets* du 6 septembre 1952 autorisant les chambres de commerce de Châteauroux et Mâcon à contracter des emprunts (p. 8891).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* du 1er septembre 1952 portant nomination de conservateurs des eaux et forêts (p. 8891).

**Ministère des relations avec les Etats associés et ministère de la France d'outre-mer.**

*Tableau* d'avancement, pour l'année 1952, des administrateurs de la France d'outre-mer et *décret* du 6 septembre 1952 portant promotions (p. 8891).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Décret* du 6 septembre 1952 modifiant le décret n° 46-1161 du 20 mai 1946 fixant le régime forestier en Afrique équatoriale française (p. 8895).

*Décrets* du 6 septembre 1952 portant admission à la retraite et rétablissement de droits à pension (administrateurs) (p. 8895).

*Arrêté* du 2 septembre 1952 portant remise de débet (p. 8896).

*Arrêtés* portant mises en position de mission, reclassement et admission à la retraite:

Agriculture (p. 8896).

Elevage et industries animales (p. 8896).

Sages-femmes (p. 8896).

Transmissions (p. 8896).

Travaux publics (p. 8896).

*Tour* de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret (rectificatif) (p. 8896).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale.**

*Décret* du 6 septembre 1952 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique (p. 8896).

*Arrêtés* des 3 et 4 septembre 1952 approuvant les statuts et la fusion de sociétés mutualistes (p. 8896).

*Décisions* portant homologation de machines dangereuses et de dispositifs de sécurité pour lesdites machines (rectificatifs) (p. 8897).

**Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.**

*Arrêté* du 3 septembre 1952 relatif à la composition des comités de patronage des habitations à loyer modéré et de la prévoyance sociale (p. 8897).

*Arrêté* du 4 septembre 1952 portant homologation d'un barème (p. 8897).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* n° 52-1038 du 6 septembre 1952 relatif à l'indemnité de représentation au directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (p. 8897).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

*Avis* relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 8898).

MINISTERE DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Avis* de vacance de poste de correcteur pour les concours d'admission à l'école navale, l'école des élèves ingénieurs mécaniciens et l'école des élèves officiers de marine (p. 8898).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs de beurre originaire et en provenance de la Pologne (p. 8899).

*Avis* relatif au tirage de la trente-troisième tranche de la loterie nationale 1952 (p. 8899).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

*Tarifs* de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 8898).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux importateurs de beurre originaire et en provenance de la Pologne (p. 8899).

**Annonces** (p. 8900).

## DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

PUBLIÉS EN ANNEXES

Annexes: feuilles 13 et 14 (session de 1951) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

## SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 16 au 24 août 1952.

### ASSEMBLEE NATIONALE

**Feuille 94.**

*Rapports entre propriétaires et locataires en cas de vente d'immeuble ou d'appartement. — Institution d'un droit de préemption.* — Proposition de loi de M. Jean Cayeux (*suite*)..... p. 2977

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et victimes de la guerre).* — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2977

Rapport supplémentaire par M. Darou..... p. 2978

*Application du statut du mineur aux ouvriers reconnus invalides. — Extension aux veuves de retraités.* — Rapport par M. André Mancey..... p. 2979

*Dommages de guerre concernant les betteraves industrielles. — Indemnisation des pertes.* — Rapport par M. Pendy. p. 2979

*Sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction. — Modification et complément à la loi du 16 juin 1948.* — Rapport par M. Pierre Garet..... p. 2980

*Abrogation des lois dites « Pleven-Marie » et Barangé-Barrachin.* — Proposition de loi de M. Cogniot..... p. 2980

*Réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne aux étudiants de l'université de Paris.* — Proposition de loi de M. Raymond Guyot..... p. 2981

*Aide aux sinistrés des inondations de novembre 1951.* — Proposition de loi de M. Lucien Lambert..... p. 2981

*Versements effectués aux communes en 1942 et 1943. — Subventions exceptionnelles.* — Proposition de loi de M. Charles Tillon..... p. 2982

*Aide aux chômeurs de la région de Mauléon-Oloron.* — Proposition de résolution de M. de Monsabert..... p. 2982

*Indemnité de difficultés administratives. — Personnels civils des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Prorogation et revalorisation.* — Proposition de résolution de M. Klock..... p. 2982

Proposition de résolution de M. Rosenblatt..... p. 2990

*Code général des impôts. — Modification des articles 206 et 207 au bénéfice des collectivités locales.* — Proposition de résolution de M. Golvan..... p. 2983

*Exercice et organisation des professions de médecin, chirurgien et sage-femme. — Modification de l'ordonnance du 24 septembre 1945.* — Proposition de loi de M. Albert Schmitt..... p. 2983

*Utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés.* — Rapport par M. Maurice Frédet.. p. 2984

*Carte sociale des économiquement faibles. — Modification des dispositions législatives pour l'attribution de cette carte.* — Proposition de loi de M. Camphin..... p. 2985

*Bénéfice des avantages de la loi du 7 juin 1951 aux fonctionnaires dégagés des cadres.* — Proposition de loi de M. Cristofol ..... p. 2986

*Conditions de dégagement des cadres de magistrats. — Complément à la loi du 7 juin 1951 et modification à la loi du 3 septembre 1947.* — Proposition de loi de M. Cristofol ..... p. 2986

*Billets populaires de congé annuel. — Aménagement et réglementation.* — Proposition de résolution de M. Cristofol ..... p. 2986

*Zones de salaires. — Suppression des abattements.* — Proposition de loi de M. Besset..... p. 2987

*Suppléance électrique des receveurs distributeurs. — Modification du régime.* — Proposition de résolution de M. Gabelle ..... p. 2987

*Successions des oncles et tantes recueillies par les orphelins de guerre. — Bénéfice de la loi du 31 juillet 1949.* — Proposition de loi de M. Burlot..... p. 2988

*Personnel de la police municipale de Paris. — Revision du classement indiciaire.* — Rapport par M. Mondon..... p. 2988

*Modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce, prorogation du décret du 6 janvier 1951.* — Rapport par M. Robert Courant..... p. 2989

*Police des audiences des mahakmas.* — Rapport par M. Haumesser ..... p. 2989

*Reversement de plus-values sur les stocks des divers produits pétroliers, abrogation de l'arrêté ministériel du 8 novembre 1951.* — Proposition de résolution de Mme Rose Guérin..... p. 2989

*Traitement indiciaire des élèves maîtres et des élèves maîtresses en stage de formation professionnelle.* — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 2990

*Pensions des mineurs. — Modification du décret du 27 novembre 1946.* — Proposition de loi de M. Henri Martel..... p. 2990

*Change des monnaies étrangères par les bureaux de poste des villes et stations touristiques.* — Proposition de loi de M. Pébellier..... p. 2991

*Réforme des finances locales et départementales. — Création d'une caisse nationale d'équipement des collectivités locales.* — Proposition de loi de M. Restat..... p. 2991

*Organisation des services sociaux pour les personnels civils de la défense nationale.* — Proposition de loi de M. Bartolini ..... p. 2994

*Bénéfice de l'aval de l'O. N. I. C., pour les négociants en grains agréés.* — Avis..... p. 2995

*Droits de succession. — Investissements agricoles desdits droits.* — Proposition de loi de M. Pierrebourg..... p. 2995

*Pertes de biens subies par les déportés résistants ou politiques. — Indemnisation.* — Proposition de loi de M. Bignon..... p. 2996

*Fixation du prix moyen du tabac compte tenu des hausses sur les autres produits.* — Proposition de résolution de M. Marc Dupuy..... p. 2997

*Code des pensions militaires. — Modification de la loi du 8 août 1950.* — Proposition de loi de M. Wolff..... p. 2997

*Impôt sur le revenu. — Prise en considération des enfants poursuivant leurs études pour le calcul de l'impôt.* — Proposition de loi de M. Bouxom..... p. 2997

*Facilités de transport par chemin de fer. — Conjoints des bénéficiaires de la loi du 1er août 1950.* — Proposition de loi de M. Gabelle..... p. 2998

*Code général des impôts. — Remise en vigueur de certaines dispositions pour le report de contingents d'alcool.* — Rapport par M. Hénault..... p. 2998

*Prêt journalier des soldats.* — Rapport par M. Robert Manceau ..... p. 2999

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique).* — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 2999

*Retraite du combattant. — Modification des conditions d'attribution et du montant.* — Proposition de loi de M. Le Coutaller ..... p. 3000

*Expropriation pour cause d'utilité publique. — Modification du décret du 8 août 1935.* — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 3001

*Création d'une cour d'appel à Constantine.* — Proposition de loi de M. Jules Valle..... p. 3001

*Prêts d'installation aux jeunes ménages agriculteurs. — Modification et complément à la loi du 24 mai 1946.* — Rapport par M. Billat..... p. 3001

*Péréquation des retraites des ouvriers d'Etat.* — Proposition de résolution de M. René Schmitt..... p. 3002

*Cotisations de sécurité sociale. — Prorogation des délais de règlement. — Amnistie partielle des pénalités.* — Proposition de loi de M. Quinson..... p. 3002

*Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951. — Communauté européenne du charbon et de l'acier.* — Rapport par M. Alfred Coste-Floret..... p. 3003

**Feuille 95.**

*Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951. — Communauté européenne du charbon et de l'acier.* — Rapport par M. Alfred Coste-Floret (*suite*)..... p. 3009

*Prise en charge des dépenses d'intérêt général incombant à l'Etat et figurant sur les budgets communaux.* — Proposition de résolution de M. Médecin..... p. 3017

*Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée* ..... p. 3018

*Médecins spécialistes. — Qualification pour les maladies internes dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle.* — Proposition de résolution de MM. Wolff (René), Kuehn et Koenig ..... p. 3018

*Code pénal. — Complément du paragraphe 1er de la section VII du titre II du livre III, article 367.* — Projet de loi..... p. 3019

*Répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons. — Abrogation de la loi du 25 décembre 1880.* — Projet de loi ..... p. 3019

*Organisation et fonctionnement des municipalités à Madagascar. — Modifications à certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et application de ce décret au territoire des Comores.* — Projet de loi..... p. 3019

*Régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française. — Ratification du décret du 4 mai 1951.* — Projet de loi..... p. 3020

*Tarif des droits de douane d'importation. — Ratification du décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon.* — Projet de loi ..... p. 3021

*Organisation judiciaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — Modification de l'ordonnance du 1er octobre 1945.* — Projet de loi..... p. 3021

*Code pénal. — Extension dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo de la loi du 30 mai 1950.* — Projet de loi ..... p. 3022

*Code d'instruction criminelle. — Application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de la loi du 20 mars 1951.* — Projet de loi..... p. 3022

*Réglementation du service local des douanes. — Ratification du décret du 27 avril 1951 dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Projet de loi..... p. 3022

*Droits de douane et droits d'entrée. — Exonération de payement pendant une période de cinq années pour le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Projet de loi ..... p. 3023

*Assiette et taux des droits de douane. — Ratification et modification du décret du 28 avril 1951 dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Projet de loi..... p. 3023

*Organisation de l'industrie du taxi. — Modification de la loi du 13 mars 1937.* — Projet de loi..... p. 3024

*Assurances sociales.. — Extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.* — Projet de loi..... p. 3024

*Admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts. — Ratification du décret du 3 avril 1951 approuvant des délibérations du grand conseil de l'Afrique occidentale française portant extension au bénéfice de cette admission.* — Projet de loi ..... p. 3026

*Sursis et circonstances atténuantes. — Application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de la loi du 11 février 1951.* — Projet de loi..... p. 3027

*Salaires dans l'agriculture. — Abattements de zone des salaires au même taux que ceux de l'industrie.* — Proposition de loi de M. Adrien Renard ..... p. 3027

*Importation des perdrix et faisans. — Renouvellement des accords avec la Tchécoslovaquie.* — Proposition de résolution de M. Billat ..... p. 3027

*Chasse en France. — Création d'un statut général.* — Proposition de loi de M. Billat ..... p. 3028

*Pension de vieillesse. — Extension aux titulaires reconnus inaptes du bénéfice de la majoration pour tierce personne.* — Proposition de loi de M. Marcel Noël ..... p. 3029

*Salaire minimum interprofessionnel garanti. — Convocation de la commission supérieure des conventions collectives pour fixation du nouveau taux.* — Proposition de résolution de M. Musmeaux..... p. 3030

*Chasse. — Modification de certains règlements. — Inclusion dans l'arrêté ministériel d'ouverture et de fermeture générale.* — Proposition de loi de M. Tricart..... p. 3030

*Chambre des métiers. — Etablissement d'un statut du personnel.* — Proposition de loi de M. Draveny..... p. 3031

*Code des impôts. — Régime fiscal des artisans.* — Proposition de loi de M. Draveny..... p. 3031

*Code des impôts. — Exemption de la taxe de transaction. — Modification de l'article 280.* — Proposition de loi de M. René Schmitt..... p. 3032

*Matières premières. — Attribution au chantiers navals de Blainville.* — Remise en activité de l'usine textile Henron de Lisieux. — Proposition de résolution de M. André Lenormand ..... p. 3032

*Allocations familiales. — Extension aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion.* — Projet de loi..... p. 3032

*Quotité des droits de douane. — Ratification du décret du 3 avril 1951 pour l'Afrique occidentale française.* — Projet de loi..... p. 3033

*Douanes. — Ratification de conventions sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, sur la valeur en douane des marchandises, création d'un conseil de coopération douanière, ratification d'un protocole.* — Projet de loi..... p. 3034

*Enfants naturels. — Modification des dispositions en vigueur.* — Rapport de M. Henri Lacaze..... p. 3035

*Indemnités de reconstruction immobilière. — Modification de l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 relatif au plafond du financement de l'Etat.* — Proposition de loi de M. Raingard..... p. 3036

*Développement économique en Corse. — Prévision d'un plan comportant le reboisement intensif, la soumission au régime forestier et l'organisation de l'enseignement agricole.* — Proposition de résolution de M. Serafini.... p. 3037

*Cumul des pensions et des rémunérations. — Améliorations au régime.* — Proposition de résolution de M. Jean Masson. p. 3037

*Reconstruction d'un monument commémoratif du général Mangin. — Institution d'une souscription nationale.* — Rapport de M. Jacques Bardoux..... p. 3037

*Institution d'un fonds forestier d'outre-mer.* — Rapport Malbrant ..... p. 3038

*Pensions civiles et militaires. — Modification du décret du 23 mai 1951.* — Proposition de loi de M. Furaud..... p. 3039

*Légitimation des enfants adultérins. — Rétablissement des dispositions de l'acte dit loi du 14 septembre 1941.* — Proposition de loi de M. Charret..... p. 3039

*Pensions militaires d'invalidité. — Modification du décret du 24 avril 1951.* — Proposition de loi de M. Furaud..... p. 3040

*Maisons individuelles ou appartements en copropriété. — Création d'une prime production-construction permettant à chaque citoyen de devenir propriétaire.* — Proposition de loi de M. Marcel Dassault..... p. 3040

**Feuille 96.**

*Maisons individuelles ou appartements en copropriété. — Création d'une prime production-construction permettant à chaque citoyen de devenir propriétaire.* — Proposition de loi de M. Marcel Dassault (*suite*)..... p. 3041

*Fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1952.* — Rapport par M. Taillade..... p. 3041

*Assemblée nationale et Assemblée de l'Union française. — Ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses pour l'exercice 1951.* — Rapport par M. Taillade ..... p. 3042

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'honneur et ordre de la Libération).* — Avis.. p. 3043

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe des monnaies et médailles.* — Avis.... p. 3043

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe de l'Imprimerie nationale).* — Avis.... p. 3043

*Sécurité sociale. — Revalorisation des pensions. — Complément à la loi du 26 septembre 1951.* — Rapport par M. Meck..... p. 3043

*Gendarmerie nationale. — Autonomie sous l'autorité directe du ministre de la défense nationale.* — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 3044

*Officiers de réserve. — Admission dans l'armée active.* — Proposition de loi de M. Pierre Ferri..... p. 3044

*Constitution de provisions pour congés payés en franchise de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.* — Proposition de loi de M. Pierre Ferri..... p. 3045

*Société nationale des chemins de fer français. — Bénéfice aux conjoints des vieux travailleurs de la réduction de 30 p. 100.* — Proposition de loi de M. Frédéric Dupont ..... p. 3045

*Code de procédure civile. — Application devant la juridiction prud'homale des dispositions du 3e paragraphe de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838.* — Proposition de loi..... p. 3045

*Réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles à Madagascar.* — Rapport par M. Duveau..... p. 3046

*Surtaxe progressive. — Modification du barème.* — Proposition de loi de M. Pierre Ferri..... p. 3047

*Attribution aux communes du produit de la taxe locale.* — Proposition de résolution de M. Paquel..... p. 3048

*Inondations dans le département des Basses-Alpes. — Indemnisation des victimes.* — Proposition de loi de M. Naegelen..... p. 3048

*Liberté de la presse. — Modification de certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881.* — Avis..... p. 3049

*Allocations familiales. — Extension du bénéfice aux travailleurs marocains et tunisiens en France.* — Proposition de loi de M. Joseph Dumas..... p. 3049

*Taxe à la production. — Taux de 5,50 p. 100 applicable aux articles en osier fabriqués à la main.* — Proposition de résolution de M. Jean Masson..... p. 3049

*Revenu imposable des ménages légitimes. — Modification de l'article 6 de la loi du 24 mai 1951.* — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 3050

*Nationalisation de l'électricité et du gaz. — Modification des articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946.* — Proposition de loi de M. Gaborit..... p. 3050

*Code général des impôts. — Modification de la composition des commissions départementales des impôts directs.* — Proposition de loi de M. Jean Masson..... p. 3051

*Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951.* — Avis.... p. 3051

*Matières premières et notamment l'acier. — Mise à la disposition des entreprises françaises travaillant à des fins pacifiques.* — Proposition de résolution de M. Musmeaux. p. 3053

*Protection de la pêche maritime française.* — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 3053

*Suppression des taxes sur les concerts symphoniques.* — Proposition de loi de M. Cogniot ..... p. 3053

*Aide aux grandes associations symphoniques.* — Proposition de résolution de M. Cogniot ..... p. 3054

*Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951.* — Avis par M. Loustaunau-Lacau. ..... p. 3054

*Déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saida et Tizi-Ouzou (Algérie).* — Rapport par M. Mekki ..... p. 3054

*Reconnaissance du droit syndical aux élèves des écoles normales supérieures.* — Proposition de loi de M. Signor.... p. 3054

*Postes, télégraphes et téléphones. — Codification des textes législatifs.* — Rapport par M. Regaudie ..... p. 3055

*Code général des impôts. — Successions pour les exploitations agricoles.* — Proposition de loi de M. Raffarin.... p. 3055

*Aide aux ostréiculteurs et mytiliculteurs sinistrés du bassin de Thau.* — Proposition de loi de M. Gabriel Roucaute ..... p. 3055

*Conventions collectives. — Libre discussion des salaires entre employeurs et salariés dans la profession de la boulangerie.* — Proposition de résolution de M. Jacques Duclos ..... p. 3056

*Réduction du titre alcoolique exigible des vins récoltés en 1951.* — Proposition de résolution de M. Tremouilhe.... p. 3056

*Représentation de la France au IXe congrès international des industries agricoles.* — Rapport par M. Garavel..... p. 3056

*Conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes. — Augmentation du nombre des membres.* — Proposition de loi de M. Paternot ..... p. 3057

*Aide aux agriculteurs de l'Est constantinois* — Proposition de résolution de M. Joseph Dumas ..... p. 3058

*Réglementation de la fermeture des entreprises commerciales non alimentaires.* — Proposition de résolution de M. Médecin..... p. 3058

*Prime de conjoncture. — Suppression de la perception sur les ventes de papiers destinés à l'édition.* — Proposition de résolution de M. Desson..... p. 3058

*Caisse de crédit maritime. — Création de prêts spéciaux en cas de calamités maritimes.* — Proposition de résolution de M. Reeb..... p. 3059

*Aide à l'industrie automobile française pour créer des prototypes de course.* — Proposition de résolution de M. Jean-Michel Flandin..... p. 3059

*Bonification des services de guerre. — Extension aux marins prenant leur retraite à cinquante ans.* — Proposition de résolution de M. Reeb..... p. 3059

*Prévention et réparation de la silicose. — Complément aux dispositions législatives.* — Proposition de loi de M. Cordonnier ..... p. 3059

*Accidents du travail. — Majoration des indemnités dues aux victimes.* — Proposition de loi de M. Sion..... p. 3063

*Répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol.* — Rapport par M. Duveau..... p. 3065

*Sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme. — Institution dans divers territoires d'outre-mer.* — Rapport par M. Ninine..... p. 3065

*Péréquation des retraites des ouvriers de l'Etat.* — Rapport par M. Coutalier..... p. 3067

*Aménagement des lotissements défectueux.* — Rapport par M. Roger Ballanger..... p. 3067

*Rétrocession des terrains acquis pour travaux d'utilité publique.* — Proposition de loi de M. Wolff..... p. 3068

*Création de lieux de refuge. — Proposition de l'O. N. U.* — Proposition de résolution de M. Bernard Lafay..... p. 3068

*Condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine en temps de grève. — Amnistie. — Cessation de toute poursuite judiciaire, remise des amendes et dommages-intérêts.* — Rapport par M. Dominjon..... p. 3069

*Suppression de la publicité des débats judiciaires en matière de poursuites pour avortements.* — Rapport par M. Galiet..... p. 3070

*Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer. — Prolongation du délai constitutionnel.* — Résolution.... p. 3070

*Revision de certaines rentes viagères.* — Proposition de loi de M. Gabelle..... p. 3071

*Prime de modernisation aux fermiers producteurs de blé.* — Rapport par M. Fourvel..... p. 3071

*Allocation aux vieux travailleurs salariés. — Extension aux vieux métayers ayant plus de vingt-cinq années de métayage.* — Rapport par M. Castera..... p. 3072

*Congés de maladies consécutives aux blessures de guerre. — Extension du même régime que les fonctionnaires aux ouvriers de l'Etat et aux agents des services publics ou concédés.* — Rapport supplémentaire par M. Cristofol. p. 3072

Feuille 97.

*Congés de maladie consécutive aux blessures de guerre. — Extension du même régime que les fonctionnaires aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés.* — Rapport supplémentaire par M. Cristofol (suite)..... p. 3073

*Code général des impôts. — Exemption de la taxe à la production pour les aliments destinés au bétail.* — Proposition de loi de M. Boscary-Monsservin..... p. 3073

*Assurance des sinistrés résultant d'actes de sabotage. — Modification des conditions de fonctionnement du fonds commun.* — Projet de loi..... p. 3073

*Bénéfice des lois des 31 mars 1950 ou 24 juin 1949 et 30 mai 1950 à certains étrangers et à certains Français victimes de circonstances particulières.* — Projet de loi... p. 3074

*Déclassement de la section Port-Boulet—Arcojne-Beaumont.* — Projet de loi..... p. 3075

*Protection des monuments naturels, de sites dans les territoires d'outre-mer autres que les Etablissements français de l'Inde.* — Projet de loi..... p. 3075

*Réforme du code du vin.* — Proposition de loi..... p. 3078

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande).* — Avis..... p. 3080

*Taux des amendes pénales. — Adaptation aux territoires d'outre-mer des lois des 24 mai 1951 et 25 septembre 1948.* — Rapport par M. Ninine..... p. 3081

*Aide aux victimes des inondations des Hautes-Alpes.* — Proposition de loi de M. François Bénard..... p. 3082

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale).* — Avis..... p. 3082

*Parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains.* — Rapport supplémentaire par M. Rabier p. 3083

*Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Ratification du traité signé à Paris le 18 avril 1951.* — Avis par M. Boutbien..... p. 3083

*Payement des impôts. — Suspension de l'automatisme des pénalités.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3085

*Sociétés coopératives agricoles. — Prorogation des délais pour le dépôt des demandes d'agrément et mise à jour des statuts.* — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 3085

*Statut du personnel navigant de l'aéronautique civile.* — Rapport par M. Le Sénéchal..... p. 3086

*Décharge de classe pour les directeurs et directrices dans les écoles publiques.* — Proposition de loi de M. Jean-Paul David ..... p. 3089

*Revision accélérée des évaluations des propriétés non bâties. Report de date pour la mise en application des résultats.* — Proposition de résolution de M. Raffarin..... p. 3090

*Revision accélérée des évaluations des propriétés non bâties. Ouverture de nouveaux délais de réclamations contre les résultats.* — Proposition de loi de M. Lalle..... p. 3090

*Création d'un cadre d'attachés et de secrétaires administratifs des communes.* — Proposition de résolution de M. Meck ..... p. 3091

*Caisses d'épargne. — Procédure de codification des textes législatifs.* — Rapport par M. Boisdé..... p. 3091

*Caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Prorogation des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945.* — Rapport par M. Boisdé..... p. 3091

*Politique de l'or dans l'Union française. — Création d'un comité national de l'or.* — Proposition de loi de M. Robert Aube..... p. 3092

*Pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest. — Ratification de la convention internationale.* — Projet de loi..... p. 3095

*Exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles des jeunes agriculteurs.* — Proposition de résolution de M. Rousselot ..... p. 3101

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme).* — Avis.... p. 3101

*Réforme du régime des pensions civiles et militaires.* — *Modification de la loi du 20 septembre 1948.* — Proposition de loi de M. Genton..... p. 3101

*Autorisation pour les préfets de procéder à la nomination d'agents du cadre complémentaire aux emplois d'huissiers de préfet.* — Proposition de résolution de M. Genton ..... p. 3102

*Réforme du régime des pensions civiles et militaires.* — *Complément à la loi du 20 septembre 1948.* — Proposition de loi de M. Genton..... p. 3102

Propositions de loi de M. Genton..... p. 3103

*Création du bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles.* — Rapport par M. Cayol ..... p. 3103

*Enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine.* — Rapport par M. Finet..... p. 3104

**Feuille 98.**

*Enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine.* — Rapport par M. Finet *(suite)*..... p. 3105

*Placement des artistes de variété.* — Rapport par M. Vialle.. p. 3105

*Etudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre.* — *Exonération des droits scolaires et universitaires.* — Rapport supplémentaire par M. Marcel Cuttet, p. 3106

*Création d'un comité national d'action universitaire et sociale.* — Rapport par M. Cayol..... p. 3107

*Etudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient.* — *Exonération des droits scolaires et universitaires.* — Rapport par M. Cayol ..... p. 3110

*Elèves et étudiants de l'enseignement supérieur.* — *Amélioration du niveau de vie.* — Rapport et rapport supplémentaire par M. Cayol ..... p. 3110

*Personnel enseignant du second degré.* — *Administrateurs de l'éducation nationale.* — *Directeurs et directrices d'écoles primaires.* — *Personnel des inspections académiques.* — *Reclassement et revision de situations.* — Rapport par M. Billières ..... p. 3123

*Attribution de bourses aux élèves des cours complémentaires.* — *Prévision de crédits.* — Rapport par M. Faraud..... p. 3128

*Maintien et développement du patrimoine lyrique.* — Rapport par M. Airoldi ..... p. 3129

*Création du conseil supérieur de la recherche scientifique et technique.* — Rapport par M. Vialle..... p. 3131

*Titularisation des élèves des écoles normales d'instituteurs* — Rapport par M. Rincent ..... p. 3134

*Contrats de fournitures exclusives de bières et autres boissons.* — *Interdiction pour les producteurs ou distributeurs.* — Proposition de loi de M. Pierre-Olivier..... p. 3135

*Code du vin.* — *Remplacement de l'article 96.* — *Déclarations des pépiniéristes.* — Proposition de loi de M. Toublanc.. p. 3136

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, télégraphes et téléphones.* — *Caisse nationale d'épargne).* — Lettre rectificative au projet de loi ..... p. 3136

**Feuille 99.**

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, télégraphes et téléphones.* — *Caisse nationale d'épargne).* — Lettre rectificative au projet de loi *(suite)*..... p. 3137

*Déclassement de la section Watten-Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten-Gravelines.* — Projet de loi ..... p. 3138

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952.* — *Etats associés.* — Rapport par M. Burlot ..... p. 3139

*Acquisition des véhicules ou tracteurs automobiles.* — *Modification de l'article 3 de la loi du 29 décembre 1934.* — Proposition de loi de M. Charret ..... p. 3140

*Fonctionnaires déportés et internés pour faits de résistance.* — *Avantages spéciaux et précision des modalités de l'article 8 de la loi du 6 août 1948* — Proposition de loi de Mme de Lipkowski ..... p. 3140

*Constitution.* — *Revision de certaines dispositions.* — Proposition de résolution de M. Delachenal..... p. 3141

*Travaux sur la Durance, le Rhône et les canaux et cours d'eau des Bouches-du-Rhône.* — *Prise en charge par l'Etat du financement.* — Proposition de loi de M. Lucien Lambert ..... p. 3142

*Victimes des inondations.* — *Remboursement avant terme des titres souscrits au compte du prélèvement exceptionnel.* — Proposition de résolution de M. Mouton .... p. 3143

*Ecole normale.* — *Abrogation des dispositions du décret du 6 juin 1946.* — *Exemption du remboursement des frais de scolarité.* — Proposition de résolution de M. Signor.. p. 3143

*Protection de l'industrie de l'iode et des algues marines.* — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 3143

*Accélération de la procédure devant la juridiction des prud'hommes.* — Proposition de loi de M. Alfred Costes. p. 3144

*Prix du pain.* — *Réduction de 6 F par kilo à toute personne gagnant moins de 12.000 F par mois.* — Proposition de loi de M. Camphin ..... p. 3144

*Prise en charge par l'Etat des travaux de réfection des brèches percées dans les digues de Sauveterre, Vallabrègue et Villeneuve-lès-Avignon.* — Proposition de loi de M. Gabriel Roucaute..... p. 3144

*Réduction de 50 p. 100 sur le prix de la place sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français et de la Régie autonome des transports parisiens aux personnes ayant des ressources inférieures à 12.000 F par mois.* — Proposition de loi de M. Camphin..... p. 3145

*Expropriation pour cause d'utilité publique.* — *Modification du décret du 8 août 1935.* — Proposition de loi de Mme Vaillant-Couturier..... p. 3145

*Pêche des crustacés* — *Mesures de protection.* — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 3146

*Suppléance des receveurs distributeurs des postes, télégraphes et téléphones.* — *Reconnaissance de la qualité d'employeur à l'administration.* — Proposition de loi de M. Barthélemy..... p. 3146

*Assainissement du marché houblonnier.* — Proposition de résolution de M. Meck..... p. 3146

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe de la caisse nationale d'épargne).* — Avis ..... p. 3147

*Amnistie fiscale.* — *Report de la date limite.* — Proposition de résolution de M. Meck..... p. 3147

*Gratuité de l'enseignement aux enfants sourds-muets et aveugles.* — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 3147

*Changements de prénom de l'adopté.* — *Ouverture d'un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités.* — Proposition de loi de M. Jean Cayeux..... p. 3148

*Secours d'urgence aux ouvriers des Charbonnages de France, aux mineurs du puits de Ledoux, payement de l'allocation de chômage à ces mineurs.* — Proposition de résolution de M. Henri Martel..... p. 3148

*Code général des impôts.* — *Relèvement du plafond pour déduction du salaire du conjoint de l'exploitant (Bénéfices industriels et commerciaux).* — Proposition de loi de M. Jacques Duclos..... p. 3148

*Développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952.* — Projet de loi..... p. 3148

**Feuille 100.**

*Développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952.* — Projet de loi *(suite)* ..... p. 3169

*Bénéfice de toutes les dispositions relatives aux combattants aux combattants d'Indochine et de Corée.* — Avis..... p. 3169
Rapport par M. Commentry..... p. 3189

*Admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés de travail.* — Proposition de loi de M. Guiguen. p. 3169

*Dommages de guerre* — *Modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946.* — Avis..... p. 3170

*Comités d'entreprise.* — *Fonctionnement et attributions.* — *Modifications aux dispositions législatives.* — Proposition de loi de M. Meck..... p. 3171

*Etablissements français de l'Océanie.* — *Composition et formation de l'assemblée représentative.* — Proposition de loi de M. Antier..... p. 3172

*Fonctionnaires et personnels civils et militaires de l'Etat.* — *Réintégration des personnels dégagés des cadres.* — Proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret..... p. 3173

*Education nationale (Préparation aux Jeux olympiques).* — *Ouverture de crédits sur l'exercice 1951.* — Rapport par M. Marcel David..... p. 3174

*Indemnisation des commerçants obligés de fermer leur établissement sur ordre des autorités occupantes pendant la période d'annexion de fait dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Moselle.* — Proposition de résolution de M. Wolff..... p. 3174

*Contingentement des importations de concentrés de tomates — Sauvegarde des possibilités d'écoulement de la production nationale.* — Proposition de résolution de M. Lucien Lambert..... p. 3174

*Groupements d'autoconstruction (type Castor). — Exemption de l'obligation de fournir une contrepartie de métaux non ferreux.* — Proposition de résolution de M. Signor. p. 3175

*Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer.* — Rapport par M. Boutbien ..... p. 3175

*Pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes. — Application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948.* — Rapport par M. Cordonnier..... p. 3176

*Radioclémements artificiels.* — Rapport par M. Barrot..... p. 3176

*Prix du tabac. — Fixation de ce prix en fonction du prix de revient et des hausses.* — Rapport par M. Billat..... p. 3179

*Pêche industrielle de Lorient — Respect par les armateurs de la convention tripartite.* — Proposition de résolution de M. Guiguen..... p. 3179

*Titularisation d'une categorie de fonctionnaires.* — Rapport par M. Quinson..... p. 3179

*Maladies de longue durée. — Bénéfice du congé aux personnes atteintes de poliomyélite.* — Rapport supplémentaire de M. Cristofol..... p. 3180

*Organisation des justices de paix. — Modification de la loi du 30 juillet 1917.* — Rapport par M. Pierre Garet..... p. 3180

*Avancement des juges de paix et des suppléants.* — Rapport par M. Pierre Garet..... p. 3181

*Budget de 1952. — Dépenses de fonctionnement. — Anciens combattants et victimes de la guerre.* — Deuxième lettre rectificative au projet de loi..... p. 3181

Deuxième rapport supplémentaire par M. Darou..... p. 3183

*Conseils de prud'hommes en Algérie. — Conditions d'élection et de fonctionnement.* — Rapport supplémentaire par M. Borra..... p. 3181

*Organisation d'un système de sécurité sociale en Algérie. — Modalités d'application.* — Rapport par M. Rabier.... p. 3182

*Réforme de la caisse de solidarité en Algérie. — Modification de certaines dispositions* — Rapport par M. Rabier.... p. 3183

*Création du conseil interprofessionnel des vins d'Anjou et de Saumur.* — Rapport par M. Commentry..... p. 3184

*Composition du Gouvernement.* — Proposition de loi de M. Godin..... p. 3185

*Personnels civils de l'Etat en service dans le Haut-Rhin et la Moselle. — Prorogation et revalorisation de l'indemnité de difficultés administratives.* — Proposition de résolution de M. Kœning..... p. 3186

*Fonctionnaires faisant partie de la classe 1935. — Bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945.* — Proposition de loi de M. Malbrant..... p. 3186

*Office national des anciens combattants. — Titularisation du personnel temporaire et contractuel.* — Proposition de résolution de Mme de Lipkowski..... p. 3186

*Sécurité sociale agricole. — Réorganisation.* — Proposition de résolution de M. Saint-Cyr..... p. 3187

*Locations faites à des administrations publiques. — Modification de l'article 2 de la loi du 1er septembre 1948.* — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont..... p. 3188

*Code général des impôts — Complément à l'article 157.* — Proposition de loi de M. Max Brusset..... p. 3189

*Budget 1952. — Développement des crédits (Travail et sécurité sociale).* — Rapport par M. Lacoste..... p. 3189

*Budget 1952. — Développement des crédits (France d'outre-mer).* — Rapport par M. André Burlot..... p. 3190

*Budget 1952. — Développement des crédits (Marine marchande).* — Rapport par M. Mazier..... p. 3190

*Budget annexe 1952. — Développement des crédits (Imprimerie nationale).* — Rapport par M. Boisdé..... p. 3191

*Budget annexe 1952. — Développement des crédits (Monnaies et médailles).* — Rapport par M. Jean-Paul Palewski... p. 3191

*Budget 1952. — Développement des crédits (Légion d'honneur et ordre de la Libération).* — Rapport par M. Jean-Paul Palewski..... p. 3191

*Budget annexe 1952. — Développement des crédits (Caisse nationale d'épargne).* — Rapport par M. Boisdé..... p. 3191

*Comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3191

**Feuille 101.**

*Comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1952.* — Rapport par M. Charles Barangé (*suite*)..... p. 3201

*Situation des contribuables pénalisés pour non-paiement de l'impôt. — Suppression de la majoration de 10 p. 100. — Report du paiement des impôts directs.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3216

*Rapport annuel de la cour des comptes. — Modification des dispositions pour l'établissement et le dépôt de ce rapport.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3217

*Colis à tous les soldats de l'armée française à l'occasion des fêtes de Noël.* — Rapport par M. de Villeneuve..... p. 3217

*Création et suppression de postes de magistrats* — Rapport par M. Henri Lacaze..... p. 3218

*Emplois réservés. — Accélération des nominations.* — Proposition de résolution de M. Gilles Gozard..... p. 3218

*Capital-décès aux veuves des militaires — Modification du décret du 24 juin 1950.* — Proposition de loi de M. Médecin ..... p. 3218

*Réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales. — Réforme des finances locales et départementales.* — Rapport par M. Badiou..... p. 3218

*Budget 1952. — Développement des crédits (radiodiffusion et télévision française).* — Rapport par M. Ulver..... p. 3225

*Indemnité de difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Reconduction et revalorisation de cette indemnité.* — Rapport par M. Fonlupt-Espéraber..... p. 3226

*Prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur un projet de loi (code du travail dans les territoires d'outre-mer).* — Rapport par M. Joseph Dumas..... p. 3227

*Sociétés coopératives agricoles. — Prorogation du délai pour la demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts.* — Rapport par M. Lucas..... p. 3227

*Statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi. — Etablissement d'un règlement d'administration publique.* — Proposition de résolution de M. Mignot..... p. 3227

*Budget 1952. — Développement des crédits (Reconstruction et urbanisme).* — Avis ..... p. 3227

*Budget 1952. — Développement des crédits (Industrie et énergie).* — Avis ..... p. 3228

*Régimes matrimoniaux. — Institution du régime de participation aux acquêts. — Modification des textes du code civil.* — Proposition de loi de M. Caillavet..... p. 3228

## SOMMAIRE DES DOCUMENTS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

publiés du 1er au 7 septembre 1952.

**Feuille 7.**

*Création des centres d'études du travail et d'application psychotechniques et de centres de formation professionnelle rapide.* — Demande d'avis (*suite*) ..... p. 193

*Travaux et études démo-économico-sociales et organisation des services de statistiques. — Moyens à mettre en œuvre dans les pays d'outre-mer.* — Proposition de M. Jousselin ..... p. 193

*Elaboration rationnelle des futurs plans de développement des pays d'outre-mer.* — Proposition de M. Jousselin..... p. 195

*Création d'une douzième réserve naturelle à Madagascar.* — Demande d'avis ..... p. 196

*Régime foncier dans l'Union française.* — Proposition de M. Mademba ..... p. 197

*Prévision de crédits supplémentaires à l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951.* — Rapport par M. Cazelles ..... p. 197

*Statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française.* — Demande d'avis..... p. 197

*Comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950.* — Demande d'avis ..... p. 199

*Attribution provisoire à la société agricole de la Kotto d'une concession de terrain rural.* — Demande d'avis..... p. 200

*Comité d'information de la France d'outre-mer. — Représentation de l'Assemblée de l'Union française.* — Proposition de M. H.-G. Gaignard ..... p. 200

*Diffusion du répertoire classique français dans l'Union française.* — Proposition de M. Raphaël Leygues ..... p. 200

*Mission d'étude scientifique des systèmes politiques et des organisations publiques des populations d'outre-mer.* — Proposition de M. Jousselin ..... p. 201

*Membres de droits du conseil supérieur de l'aviation marchande. — Représentation des différentes assemblées.* — Proposition de M. Borrey ..... p. 202

*Protection de l'enfance en danger dans les territoires d'outre-mer.* — *Réorganisation du droit de la délinquance juvénile.* — Proposition de M. Borrey ..... p. 202

*Décentralisation et déconcentration administrative en Afrique noire.* — Proposition de M. Corval ..... p. 203

*Réglementation des groupes d'immeubles et des lotissements en Nouvelle-Calédonie.* — Rapport par M. Paul Antonini ..... p. 203

*Sauvegarde de l'indépendance politique des militaires ou fonctionnaires exerçant un mandat parlementaire.* — Rapport par M. de Boysson ..... p. 205

*Exercice des fonctions de notaire dans les Etablissements français de l'Inde.* — *Suppression de la limite d'âge (décret du 7 avril 1938).* — Rapport par M. Alfred Bour. p. 207

*Caisse de soutien du coton en Afrique équatoriale française.* — *Modification du décret du 2 octobre 1946.* — Rapport supplémentaire par M. Michel Aubert ..... p. 207

Avis supplémentaire par M. Paul Antonini ..... p. 222

*Revision des programmes de l'enseignement.* — *Mesures pour favoriser la connaissance de l'Union française.* — Rapport par M. Griaule ..... p. 211

*Lutte contre le trachome en Algérie.* — Rapport par M. Borrey ..... p. 212

*Problème de la sécurité dans le Pacifique.* — Rapport par M. le général Delmas ..... p. 215

*Arrondissement au franc inférieur des recettes et dépenses publiques (francs métropolitains et francs locaux).* — Rapport par M. Do Huu Thinh ..... p. 217

*Equipement et modernisation du condominium des Nouvelles-Hébrides.* — *Etablissement d'un plan.* — Rapport par M. Louis Delmas ..... p. 218

*Création d'un secrétariat d'Etat aux nouveaux départements d'outre-mer.* — Rapport supplémentaire par M. Roulleaux-Dugage ..... p. 219

*Revision des rentes viagères.* — *Application de la loi du 25 mars 1949 aux Comores, à la Nouvelle-Calédonie et à Madagascar.* — Rapport par M. Sylvestre ..... p. 220

*Sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française.* — *Situation au point de vue fiscal.* — Demande d'avis ..... p. 224

**Feuille 8.**

*Sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française.* — *Situation au point de vue fiscal.* — Demande d'avis (*suite*) ..... p. 225

*Essor de la production aurifère.* — *Institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère.* — Demande d'avis ..... p. 227

*Propriété foncière agricole en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.* — *Garantie et codification.* — Demande d'avis.. p. 229

*Titularisation des contrôleurs sociaux nord-africains.* — Proposition de M. Paul Catrice ..... p. 233

*Création d'un office interprofessionnel des fibres végétales.* — Proposition de M. Cazelles ..... p. 234

*Déclarations d'experts de l'U. N. E. S. C. O. sur les questions de race.* — *Diffusion et inscription aux programmes des écoles primaires de l'Union française.* — Rapport par M. Bui The Phuc ..... p. 235

*Définition de la citoyenneté de l'Union française.* — Rapport par M. Boisdon ..... p. 236

*Régime foncier dans l'Union française.* — Rapport par M. Mademba ..... p. 238

*Réforme du statut des oukils judiciaires d'Algérie.* — *Procédure d'urgence.* — Proposition de M. Jean Scelles..... p. 238

*Garantie des droits fonciers des indigènes dans certaines régions d'outre-mer.* — Demande d'avis ..... p. 239

*Statut des chefs coutumiers dans certains territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis ..... p. 240

*Réglementation des changes.* — *Aménagement de certaines dispositions.* — Demande d'avis ..... p. 242

*Réglementation du domaine public et des servitudes d'utilité publique en Afrique occidentale française.* — Demande d'avis ..... p. 242

*Modernisation industrielle et agricole des Nouvelles-Hébrides.* — *Plan conjoint d'équipement.* — Avis par M. Lebrun Keris ..... p. 243

Avis par M. H.-G. Gaignard ..... p. 246

*Maisons de l'Union française.* — *Organisation dans tous les grands centres de l'Union française.* — Proposition de M. H.-G. Gaignard ..... p. 245

*Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française* ..... p. 247

*Intensification de la production de pâte à papier dans les territoires d'outre-mer.* — Proposition de M. Georges Monnet ..... p. 247

*Lutte contre le proxénétisme en Algérie.* — Proposition de M. Jean Scelles ..... p. 249

*Institution d'une juridiction supérieure des Etats du Cambodge, de France, du Laos, du Maroc, de Tunisie et du Viet-Nam.* — Proposition de M. L. Jousselin ..... p. 249

*Organisation de la décentralisation et la déconcentration administrative dans les territoires français d'Afrique noire.* — Rapport par Mme Lefaucheux ..... p. 250

*Réorganisation de la justice dans le territoire autonome des Comores.* — Rapport par M. Daniel Boisdon ..... p. 254

*Institution de juridictions spéciales et régime de liberté surveillée pour les mineurs dans les territoires d'outre-mer.* — *Complément au décret du 30 novembre 1938.* — Demande d'avis ..... p. 252

*Admission des Français et des étrangers en Nouvelle-Calédonie.* — *Modification du décret du 13 juillet 1937.* — Demande d'avis ..... p. 253

*Acquisition de véhicules ou tracteurs automobiles.* — *Extention aux territoires d'outre-mer de la loi du 17 novembre 1949.* — Demande d'avis ..... p. 253

*Expansion de la pêche maritime en Martinique et en Guadeloupe.* — Proposition de M. Jacques Raphaël-Leygues.. p. 254

*Adhésion obligatoire à la caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés des sociétés ayant leur siège ou activité outre-mer.* — Proposition de M. Laurin ..... p. 254

*Application d'un indice de correction aux pensions des fonctionnaires et militaires retraités en zone C. F. A.* — Proposition de M. Laurin ..... p. 255

*Sous-location périodique d'appartement par les Français travaillant hors de la métropole.* — Proposition de M. Laurin ..... p. 255

*Développement de la production aurifère.* — *Equipement des exploitations minières de l'Union française.* — Proposition de M. Laurin ..... p. 256

**Feuille 9.**

*Développement de la production aurifère.* — *Equipement des exploitations minières de l'Union française.* — Proposition de M. Laurin (*suite*) ..... p. 257

*Election de maires dans les communes de Madagascar.* — Proposition de M. Randretsa ..... p. 258

*Reclassement des infirmières coloniales et sages-femmes.* — Proposition de Mlle Le Ber ..... p. 259

*Diffusion du répertoire classique français dans l'Union.* — Rapport par M. Raphaël Leygues ..... p. 259

*Formalités de publicité des sociétés.* — *Application des articles 1er et 2 du décret-loi du 30 octobre 1935.* — Rapport par M. Randretsa ..... p. 260

*Publicité des protêts.* — *Application de la loi du 2 août 1949 et du décret du 24 juin 1950.* — Rapport par M. Randretsa ..... p. 262

*Code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis ..... p. 262

*Changement des prénoms de l'adopté en cas d'adoption.* — *Application des dispositions de la loi du 23 avril 1949.* — Demande d'avis ..... p. 267

*Développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer).* — Demande d'avis ..... p. 268

Rapport par M. Jousselin ..... p. 268

*Erection en territoire des terres australes et antarctiques.* — Demande d'avis ..... p. 274

*Statut des chefs coutumiers dans divers territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis ..... p. 274

Demande d'avis ..... p. 282

*Prévention et réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.* — Demande d'avis ..... p. 275

*Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française* ..... p. 284

*Organisation des collectivités locales à Madagascar.* — Rapport par M. P. Longuet ..... p. 284

*Composition et formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et d'assemblées territoriales dans divers territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis ..... p. 287

*Combattants d'Indochine et de Corée.* — *Bénéfice des dispositions relatives aux combattants.* — Demande d'avis.. p. 288

**Feuille 10.**


*Réglementation des loyers des locaux d'habitation à Madagascar et dépendances.* — Rapport par M. Paul Antonini..... p. 289

*Essor de la production aurifère. — Institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère.* — Rapport par M. R. Schmitt..... p. 293

*Création d'une douzième réserve naturelle à Madagascar.* — Rapport par M. Pierre Boiteau..... p. 295

*Comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950. — Extension aux territoires d'outre-mer de la loi du 17 mars 1948.* — Rapport par M. Do Huu Thinh..... p. 296

*Prévision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1952.* — Rapport par M. Cazelles..... p. 297

*Conseils de district des établissements français de l'Océanie.* — Demande d'avis..... p. 297

*Assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française. — Modification et complément à la loi du 29 août 1947.* — Demande d'avis..... p. 298

*Organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun.* — Demande d'avis..... p. 299

*Inspection du travail dans les territoires non métropolitains. — Ratification de la convention n° 85.* — Demande d'avis..... p. 300

*Droit d'association et règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains. — Ratification de la convention n° 84.* — Demande d'avis..... p. 302

*Politique sociale dans les territoires non métropolitains. — Ratification de la convention n° 82.* — Demande d'avis. p. 304

*Législation des élections. — Modification du décret du 29 décembre 1950 pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.* — Demande d'avis..... p. 307

*Election des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires d'outre-mer. — Modification de la loi du 23 mai 1951.* — Demande d'avis..... p. 308

*Amnistie en matière d'élection dans les quatre départements d'outre-mer.* — Demande d'avis..... p. 310

*Structures économiques des collectivités indigènes. — Institution d'une mission d'études et d'une économie rurale africaine.* — Proposition de M. Jousselin..... p. 311

*Statut des chefs coutumiers et des chefs autochtones dans certains territoires d'outre-mer.* — Rapport par M. Jousselin..... p. 311


**Feuille 11.**


*Statut des chefs coutumiers et des chefs autochtones dans certains territoires d'outre-mer.* — Rapport par M. Jousselin (suite)..... p. 321

*Création des centres d'études du travail et d'application psychotechniques et de centres de formation professionnelle rapide.* — Rapport par Mme Malroux..... p. 327

*Production aurifère. — Institution d'un comité de l'or national.* — Avis par M. P. Antonini..... p. 335

*Statut de la magistrature d'outre-mer:*

*Afrique occidentale française.* — Demande d'avis..... p. 336
*Afrique équatoriale française.* — Demande d'avis..... p. 337
*Madagascar et Comores.* — Demande d'avis..... p. 338
*Côte française des Somalis.* — Demande d'avis..... p. 339
*Etablissements français de l'Océanie.* — Demande d'avis... p. 340
*Etablissements français de l'Inde.* — Demande d'avis..... p. 340
*Togo.* — Demande d'avis..... p. 341

*Plan de développement des territoires d'outre-mer; crédits au projet de budget de 1952.* — Proposition de M. Alfred Jacobson..... p. 341

*Combattants d'Indochine et de Corée. — Extension des dispositions relatives aux combattants.* — Rapport par M. Foccart..... p. 343

*Liste des collectivités autochtones de l'Algérie, des territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle.* — Rapport par M. Jousselin..... p. 343

*Fondements juridiques, humains et moraux de l'Union française.* — Proposition de M. P. Corval..... p. 345

*Emprunt des provinces de Madagascar.* — Proposition de M. Charlier..... p. 345

*Amélioration de la procédure d'octroi et utilisation des crédits de payement sur les territoires d'outre-mer.* — Proposition de M. Charlier..... p. 346

*Constitution d'une mission d'études scientifiques des systèmes politiques et des organisations publiques des populations d'outre-mer.* — Rapport par M. Jousselin.. p. 346

*Caisse intercoloniale de retraites. — Limites d'âge des fonctionnaires coloniaux.* — Rapport par M. Cortinchi..... p. 350

*Institution d'une carte de commerçant pour les étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Demande d'avis..... p. 351

*Médaille commémorative de la campagne d'Indochine.* — Proposition de M. J. Raphaël-Leygues..... p. 352

*Centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza.* — Proposition de M. Scelles..... p. 352

*Centenaire de la mort de Louis Braille. — Accès de la culture aux aveugles tant en français que dans diverses langues de l'Union française.* — Proposition de M. Scelles..... p. 352


**Feuille 12.**


*Centenaire de la mort de Louis Braille. — Accès de la culture aux aveugles tant en français que dans diverses langues de l'Union française.* — Proposition de M. Scelles (suite)..... p. 353

*Plan de développement des territoires d'outre-mer.* — Prescription concernant ce plan et attribution de crédits. — Rapport par M. Jacobson..... p. 353

*Election de maires dans les communes de Madagascar.* — Rapport par M. Gentet..... p. 354

*Organisation du travail de manutention dans les ports de l'Afrique équatoriale française.* — Demande d'avis..... p. 354

*Organisation de la protection des végétaux dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis..... p. 356

*Transcriptions immobilières. — Inscriptions de privilèges, hypothèques et nantissements. — Application aux établissements français de l'Océanie de la suspension des délais.* — Demande d'avis..... p. 357

*Régime de la transcription dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Demande d'avis..... p. 357

*Allocations familiales. — Institution d'allocations logement. — Extension des dispositions législatives en Algérie.* — Rapport par M. Paul Catrice..... p. 358

*Citoyenneté de l'Union française. — Définition.* — Avis de M. Pierre Corval..... p. 359

*Hommage de l'Union française à la personne de M. le docteur Schweitzer.* — Motion de M. Emmanuel La Gravière..... p. 360

*Examen par l'Assemblée de l'Union française du projet de budget du ministère d'Etat chargé des relations avec les Etats associés.* — Proposition de M. Cazelles..... p. 361

*Immigration française ou étrangère dans les territoires d'outre-mer.* — Proposition de M. Georges Boussenot... p. 361

*Rétablissement de la dénomination de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer.* — Proposition de résolution de M. Griaule..... p. 362

*Représentation au sein du conseil supérieur de la navigation marchande de représentants de l'Assemblée de l'Union française.* — Avis..... p. 362

*Sauvegarde des Wakfs algériens de Palestine.* — Proposition par M. Jean Scelles..... p. 364

*Comptes définitifs du budget local du Togo (exercice 1947).* — Demande d'avis..... p. 364

*Compte définitif du budget local de Madagascar (exercice 1945).* — Demande d'avis..... p. 365

*Compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française (exercice 1943).* — Demande d'avis..... p. 365

*Organisation et fonctionnement des municipalités à Madagascar. — Application du décret du 9 octobre 1943 au territoire des Comores.* — Demande d'avis..... p. 366

*Marché libre de l'or et des monnaies-or.* — Demande d'avis.. p. 367

*Mode de fixation de la parité du franc C. F. A.* — Demande d'avis sur la proposition de loi de M. Sailer..... p. 368

Demande d'avis sur la proposition de loi de M. Duveau.... p. 368

*Obligation de la fréquentation des établissements scolaires dans tous les territoires d'outre-mer.* — Demande d'avis p. 369

*Réglementation des changes et aménagement de certaines dispositions fiscales dans les territoires d'outre-mer.* — Rapport par M. Michard-Pellissier..... p. 370

*Centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza.* — Rapport par M. Hazoumé..... p. 370

*Constitution d'un bien de famille insaisissable dans les Etablissements français de l'Océanie.* — Demande d'avis. p. 372

*Représentation des pays et territoires de l'Union française à l'exposition internationale de pêche à Boulogne-sur-Mer.* — Proposition de M. Pierre Gervain..... p. 373

*Création d'une caisse de soutien du café et du cacao en Afrique occidentale française.* — Proposition de M. Cazelles..... p. 373

*Attribution, à titre provisoire, d'une concession de terrain rural à la société agricole de la Kotto, dans l'Oubangui-Chari.* — Rapport par M. Cazelles..... p. 374

*Réglementation des loyers des locaux d'habitation en Afrique occidentale française.* — Rapport par M. Antonini.. p. 374

*Institution de budgets de cercles dans les territoires d'outre-mer.* — Rapport par M. Jousselin..... p. 377

*Indice de correction pour les pensions et retraites des fonctionnaires et militaires retraités résidant en zone C. F. A.* — Rapport par M. Sylvestre..... p. 379

*Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest.* — Demande d'avis..... p. 380

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

**Décret n° 52-1033 du 6 septembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de la loi n° 51-633 du 24 mai 1951 instituant un tarif réduit pour certaines communications téléphoniques interurbaines a destination des journaux et agences de presse.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'article 3 de la loi n° 51-633 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des postes, télégraphes et téléphones) et notamment son dernier alinéa aux termes duquel: « Un règlement d'administration publique, contresigné par les ministres intéressés, fixera les limites et les conditions d'application des dispositions qui précèdent »;

Vu l'article 5 du décret du 26 décembre 1946 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, modifié notamment par l'article 6 du décret n° 51-395 du 4 avril 1951;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — La réduction de tarif prévue à l'alinéa 1er de l'article 3 de la loi susvisée du 24 mai 1951 s'applique aux communications téléphoniques interurbaines, à destination des journaux d'information paraissant au moins six jours par semaine et des agences télégraphiques de presse, demandées par les correspondants de presse, par voie manuelle ou automatique, pour transmettre des informations destinées à être publiées dans ces journaux.

Son taux est fixé par décret contresigné par le ministre des finances, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre chargé de l'information.

Art. 2. — Les journaux et agences intéressés doivent adresser au secrétariat de la commission prévue à l'article 4 ci-dessous, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque période de deux mois, le relevé des dépenses qu'ils ont supportées au cours de cette période au titre des communications visées à l'article 1er. Ce relevé doit faire apparaître séparément le montant des communications remboursées à chaque correspondant de presse et le montant de celles payées à l'administration au titre des communications payables à l'arrivée. Il doit être certifié conforme par le directeur du journal ou de l'agence.

Art. 3. — La réduction de tarif prévue à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi susvisée du 24 mai 1951 s'applique à la location des liaisons téléphoniques spécialisées utilisées par les journaux et agences visés à l'article 1er. Elle est égale à la réduction applicable en vertu des textes en vigueur à la location des liaisons télégraphiques spécialisées utilisées par la presse.

Art. 4. — La liste des journaux et agences appelés à bénéficier des dispositions du présent décret est arrêtée par une commission mixte.

Cette commission arrête également, pour chaque période de deux mois, compte tenu des déclarations qui lui sont soumises en vertu de l'article 2 et dont elle peut contrôler l'exactitude par tous les moyens appropriés, les sommes correspondant pour chaque journal ou agence à la réduction de tarif visée à l'article 1er. Ces sommes sont inscrites au crédit du compte téléphonique de chaque bénéficiaire.

Art. 5. — La commission prévue à l'article 4 ci-dessus est présidée par un membre du conseil d'Etat désigné par le vice-président du conseil d'Etat.

Elle comprend, outre son président:

Un représentant du ministre des finances et des affaires économiques;

Deux représentants du ministre des postes, télégraphes et téléphones;

Deux représentants du ministre chargé de l'information;

Cinq représentants de la presse quotidienne et des agences de presse désignés par le ministre chargé de l'information. Ces cinq représentants peuvent être remplacés en cas d'empêchement par des suppléants désignés dans les mêmes conditions qu'eux.

La commission prend ses décisions à la majorité. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le secrétariat de la commission est assuré par un agent des services de l'information.

Art. 6. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux communications téléphoniques, visées à l'article 1er, demandées après le 1er juillet 1952.

Art. 7. — Le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*

ROGER DUCHET.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (information),*

RAYMOND MARCELLIN.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

JEAN-MOREAU.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

**Décret du 6 septembre 1952 portant détachement d'un substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Baudouin, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine, est maintenu pour une période de cinq ans, à compter du 1er septembre 1951, en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour exercer les fonctions de professeur de droit à l'université Mc Gill à Montréal (Canada).

**Décret du 6 septembre 1952 portant nomination de suppléants de juges cantonaux dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, sont nommés suppléants du juge cantonal de:

Obernai: M. Jermann (Aloyse-Louis), en remplacement de M. Grunenwald, atteint par la limite d'âge;

Bouzonville: M. Tiphine (Philippe-François-Marie-Jean), en remplacement de M. Huck (Gustave), décédé.

**Décret du 6 septembre 1952 portant nomination de commissaires-priseurs en Algérie.**

Par décret du 6 septembre 1952, sont nommés:

M. Champion (René-Paul), commissaire-priseur à Mascara (département d'Oran), en remplacement de M. Chekkal (Daho), nommé à d'autres fonctions.

M. Royer (Christian-Henry-Jacques), commissaire-priseur à Sidi-bel-Abbès (département d'Oran), en remplacement de M. Bessière (Gaston), décédé.

**Décret supprimant des offices, nommant des officiers publics ou ministériels, acceptant leurs démissions ou conférant l'honorariat.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 août 1952, page 8619, 1re colonne:

31e ligne, au lieu de: « M Adeloff-Gueriot », lire. « Adloff-Gueriot ».

61e ligne, au lieu de: « M. Bureau du Colombier », lire: « M. Magnillat ».

70e ligne, au lieu de: « conformément aux conventions intervenues entre les parties », lire: « La charge de ce payement sera ainsi répartie: M. Aguiraud payera 22.000 F, M. Beroud 38.000 F, M. Brondel: 112.000 F, M. Collin 38.000 F, M. Dulac 56.000 F, M. Dumont 18.000 F, M. Escoffier 110.000 F, M. Gonthier 78.000 F, M. Guichard 82.000 F, M. Guilhem 75.000 F, M. Laforest 61.000 F, M. Magnillat 56.000 F, M. Mourand 54.000 F, M. Rollet 90.000 F, M. Seignol 80.000 F ».

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Décret du 6 septembre 1952 portant avancement de contrôleurs civils adjoints en Tunisie.**

Par décret en date du 6 septembre 1952:

M. Epifanoff (Alexandre), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, est élevé à la 2e classe de son grade (indice 380), à compter du 16 avril 1952.

M. Grossin (Jean), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 1er échelon, est élevé à la 2e classe de son grade (indice 380), à compter du 24 juin 1952.

**Désignation, à titre provisoire, d'un agent comptable de l'office français de protection des réfugiés et apatrides.**

Par arrêté du 4 septembre 1952, M. Breffort (Lucien), agent supérieur de 1re classe au ministère des affaires étrangères, est nommé, à titre provisoire et pour une durée de six mois à compter du 1er septembre 1952, agent comptable à l'office français de protection des réfugiés et apatrides.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret n° 52-1034 du 6 septembre 1952 portant relèvement des taux des redevances perçues par la ville de Paris pour occupation des égouts par les lignes téléphoniques et télégraphiques.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 2 (§§ 2 et 3) de la loi du 28 juillet 1885 ainsi conçu:

« Les fils télégraphiques et téléphoniques autres que ceux des lignes d'intérêt général ne pourront être établis dans les égouts appartenant aux communes qu'après avis des conseils municipaux moyennant une redevance si les conseils municipaux l'exigent. Un décret rendu en forme de règlement d'administration publique déterminera le taux de cette redevance »;

Vu le décret du 26 septembre 1949 fixant les redevances que la ville de Paris est autorisée à percevoir pour l'occupation des égouts par des lignes téléphoniques et télégraphiques diverses;

Vu la délibération du conseil municipal de Paris en date du 27 décembre 1951;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1952, le taux des redevances annuelles que la ville de Paris est autorisée à percevoir en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 2 de la loi du 28 juillet 1885, pour occupation des égouts par les lignes téléphoniques et télégraphiques diverses, est porté:

1° De 70 à 100 F par poste pour les lignes téléphoniques principales d'abonnés;

2° De 45 à 70 F par hectomètre ou fraction d'hectomètre de conducteur double, et de 23 à 35 F par hectomètre ou fraction d'hectomètre de conducteur simple pour les lignes téléphoniques ou télégraphiques privées, la redevance étant toujours calculée d'après la longueur réelle du conducteur par fraction indivisible de 100 mètres;

3° De 95 à 130 F pour chaque conducteur desservant exclusivement des avertisseurs d'incendie.

Art. 2. — Sont abrogées celles des dispositions du décret du 26 septembre 1949 qui sont contraires au présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, et le secrétaire d'Etat au budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre de l'intérieur,*
CHARLES BRUNE.

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*
ROGER DUCHET.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Décret du 6 septembre 1952 portant création d'un périmètre de protection quantitative de la nappe dite de « Birkadem » (département d'Alger).**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au régime des eaux souterraines en Algérie, et notamment l'article 2;

Vu le règlement d'administration publique du 21 avril 1938 fixant les conditions d'application du décret-loi susvisé;

Vu les lois du 16 juin 1851 et du 19 août 1933 dans celles de leurs dispositions qui n'ont pas été abrogées par l'article 4 du décret-loi précité;

Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, en conformité de l'arrêté du préfet du département d'Alger en date du 16 janvier 1951;

Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un périmètre de protection quantitative de la nappe dite de « Birkadem » (département d'Alger).

Les limites de ce périmètre telles qu'elles figurent au plan annexé au présent décret sont définies comme suit:

Le périmètre a son origine au point A, situé sur la route nationale n° 5 annexe (route Moutonnière) au droit du passage à niveau dit « de la rue Polignac » à Hussein-Dey (coordonnées 534, 860, 383, 100).

Il suit ensuite:

La rue Polignac jusqu'à son extrémité B au carrefour du Ruisseau (coordonnées 534, 340, 382, 480).

Une ligne droite théorique de B à C, point situé au carrefour du boulevard Bru et de la rue Fontaine-Bleue à Alger (coordonnées 532, 460 et 383,790).

Le boulevard Bru jusqu'à son carrefour en D avec l'avenue Franklin-Roosevelt, route nationale n° 1 (coordonnées 531,220 et 383,790).

La route nationale n° 1 depuis D jusqu'au point E situé à l'embranchement du chemin de la colonne Voirol à Draria par Kadiouis (coordonnées 530,670 et 383,540).

Le chemin de la colonne Voirol à Draria depuis son origine en E jusqu'à la sortie du village de Draria en F (coordonnées 526,800 et 379,140).

Le chemin menant de Draria à la route Baba-Hassen-Saoula jusqu'à leur carrefour G (coordonnées 526,430 et 377,520).

La route de Baba-Hassen-Saoula jusqu'à son carrefour H avec la route Crescia-Saoula (coordonnées 527,620 et 376,820).

La piste partant du carrefour susnommé et aboutissant au point I situé sur la route Crescia-ferme Bellevue à 400 mètres environ au delà de ladite ferme (coordonnées 526,900 et 374,900).

La rive gauche de l'oued Sidi-Slimane jusqu'au point J situé sur la route nationale n° 1 au lieudit ferme El'Deblag (coordonnées 528,660 et 372,640).

Le chemin reliant la ferme El'Deblag à la route départementale 114 jusqu'à leur carrefour K (coordonnées 531,060 et 370,400).

La route départementale 114 jusqu'à son carrefour L avec la route Birtouta-Baba Ali (coordonnées 531,040 et 369,880).

La route Birtouta-Baba Ali et son prolongement jusqu'au point M situé sur la rive gauche de l'oued Harrach (coordonnées 532,570 et 369,600).

La rive gauche de l'oued Harrach jusqu'à son confluent N avec l'oued Kerma (coordonnées 534,100 et 374,820).

Une ligne droite théorique de N à O, point situé sur la voie ferrée d'Alger-Constantine au droit de la station de l'oued Smar (coordonnées 542,360 et 378,240).

Une ligne droite théorique de O à P, point situé au carrefour de la route nationale n° 5 et de la route nationale n° 5 annexe au nord de Maison-Carrée (coordonnées 540,920 et 380,460).

La route nationale n° 5 annexe jusqu'au point A.

Art. 2. — A l'intérieur de ce périmètre, sous réserve de situations acquises de bonne foi, la recherche et l'exploitation des eaux souterraines autres que les eaux non artésiennes destinées à l'usage domestique et à l'abreuvement des troupeaux seront soumises à autorisation dans les conditions déterminées par les articles 2 à 9 du décret du 21 avril 1938.

Art. 3. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'intérieur,*
CHARLES BRUNE.

**Décret du 6 septembre 1952 déclarant d'utilité publique l'acquisition, par la ville d'Angoulême, des terrains nécessaires à la construction d'une école maternelle.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, a été déclarée d'utilité publique l'acquisition, par la ville d'Angoulême (Charente), des terrains nécessaires à la construction d'une école maternelle, rue Alfred-de-Vigny.

Par ce texte, le maire d'Angoulême, agissant au nom et pour le compte de la commune, a été autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, les terrains sis à Angoulême, entre les rues Alfred-de-Vigny et de Périgueux, figurant au cadastre, section C, n°s 1226 p, 1229, 1231, 1232, 1234 et 1219 p, tels qu'ils sont représentés en rouge sur le plan annexé.

Les expropriations à effectuer devront être réalisées dans le délai de deux ans à compter de la date du présent décret.

**Décret du 6 septembre 1952 déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la colonie de vacances et du préventorium départemental d'Autrans (Isère).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, ont été déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la colonie de vacances et du préventorium départemental d'Autrans (Isère).

Il sera établi autour des ouvrages de captage un périmètre de protection, conformément au plan établi selon les indications du géologue.

Le préfet de l'Isère, agissant au nom et pour le compte du département, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, les terrains sis sur le territoire de la commune d'Autrans, lieux-dits Cornet, Brunière, la Côte, la Motte, le Château et la Combe, Narssé et Franceire, figurant au cadastre sous les numéros 180, 179, 177, 213, 215, 214, 216 p, 231, 262 p, de la section D, et 95, 94, 96, 99 p, 100, 101, 71 et 61 de la section C, tels qu'ils sont représentés par une teinte rose sur les plans annexés.

Les expropriations nécessitées par l'exécution des travaux devront être accomplies dans le délai de deux ans à compter de la date du présent décret.

**Décret du 6 septembre 1952 complétant le décret du 18 octobre 1950 portant déclaration d'utilité publique de l'acquisition, par la ville de Cambrai (Nord), des terrains nécessaires à l'extension du périmètre de protection des sources de Proville.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, le décret du 18 octobre 1950, portant déclaration d'utilité publique de l'acquisition, par la ville de Cambrai, des terrains nécessaires à l'extension du périmètre de protection des sources de Proville, utilisées pour son alimentation en eau potable, a été complété par les dispositions suivantes:

Il sera établi, au sud-est des sources, un périmètre de protection, teinté en bistre sur le plan, à l'échelle de 1/2000, annexé au décret et à l'intérieur duquel les mesures prévues par l'article 1er du décret-loi du 30 octobre 1935 sur la protection des eaux potables et les établissements ostréicoles, seront applicables.

De plus, il sera procédé à l'établissement de fosses étanches dans le même périmètre.

Des bornes seront placées aux points principaux du périmètre déterminé.

Le bornage aura lieu à la diligence et aux frais de la ville de Cambrai, par les soins des ingénieurs du service hydraulique qui dresseront procès-verbal de l'opération.

**Décret du 6 septembre 1952 acceptant la démission d'un conseiller de préfecture.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, la démission de M. Orsini (Antoine), conseiller de préfecture de 3e classe au conseil de préfecture interdépartemental de Clermont-Ferrand, est acceptée à compter du 15 août 1952.

**Décret du 7 septembre 1952 chargeant le ministre de la justice de l'intérim du ministère de l'intérieur.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du conseil des ministres,

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution de la République française,

Décrète:

Art 1er. — M. Martinaud-Déplat, garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. Charles Brune.

Art 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 septembre 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
ANTOINE PINAY.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

**Tableau d'avancement, pour l'année 1952, des sous-officiers du régiment de sapeurs-pompiers.**

Sont inscrits au tableau d'avancement, pour 1952, les sous-officiers dont les noms suivent:

*Pour le grade d'adjudant-chef.*

Les adjudants:

Clément (André-Roger).
Watremez (Alfred-Edmond).
Rousseaux (Emile-Auguste-Albert).
Gousserey (Georges-Lucien-Eugène).
Rambouillet (Edmond-Ulrich).
Boslevesy (René-François).
Godart (Jean-Henri).
Nicolaus (Charles).
Bezou (Jean-Eugène-Pierre).
Pinchemel (Camille-Arthur).
Buisson (Pierre-Henri-Désiré).

*Pour le grade d'adjudant.*

Les sergents-majors et sergents-chefs:

Meynie (Robert-Antoine-Jean).
Courieux (Robert-Charles).
Dumont (Albert-Louis-Léon).
Louet (Jean-Charles).
Lefèvre (Gilbert-Eugène).
Chemarin (René-Jean-Marie).
Morizot (Roger-Antoine).
Constantin (Roger-Marcel-Pierre).
Buron (André).
Potier (Paul-François).
Durand (Georges-Léon).
Bouriquet (Marcel-Etienne).
Galdry (Henri).
Jacquemin (Ferdinand).
Godderidge (Robert-Victor-François).
Hindelang (Marcel-Jean-Joseph).
Johner (Bernard-Gaëtan-Marcel).
Terrier (Henri-Georges).
Savoureux (Roland-Marcel).
Gousserey (Lucien-Joseph-Blanchard).
Lemaire (Pierre-Jean).
Martin (Bernard-Jean).

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

**Décret du 6 septembre 1952 portant nomination dans le service vétérinaire.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, est nommé au grade de vétérinaire sous-lieutenant de l'active, pour prendre rang du 1er octobre 1950, M. Mille (Jean-Louis) (avec rappel de solde du 11 juillet 1952.)

**Décret du 6 septembre 1952 portant rappel à l'activité d'officiers en non-activité par suppression d'emploi.**

Par décret du date du 6 septembre 1952, sont rappelés à l'activité les officiers en non-activité par suppression d'emploi dont les noms suivent:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

(Pour compter du 1er octobre 1952.)

M. le capitaine Pompey (Marcel).

**Arme blindée et cavalerie.**

(Pour compter du 1er septembre 1952.)

M. le capitaine Ernst (Robert-Marcel).

**Artillerie.**

(Pour compter du 1er septembre 1952.)

M. le chef d'escadron Robert (Jean-Marie-Joseph).

MM. les lieutenants Devemy (Henri-Alphonse), Genton (Pierre-Marie-Alexandre).

**Cadre des adjoints de chancellerie.**

(Pour compter du 1er septembre 1952.)

M. le capitaine Moine (Louis-René-César).

**Cadre des adjoints administratifs du service des matériels (subdivision artillerie).**

(Pour compter du 1er septembre 1952.)

M. le lieutenant Kerleo (René-Yves).

**Cadre des adjoints techniques du service des matériels (subdivision artillerie).**

(Pour compter du 1er septembre 1952.)

M. le lieutenant Ansel (André-Maurice-Henri).

## Décret du 6 septembre 1952 portant nomination dans l'armée active.

Par décret du 6 septembre 1952, sont nommés à titre définitif au grade de sous-lieutenant.

TROUPES COLONIALES

ACTIVE

**Intendance.**

*Officiers d'administration.*

(Pour prendre rang du 1er octobre 1951.)

M. Engasser (Maurice), sergent-major.

(Pour prendre rang du 1er octobre 1952.)

MM. Dupret (Jean-François-Lucien), sergent.
Sauret (Edouard-Albert-Paul), sergent-chef.
Peyres (Léonce-Louis), sergent-major.
Lahorgue (Robert-Emile), sergent-chef.
Celle (Jean-Claude-René), sergent.
Grenet (Henri-Joseph-Jérôme), sergent.
Rapin (Jules-Maurice), sergent-chef.

## Décret du 6 septembre 1952 portant nomination (armée de terre, réserves).

Par décret en date du 6 septembre 1952, est nommé dans les cadres des officiers de réserve et affecté pour administration à l'état-major désigné ci-dessous, le sous-officier dont le nom suit:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

4e RÉGION MILITAIRE

Subdivision de Bordeaux.

*Au grade de sous-lieutenant.*

(Pour prendre rang du 8 décembre 1951.)

Le sergent de réserve Richebon (Max-Lucien) (régularisation).

## Décret du 6 septembre 1952 portant nominations au grade de sous-lieutenant de réserve (armée de terre).

Par décret en date du 6 septembre 1952, sont nommés sous-lieutenants de réserve:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

Les aspirants de réserve:

MM. Pissard (Jacques-André-Gustave).
Roux (Jacques-Jean-Marie).
Bourdeau (Georges-Raymond).

**Arme blindée et cavalerie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

Les aspirants de réserve:

MM. Guinard (Yves-Louis-Lucien).
Laize (Pierre-Henri).

**Transmissions.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

M. l'aspirant de réserve Maréchal (Pierre-Marie).

**Génie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

M. l'aspirant de réserve Merlan (Maurice-Fernand-Léon).

## Décret du 6 septembre 1952 portant nominations au grade de sous-lieutenant de réserve (armée de terre).

Par décret en date du 6 septembre 1952, sont nommés au grade de sous-lieutenant de réserve:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

Les aspirants de réserve:

MM. Meniolle d'Hauthuille (Bernard-Jacques-Marie-Victor-Gabriel).
Durand (Bernard-Marie-Joseph-Paul).
Guinard (Hubert-Marie-Pierre).
Maulin (René-Maurice).

**Arme blindée et cavalerie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

M. l'aspirant de réserve Bordenave (Lucien).

**Artillerie.**

(Pour prendre rang du 1er septembre 1952.)

Les aspirants de réserve:

MM. Fruton (Michel-Louis).
Gossel (Marcel-Jean-Edmond).
Grousset (Bernard-Théodore).
Paoli (René-Gustave).

## Décret du 6 septembre 1952 portant admission dans les cadres des officiers de réserve à titre français d'un officier de réserve ayant servi à titre étranger.

Par décret en date du 6 septembre 1952, est admis dans les cadres des officiers de réserve à titre français, l'officier de réserve ayant servi à titre étranger dont le nom suit:

**Infanterie.**

(Pour compter du 24 novembre 1945.)

M. le capitaine Quittner (Paul).

Cet officier est affecté, pour administration, au commandement en chef des forces françaises en Allemagne, zone Sud.

## Décret du 6 septembre 1952 portant régularisation de la situation d'un officier (armée de terre).

Par décret en date du 6 septembre 1952, est annulé en ce qui le concerne le décret du 27 septembre 1951 ayant promu M. le lieutenant d'infanterie coloniale Glock (Tristan-Louis), au grade de capitaine de l'armée active à compter du 1er octobre 1951.

M. le lieutenant Glock est admis dans le cadre des officiers de réserve de l'infanterie coloniale avec son grade et son ancienneté de grade à partir du 1er octobre 1947, date de son admission au bénéfice de l'article 8 de la loi du 5 avril 1946.

Cet officier est promu au grade de capitaine de réserve pour prendre rang du 1er octobre 1951.

**Décret portant nominations, promotions et réintégration (armée de terre, réserves).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 23 août 1952:

Page 8398, 1re colonne, Service des matériels (subdivision Artillerie),

1re région militaire, avec le grade de lieutenant-colonel, au lieu de « Poutet (Adrien) », lire: « Pouyet (Adrien-Paul) ».

6e région militaire, avec le grade de lieutenant-colonel, au lieu de: « M. Berge (Gabriel-Théophile) », lire: « M. Berce (Gabriel-Théophile) »; au lieu de: « 1re région militaire, Direction du matériel, avec le grade de lieutenant-colonel, M. Roitel (Alphonse) », lire: « 10e région militaire, Direction du matériel, avec le grade de lieutenant-colonel, M. Roitel (Alphonse) ».

Même page, 2e colonne, 6e région militaire, au lieu de: « Subdivision de Nancy, infanterie, avec le grade de capitaine, M. Koeberle (François-Joseph) », lire: « Subdivision de Metz, infanterie, avec le grade de capitaine, M. Koeberle (François-Joseph) ».

7e région militaire, service de santé, avec le grade de médecin lieutenant-colonel, au lieu de: « « M. Leccanet (Charles-Bernard) », lire: « M. Lecoanet (Charles-Bernard) ».

Page 8399, 2e colonne, subdivision de Caen, au lieu de: « M. Goiscaud (Victor-Clovis-Maxime-Xavier), 1er juin 1946 », lire: « M. Goiscaud (Victor-Clovis-Maxime-Xavier), 1er juin 1916 ».

(Le reste sans changement.)

**Remise de debet.**

Par arrêté du 30 juillet 1952, sous réserve du reversement des sommes susceptibles de lui être allouées au titre de sa pension pour la période du 1er novembre 1949 au 28 février 1950, il est fait remise gracieuse à M. Quelard (Amédée) de la somme de 179.318 F, dont il est redevable à la suite d'un trop-perçu de traitement pendant cette même période.

**Personnels civils extérieurs de la guerre.**

Par arrêté en date du 11 août 1952, les dispositions de l'arrêté du 6 juin 1951 portant titularisation, à compter du 1er juillet 1950, d'auxiliaires dans le cadre complémentaire, sont annulées en ce qui concerne Mme veuve Moulet (Marie), agent de bureau de 6e classe à la 10e région.

Mme Moulet est titularisée à la 4e classe du cadre complémentaire de bureau à compter du 1er juillet 1952.

Par arrêté du 26 août 1952, Mme Masse, née Pero (Andrée), agent du cadre complémentaire de bureau des personnels civils extérieurs du département de la guerre (direction régionale du recrutement et de la statistique de la 5e région), mise en disponibilité (raison de santé) par arrêté du 10 mai 1952, est réintégrée dans les cadres à compter du 11 août 1952.

Par arrêté du 4 septembre 1952, Mme Dronet, née Chauvin (Suzanne), agent de bureau du cadre complémentaire à l'hôpital militaire Maillot, à Alger, est maintenue en disponibilité, sur sa demande, pour une nouvelle période de trois mois, à compter du 1er août 1952 (maladie grave du conjoint).

Par arrêté du 4 septembre 1952, Mme Morin (Anna), agent du cadre complémentaire de bureau de l'agence comptable centrale des poudres, est placée en disponibilité d'office, pour raisons de santé, pour une période de six mois, à compter du 27 juin 1952.

**Liste alphabétique des candidats admissibles aux épreuves orales du concours pour le grade d'élève commissaire.**

MM. Aubert-Couturier (Philippe).
Azais (Robert).
Bergeron (René).
Boivigny (Jean-Pierre).
Bouchet (Pierre).
Carli (Emmanuel).
Chanalet (Guy).
Clemenceau (Georges).
Deligny (Michel).
Demange (Robert).
Fournier (Lucien).
Hervé (Gérald).
Jacquet-Francillon (Jean).
Junca (Claude).
Kerdilès (Paul).
Lenicque (Bertrand).
Macé (Alain).
Michoud (Bruno).
Partiot (Frédéric).
Plat (Jean-Pierre).
Poult (Bernard).
Renvoisé (Jacques).
Samson (Raymond).
Sparfel (Jean).
Struyven (Yves).
Vasselon (Jean).
Vidal (Jacques).

**Tableau supplémentaire d'avancement des sous-officiers d'active des troupes coloniales.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 juin 1952, page 6187:

**Infanterie.**

*Pour le grade d'adjudant-chef*

Rayer: Raymond (Robert), libéré.
(Le reste sans changement.)

# MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Décret du 3 septembre 1952 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 3 septembre 1952, rendu sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur, le conseil des ministres entendu:

*Au grade de commandeur.*

M. Desfougeres (Jean-Baptiste-Marie-Louis-Henri), conseiller d'Etat. Officier du 31 décembre 1937.

**Décret du 3 septembre 1952 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 3 septembre 1952, rendu sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur, le conseil des ministres entendu:

*Au grade de commandeur.*

M. Bonnafous (Georges-Eugène-Gabriel), contrôleur d'Etat. Officier du 17 septembre 1946.

**Décret du 3 septembre 1952 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 3 septembre 1952, rendu sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur, le conseil des ministres entendu:

*Au grade d'officier.*

M. Neuvy (Désiré-Albert-Gustave-Jules), directeur de société. Chevalier du 11 avril 1946 (titres exceptionnels).

**Décret du 3 septembre 1952 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 3 septembre 1952, rendu sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, le conseil des ministres entendu:

*Au grade de chevalier.*

M. Dally (Hervé-André), sous-directeur à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 17 ans de services civils et militaires, dont 2 ans de mobilisation, au total 19 annuités (titres exceptionnels).

**Décret du 3 septembre 1952 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 3 septembre 1952, rendu sur le rapport du président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, et vu les déclarations du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, ont été promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

MM.

Bourrillon (Paul-Lucien), sous-directeur au secrétariat d'Etat aux affaires économiques. Chevalier du 3 janvier 1944.

Palangie (Henri-François), administrateur à la direction générale de l'institut national de la statistique et des études économiques. Chevalier du 23 avril 1937.

*Au grade de chevalier.*

MM.

Barthelot (Gilbert), industriel; 52 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 4 ans de mobilisation, au total 56 annuités.

Blancher (Victor-Jean-François-Marie), négociant; 43 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 4 ans de mobilisation, au total 47 annuités.

Chouvel (Marcel-Jean-Martial), directeur départemental du service des enquêtes économiques à Clermont-Ferrand; 29 ans de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 30 annuités.

Combe (Fernand-Prosper-Marie), négociant; 46 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 2 ans de mobilisation, au total 48 annuités.

Deschamps (Jean-Paul), directeur des services financiers de sociétés, président de compagnie industrielle; 47 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 5 ans de mobilisation, au total 52 annuités.

Félix-Faure (Jean), conseiller commercial; 25 ans de services civils et militaires, dont 2 ans de mobilisation et 6 ans de services hors d'Europe, au total 29 annuités.

Firino-Martell (Maurice-Marie-Noël), négociant; 37 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 5 ans de mobilisation, au total 42 annuités

Gouzy (Jules-Elisée-François), administrateur civil de 1re classe à la direction générale des prix et des enquêtes économiques; 35 ans de services militaires et de services civils, dont 3 ans de mobilisation, au total 38 annuités.

Haas (Nathan dit Richard), industriel; 25 ans d'activité professionnelle, 25 annuités.

Hubert (Edmond), administrateur civil de 1re classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 20 annuités de services civils et militaires.

Kahn (Robert), administrateur de sociétés; 32 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 33 annuités.

Maillot (Henri), directeur de société; 38 ans d'activité professionnelle et de services militaires, 38 annuités.

Marty (Jean-Elie), expert-comptable; 31 ans d'activité professionnelle et de services militaires, 31 annuités.

Mingasson (Henri-Laurent-François-Victor), chargé de mission au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 25 ans de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 26 annuités.

Muglioni (François), administrateur civil de 1re classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 21 ans de services civils, 21 annuités.

Philippe (Jules), industriel; 54 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 55 annuités.

Polo (Henri-Joseph), trésorier de la chambre de commerce de Nantes; 31 ans d'activité professionnelle et de services militaires, 31 annuités.

Prat (Marcel), administrateur civil de 1re classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 23 ans 6 mois de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 25 annuités.

Smits (Jean-Pierre), administrateur civil de 1re classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques; 20 ans de services civils et militaires, dont 2 ans de mobilisation et 6 ans de services hors d'Europe, au total 24 annuités.

Truchet (Jean), commissaire aux prix de 1re classe; 25 ans de services civils et militaires, dont 1 an de mobilisation, au total 26 annuités.

Ubaud (Marcel-Charles-René), administrateur, directeur adjoint de sociétés; 29 ans d'activité professionnelle et de services militaires, 29 annuités.

Vihlen (Raymond-René-Alexandre), conseiller commercial; 34 ans de services militaires, d'activité professionnelle et de services civils, dont 2 ans de mobilisation et 16 ans de services hors d'Europe, au total 41 annuités.

Weil (Charley-Pierre), industriel; 25 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 6 ans de mobilisation, au total 31 annuités.

**Décret n° 52-1035 du 6 septembre 1952 portant virement de crédits à l'intérieur de l'état B annexé à la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 relative au développement des dépenses d'investissement (réparation des dommages de guerre et construction) pour l'exercice 1951.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (réparation des dommages de guerre et construction) et notamment son article 2;

Vu l'avis conforme des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre de l'Assemblée nationale;

Vu l'avis des commissions des finances et de la reconstruction et des dommages de guerre du Conseil de la République,

Décrète:

Art. 1er. — Sur les autorisations de programme ouvertes au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, par l'article 2 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951 et des lois antérieures, il est annulé, au titre de la 4e ligne du paragraphe 1er de l'état B « Allocations d'attente », une somme de 1.046.879 F.

Art. 2. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre de la 7e ligne du paragraphe 1er de l'état B « Indemnités de dépossession aux spoliés », une autorisation de programme de 1.046.879 F.

Art. 3. — Sur les autorisations de payement ouvertes au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme par l'article 2 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, il est annulé, au titre de la 4e ligne du paragraphe 1er de l'état B « Allocations d'attente », une somme de 1.046.879 F.

Art. 4. — Il est accordé au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, au titre de la 7e ligne du paragraphe 1er de l'état B « Indemnités de dépossession aux spoliés », une autorisation de payement de 1.046.879 F.

Art. 5. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Décret du 6 septembre 1952 relatif au transfert à la caisse d'épargne de Tullins de l'actif et du passif de la caisse d'épargne de Rives (Isère).**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 27 juin 1952 portant codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne;

Vu le décret du 6 mars 1928 portant autorisation de la caisse d'épargne de Rives;

Vu la délibération de ladite caisse d'épargne en date du 10 avril 1952,

Vu la délibération du conseil des directeurs de la caisse d'épargne de Tullins en date du 22 avril 1952,

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art 1er. — Le décret du 6 mars 1928 est abrogé.

Art. 2. — Est autorisé le transfert à la caisse d'épargne de Tullins de l'actif et du passif de la caisse d'épargne de Rives.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

### Création d'un comité interministériel de gestion de la cité « Shape-Village » à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et le secrétaire d'Etat au budget,

Sur la proposition de la commission interministérielle réunie le 19 octobre 1951 en vue d'organiser la gestion de la cité « Shape-Village »,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est créé un comité interministériel de gestion de la cité « Shape-Village » à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), dont le siège est à Versailles, à la direction départementale des domaines, mais qui peut se réunir également à la cité « Shape-Village ».

Ce comité est composé: du directeur départemental des domaines, président; du trésorier-payeur général de Seine-et-Oise, du conservateur des eaux et forêts, chef de la 10e conservation à Paris, et du délégué départemental de la reconstruction et de l'urbanisme, ou de leurs représentants.

Le comité peut s'adjoindre un ou plusieurs membres supplémentaires à titre consultatif.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le secrétariat est assuré par un fonctionnaire du service des domaines.

Art. 2. — Le comité de gestion est chargé de formuler un avis sur les questions suivantes pour lesquelles il est obligatoirement consulté:

Fixation des redevances exigibles pour la jouissance des logements et du mobilier;

Programmes de travaux de grosses réparations;

Dépenses entraînant au compte de gestion un dépassement du découvert dont le domaine est autorisé à disposer sans l'avis préalable du comité;

Prévisions annuelles de recettes et de dépenses du compte de gestion;

Bilan annuel du même compte.

Le comité peut être consulté sur toutes autres questions, à la requête de son président ou de l'un de ses membres.

Art. 3. — Le directeur général des eaux et forêts, le directeur de la construction, le directeur du budget, le directeur du Trésor, le directeur de la comptabilité publique et le chef du service des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 1952.

*Le président du conseil des ministres,*
*ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI YRISSOU.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
GABRIEL DU PONTAVICE.

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
CHRISTIAN CHAVANON.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
DÉSIRÉ ARNAUD.

### Suspension à l'application des dispositions de l'arrêté du 17 avril 1951, modifié, relatif à l'interdiction d'exportation de certaines catégories de papier.

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu le code des douanes, notamment les articles 22 et 23;

Vu le tarif des droits de douane;

Vu les avis du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, et du ministre de l'industrie et du commerce;

Vu l'arrêté du 17 avril 1951, modifié par l'arrêté du 16 octobre 1951, interdisant provisoirement l'exportation de certaines catégories de papier,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'application des dispositions de l'arrêté du 17 avril 1951, modifié par l'arrêté du 16 octobre 1951, est suspendue jusqu'au 31 décembre 1952.

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 septembre 1952.

*Le président du conseil,*
*ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI YRISSOU.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le conseiller technique,*
IVAN-MATHIEU LABRY.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN MOREAU.

### Corps de contrôle des assurances.

Par un arrêté en date du 5 septembre 1952, ont été nommés:

1° Au grade de commissaire contrôleur général des assurances de 2e classe au ministère des finances: MM. Fauque (Maurice) et Gorre (Lucien), commissaires contrôleurs principaux des assurances de 1re classe.

2° Au grade de commissaire contrôleur principal des assurances de 3e classe au ministère des finances:

MM. Picard (Robert), commissaire contrôleur des assurances de 2e classe.

Boulanger (Guy), commissaire contrôleur des assurances de 2e classe

Granat (Pierre), commissaire contrôleur des assurances de 3e classe.

Rossmann (Joseph), commissaire contrôleur des assurances de 1re classe.

Ces nominations prennent effet à compter du 1er octobre 1951 en ce qui concerne MM. Fauque, Gorre et Picard, à compter du 1er avril 1952 en ce qui concerne MM. Boulanger et Granat et à compter du 1er juillet 1952 en ce qui concerne M. Rossmann.

### Services extérieurs du Trésor.

Par un arrêté du 5 septembre 1952, M. Lemoine (Jean), contrôleur du Trésor de 4e échelon, placé en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères (bureau technique des conférences internationales), est maintenu dans cette position pour une période maximum de cinq ans, à compter du 1er décembre 1951.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Décret n° 52-1036 du 6 septembre 1952 portant transformation d'emplois au ministère de l'éducation nationale.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, notamment son article 1er;

Vu le décret n° 50-1211 du 29 septembre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 avril 1950 susvisée,

Décrète:

Art. 1er. — Sont supprimés, au ministère de l'éducation nationale, les emplois ci-après:

Administration académique:

Sept cent six auxiliaires de bureau.
Cent onze agents de bureau du cadre complémentaire.

Universités et observatoires:

Trente-sept auxiliaires de bureau.
Deux auxiliaires de service.
Un agent de service du cadre complémentaire.

Ecoles normales supérieures:
Un bibliothécaire auxiliaire.
Six auxiliaires de bureau.
Huit agents de service du cadre complémentaire
Dix-sept auxiliaires de service.

Collège de France:
Un agent de bureau du cadre complémentaire.

Institut d'hydrologie et de climatologie:
Un agent du cadre complémentaire de bureau.
Un agent de service du cadre complémentaire.

Institut de France:
Huit auxiliaires de bureau.
Un agent de service du cadre complémentaire.
Deux auxiliaires de service.

Muséum d'histoire naturelle:
Six agents de bureau du cadre complémentaire.
Treize auxiliaires de bureau.
Quatre-vingt-trois agents de service du cadre complémentaire
Soixante-cinq auxiliaires de service.
Huit ouvriers auxiliaires.
Un agent technique.

Ecole pratique des hautes études:
Deux auxiliaires de bureau.

Direction générale de la jeunesse et des sports:
Trente et un auxiliaires de bureau.
Dix-huit agents de bureau du cadre complémentaire.

Art. 2. — Sont créés, au ministère de l'éducation nationale, les emplois permanents ci-après:

Administration académique:
Cent quarante commis.
Cent quarante-cinq sténodactylographes.
Cinq cent vingt-huit agents de bureau, dont cent trente-deux aides-commis.

Universités et observatoires:
Trois commis.
Trente-quatre agents de bureau, dont huit aides-commis.
Trois agents de service.

Ecoles normales supérieures:
Un commis.
Un sténodactylographe.
Un agent de bureau.
Cinq agents spécialistes de 2e catégorie.
Sept agents spécialistes de 3e catégorie.
Dix-sept agents non spécialistes.

Collège de France:
Un agent de bureau.

Institut d'hydrologie et de climatologie:
Un commis.
Un agent de service.

Institut de France:
Trois sténodactylographes.
Cinq agents de bureau, dont un aide-commis.
Trois agents de service.

Muséum d'histoire naturelle:
Quatre commis.
Vingt-quatre agents de bureau, dont six aides-commis.
Soixante et un agents de service.
Deux aides de laboratoire spécialisés.
Deux aides de laboratoire.
Un chef des soigneurs.
Un sous-brigadier.
Dix-sept jardiniers auxiliaires permanents.
Quarante-deux gardiens de ménagerie.
Cinq gardes militaires.
Un garçon de laboratoire.
Deux conducteurs d'automobile de 2e catégorie.
Douze ouvriers professionnels de 1re catégorie.
Un ouvrier professionnel de 2e catégorie.
Un ouvrier professionnel de 3e catégorie.

Ecole pratique des hautes études:
Deux agents de bureau.

Direction générale de la jeunesse et des sports:
Quinze sténodactylographes.
Trente-deux agents de bureau, dont huit aides-commis.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre de l'éducation nationale,*
ANDRÉ MARIE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
GUY PETIT.

*Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,*
JEAN MASSON.

**Décret du 6 septembre 1952 portant nomination d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Richard (Abel), maître de conférences agrégé des facultés de médecine, est nommé professeur dans la chaire de physiologie de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Limoges, à compter du 1er octobre 1952, et titularisé à cette date dans le grade correspondant (dernier titulaire: M. Basset, transféré).

**Décret du 6 septembre 1952 portant transfert d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Boumard, professeur à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Angers (chaire de physiologie), est nommé, à compter du 1er octobre 1952, dans la chaire de clinique médicale B créée à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie d'Angers.

**Décret du 6 septembre 1952 portant transfert d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Delaitre, professeur à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Angers (chaire d'histologie), est nommé, à compter du 1er octobre 1952, dans la chaire de thérapeutique et pharmacologie de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie d'Angers.

**Décret du 6 septembre 1952 portant transfert d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Chauveau, professeur à la faculté de droit de l'université d'Alger (chaire de droit commercial), est transféré, à compter du 1er octobre 1952, dans la chaire de procédure civile et voies d'exécution de cette même faculté (dernier titulaire: M. Peyréga, muté).

**Décret du 6 septembre 1952 portant transfert d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Rousseau, professeur à l'école préparatoire de médecine et de pharmacie d'Angers (chaire d'anatomie), est nommé, à compter du 1er octobre 1952, dans la chaire de clinique ophtalmologique créée à l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie d'Angers.

**Décret du 6 septembre 1952 portant admission à la retraite d'un professeur (enseignement supérieur).**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Dennefeld, professeur à la faculté de théologie catholique de l'université de Strasbourg, est admis, sur sa demande et pour ancienneté d'âge et de services, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à compter du 1er octobre 1952.

**Décret du 6 septembre 1952 conférant l'honorariat (enseignement supérieur.)**

Par décret en date du 6 septembre 1952, le titre de professeur honoraire de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Poitiers est conféré à M. Le Blaye, ancien professeur de cette école.

**Décret du 6 septembre 1952 conférant l'honorariat (enseignement supérieur.)**

Par décret en date du 6 septembre 1952, le titre de professeur honoraire de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Poitiers est conféré à M. Veluet, ancien professeur de cette école.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret n° 52-1037 du 6 septembre 1952 modifiant le décret du 11 février 1926 réglementant le régime de retraites des petits cheminots d'Alsace et de Lorraine qui ont continué d'être assurés au régime local d'assurance invalidité vieillesse.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre du travail et de la sécurité sociale, et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, déclarée applicable aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par son article 26;

Vu le décret du 30 janvier 1923 portant règlement d'administration publique, pris pour l'exécution de la loi du 22 juillet 1922 susvisée, et notamment son article 51;

Vu le décret du 11 février 1926 réglementant le régime de retraites des petits cheminots d'Alsace et de Lorraine qui ont continué à être assurés au régime local d'assurance invalidité vieillesse,

Décrète:

Art. 1er. — Le décret du 11 février 1926 réglementant le régime de retraites des petits cheminots d'Alsace et de Lorraine qui ont continué à être assurés au régime local de l'assurance invalidité vieillesse, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« La pension servie par la caisse autonome mutuelle de retraites aux agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways d'Alsace et de Lorraine pour les années de service au cours desquelles des versements aux institutions locales d'assurances sociales auront été effectués en vertu de l'article 3 du décret du 11 février 1926 par prélèvements sur les retenues pour la retraite prévues par la loi du 22 juillet 1922, sera réduite dans la proportion où, pour la période considérée, les cotisations reçues par la caisse autonome mutuelle de retraites auront été elles-mêmes réduites. »

Art. 2. — Ces dispositions prennent effet à compter du 1er janvier 1952.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre du travail et de la sécurité sociale, et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
PIERRE GARET.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Décret du 6 septembre 1952 autorisant la chambre de commerce de Sète à contracter un emprunt.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de l'industrie et du commerce et du secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur l'organisation des chambres de commerce;

Vu la loi du 23 février 1941 concernant la perception des péages dans les ports maritimes et le décret du 26 avril 1941 pris pour l'application de cette loi;

Vu la loi du 23 décembre 1903 et le décret du 26 décembre 1912 qui ont institué, au port de Sète, des péages au profit de la chambre de commerce de cette ville;

Vu l'arrêté interministériel du 27 mars 1942 qui a affecté l'ensemble des péages perçus au port de Sète, au profit de la chambre de commerce de cette ville, aux obligations antérieurement contractées par ladite chambre de commerce, notamment pour le développement de l'outillage public qui lui est concédé dans ce port;

Vu l'arrêté interministériel du 26 août 1947 affectant lesdits péages aux charges assumées par la chambre de commerce pour les travaux d'approfondissement des accès du port, approuvés par décision ministérielle du 12 mai 1947;

Vu l'arrêté interministériel du 11 août 1949 qui a affecté les péages susvisés:

1° Aux charges assumées par la chambre de commerce au titre de la reconstruction du pont des Moulins, au port de Sète;

2° Aux dépenses engagées par elle pour l'organisation, au port de Sète, d'un service de protection contre l'incendie et pour la réalisation d'une clôture provisoire des quais;

Vu la délibération du 2 mai 1951 par laquelle la chambre de commerce de Sète a demandé l'autorisation de contracter, sous la garantie des péages préalablement majorés, un emprunt de 137 millions de francs, en vue de faire face:

A l'augmentation sur la base de la nouvelle estimation — résultant des décisions du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme des 16 mars 1949 et 25 avril 1951 — de la dépense, du montant de sa contribution aux travaux d'approfondissement à la cote —9 des accès et des bassins du port, et de reconstruction du pont des Moulins;

Aux dépenses supplémentaires d'outillage incombant à la section II du budget des services du port, à la suite de la réévaluation, au 1er janvier 1951, du programme d'outillage dont l'assemblée consulaire poursuit la réalisation au port de Sète, au titre de sa concession d'outillage public;

Aux dépenses supplémentaires à engager par elle au titre de l'organisation, au port de Sète, d'un service de protection contre l'incendie et de l'établissement de clôtures provisoires des quais;

Vu l'arrêté interministériel du 29 avril 1952 qui a modifié en dernier lieu le taux des péages,

Décrète:

Art. 1er. — La chambre de commerce de Sète est autorisée à contracter un emprunt de 137 millions de francs en vue de faire face aux dépenses supplémentaires lui incombant au titre:

1° Des travaux d'approfondissement à la cote (—9) des accès et des bassins du port de Sète et de reconstruction du pont des Moulins;

2° De l'amélioration de l'outillage public du port;

3° De l'organisation d'un service de protection contre l'incendie et de l'établissement de clôtures provisoires des quais.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier de France ou de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

L'amortissement dudit emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Si l'emprunt est réalisé soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt — compte tenu du prix d'émission — ne pourra en aucun cas être supérieur à celui qui résulte du taux nominal d'intérêt pratiqué par la caisse des dépôts et consignations au moment de la réalisation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliquée à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement de l'emprunt au moyen du produit des péages perçus au port de Sète, au profit de la chambre de commerce, et régulièrement affectés à ce service par les arrêtés interministériels du 27 mars 1942, du 26 août 1947 et du 11 août 1949.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et le

ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ANDRÉ MORICE.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
TONY RÉVILLON.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Décret du 6 septembre 1952 autorisant la chambre de commerce de Châteauroux à contracter un emprunt complémentaire de 36 millions de francs.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et de commerce,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu les décrets des 10 novembre 1950, 19 novembre 1951 et 3 mars 1952 autorisant la chambre de commerce de Châteauroux à contracter des emprunts d'un montant total de 195 millions de francs en vue de la construction d'un entrepôt frigorifique;

Vu la délibération du 15 mai 1952 par laquelle cette compagnie a sollicité l'autorisation de contracter un emprunt complémentaire de 36 millions de francs aux fins susindiquées,

Décrète:

Art. 1er. — La chambre de commerce de Châteauroux est autorisée à contracter un emprunt complémentaire de 36 millions de francs en vue de la construction d'un entrepôt frigorifique.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale d'assurance sur la vie.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Si l'emprunt est réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt, compte tenu du prix d'émission, ne devra en aucun cas être supérieur à celui qui résulte du taux d'intérêt nominal pratiqué par la caisse des dépôts et consignations au moment de la réalisation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliqués à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique, les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances.

Le service de cet emprunt sera assuré à l'aide des ressources d'exploitation des installations susvisées.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

### Décret du 6 septembre 1952 autorisant la chambre de commerce de Mâcon à contracter un emprunt de 33 millions de francs.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les chambres de commerce;

Vu le décret du 6 juin 1919 portant concession à la chambre de commerce de Mâcon du port fluvial de cette ville;

Vu les décrets des 13 octobre 1948 et 23 mai 1951 autorisant cette compagnie à contracter des emprunts d'un montant total de 54 millions de francs en vue de sa participation aux travaux d'extension du port fluvial de cette ville;

Vu la délibération en date du 20 juin 1952 de la chambre de commerce de Mâcon;

Vu l'avis du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme en date du 22 août 1952,

Décrète:

Art. 1er. — La chambre de commerce de Mâcon est autorisée à contracter un emprunt de 33 millions de francs destiné à lui permettre de financer les travaux d'extension et d'équipement du port fluvial qu'elle administre dans cette ville.

Cet emprunt, toujours remboursable par anticipation, pourra être réalisé et conclu, en totalité ou par fractions, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par voie de souscription publique, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, du Crédit foncier de France ou de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

L'amortissement de cet emprunt s'effectuera dans un délai maximum de trente ans.

Si l'emprunt est réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, le taux réel de l'intérêt, compte tenu du prix d'émission, ne devra en aucun cas être supérieur à celui qui résulte du taux d'intérêt nominal pratiqué par la caisse des dépôts et consignations au moment de la réalisation du contrat et d'une anticipation de trois mois des versements contractuels appliquée à un emprunt remboursable par semestrialités.

Si l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique, les conditions de l'émission devront être soumises au ministre des finances.

Il sera fait face au service de cet emprunt à l'aide du produit des taxes d'usage.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
JEAN-MARIE LOUVEL.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret du 1er septembre 1952 portant nomination de conservateurs des eaux et forêts.

Par décret en date du 1er septembre 1952, MM. Varnier (Guy-Gaston-Augustin), Vidal (Paul), Dupuy (Raymond-Georges-Alexis), ingénieurs principaux des eaux et forêts, détachés auprès du ministère des affaires étrangères pour le service forestier du Maroc, sont nommés conservateurs des eaux et forêts, 1er échelon, et maintenus, en cette qualité, dans leur position actuelle de détachement.

## MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES ET MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Tableau d'avancement, pour l'année 1952, des administrateurs de la France d'outre-mer (établi par ordre de mérite).

1° *Pour la classe exceptionnelle du grade d'administrateur en chef.*

1 Goujon (Jean), 1er janvier 1952 (1).
2 Guesde (Louis), 1er janvier 1952.
3 Raynier (Pierre), 1er janvier 1952.
4 Nimine (Benjamin), 1er janvier 1952.
5 Ponge (Jack), 1er janvier 1952.
6 Merlo (Christian), 1er janvier 1952.
7 Le Quer (Robert), 1er janvier 1952.
8 Grivot (René), 1er janvier 1952.
9 Loubet (Lucien), 1er janvier 1952.
10 Huc (Emond), 1er janvier 1952.
11 Raoul (François), 1er janvier 1952.
12 Penevaire (Romain), 1er janvier 1952.
13 Guenee (Gabriel), 1er janvier 1952.
14 Gazal (Raoul), 1er janvier 1952.
15 Garrousle (Pierre), 1er janvier 1952.
16 Descottes (Jean), 1er janvier 1952.
17 Merot (Joseph), 1er janvier 1952.
18 Lemoine (Jacques), 1er janvier 1952.

(1) Date à partir de laquelle la promotion est possible.

19 Feline (Charles), 1er janvier 1952 (1).
20 Honreau (Henri), 1er janvier 1952.
21 Mauberna (Jean), 1er janvier 1952.
22 Blin (Georges), 1er janvier 1952.
23 Poli (Michel), 1er janvier 1952.
24 Sicard (Jean), 1er janvier 1952.
25 Dujoux (Maurice), 1er janvier 1952.
26 Joncour (Edouard), 1er janvier 1952.
27 Grimaud (Auguste), 1er janvier 1952.
28 Beck-Ceccaldi (Charles), 1er janvier 1952.
29 Chauveau (François), 1er janvier 1952.
30 Mialin (Robert), 1er janvier 1952.
31 Saron (Gilbert), 1er janvier 1952.
32 Barthel (Robert), 1er janvier 1952.
33 Garrie (Charles), 1er janvier 1952.
34 Thine (Louis), 1er janvier 1952.
35 Joly (Auguste), 1er janvier 1952.
36 Badier (Pierre), 1er janvier 1952.
37 Benard (Jean-Maxime), 1er janvier 1952.
38 Ruillier (Raymond), 1er janvier 1952.
39 Lasserre (André), 1er janvier 1952.
40 Escarguell (Georges), 1er janvier 1952.
41 Surlemont (Jules), 1er janvier 1952.
42 Biros (Marc), 9 janvier 1952.
43 Ortoli (Louis), 15 janvier 1952.
44 Deriaud (Paul), 11 février 1952.
45 Fieschi-Vivet (Maurice), 16 avril 1952.
46 Chamboredon (Robert), 29 mai 1952.
47 Gagnon (Auguste), 19 juin 1952.
48 Watier (Charles), 23 juin 1952.
49 Kresser (Pierre), 9 juillet 1952.
50 Nativel (Joseph), 17 juillet 1952.
51 Sicaud (Pierre), 10 août 1952.
52 Poumaillou (Paul), 13 août 1952.
53 Morizon (René), 13 août 1952.
54 Troadec (René), 19 août 1952.
55 Chimier (Armand), 29 août 1952.
56 Lami (Pierre), 3 septembre 1952.
57 Michaudel (Maurice), 20 septembre 1952.
58 Robin (Olivier), 11 octobre 1952.
59 Jourdain (Maxime), 5 novembre 1952.
60 Durand-Viel (Jacques), 12 novembre 1952.
61 Nicaud (Henri), 16 novembre 1952.
62 Launois (Pierre), 26 novembre 1952.
63 Henrion (Frédéric), 1er décembre 1952.
64 Ginouves (Edmond), 3 décembre 1952

2° *Pour le grade d'administrateur en chef 1er échelon.*

1 Lemoyne (Robert), 1er janvier 1952 (1).
2 Ferrandi (Jacques), 1er janvier 1952.
3 Lucas (Roger), 1er janvier 1952.
4 Marmay (Pierre), 1er janvier 1952.
5 André (Edouard), 1er janvier 1952.
6 Lafeuille (Roger), 1er janvier 1952.
7 Couret (Robert), 1er janvier 1952.
8 Montel (Pierre), 1er janvier 1952.
9 Berrod (François), 1er janvier 1952.
10 Lacaze (Jean), 1er janvier 1952.
11 Decisier (Maurice), 1er janvier 1952.
12 Cabarre (Marcel), 1er janvier 1952.
13 Duc-Dufayard (André), 1er janvier 1952.
14 Nayray (Guy), 1er janvier 1952.
15 Bée (Clotaire), 1er janvier 1952.
16 Picandet (André), 1er janvier 1952.
17 Coindard (Henri), 1er janvier 1952.
18 Berigaud (Jean), 1er janvier 1952.
19 Ramadier (Jean), 1er janvier 1952.
20 Broneton (Eric), 1er janvier 1952.
21 Gipoulon (Henry), 1er janvier 1952.
22 Alaurent (André), 1er janvier 1952.
23 Prevost (Roger-Clément), 1er janvier 1952.
24 Machenaud (Maurice), 1er janvier 1952.
25 Nicolas (Francis), 1er janvier 1952.
26 Duburch (Jean), 1er janvier 1952.
27 Lafaix (Pierre), 1er janvier 1952.
28 Poinsot (Jacques), 1er janvier 1952
29 Dasque (Paul), 1er janvier 1952.
30 Vezy (Roger), 1er janvier 1952.
31 Faure (Jean), 1er janvier 1952
32 Richert (Xavier), 1er janvier 1952.
33 Rio (Rémy), 1er janvier 1952.
34 Doudet (Raymond), 1er janvier 1952.
35 Laffont (Henri), 1er janvier 1952.
36 Meusy (Jean), 1er janvier 1952.
37 Cazenave (André), 1er janvier
38 Henrys (Rouëri), 1er janvier 1952.
39 Ferrie (Georges), 1er janvier 1952.
40 Valette (Marcel), 1er janvier 1952.
41 Gadon (Jean), 1er janvier 1952.
42 Gaillard (André), 1er janvier 1952.
43 Peperty (Roger), 1er janvier 1952.
44 Castel (Rémy), 1er janvier 1952 (1).
45 Herisson (Claude), 1er janvier 1952.
46 Binet (Jacques), 1er janvier 1952.
47 Bouteille (Michel), 1er janvier 1952.
48 Mangin (Louis), 1er janvier 1952.
49 Tourot (Georges-Marie), 1er janvier 1952.
50 Nerac (Yves), 1er janvier 1952.
51 Riddel (Marcel), 1er janvier 1952.
52 Goutal (Robert), 1er janvier 1952.
53 Razac (Yvon), 1er janvier 1952.
54 Madec (René), 1er janvier 1952.
55 Gardair (Joseph), 1er janvier 1952.
56 Saigne (Léon), 1er janvier 1952.
57 Baudot (Jean), 1er janvier 1952.
58 Lorans (Raymond), 1er janvier 1952.
59 Berthet (Max), 1er janvier 1952.
60 Puig (Maurice), 1er janvier 1952.
61 Rivoal (Pierre), 1er janvier 1952.
62 Laffitte (René), 1er janvier 1952.
63 Ter Sarkissof (Alexandre), 1er janvier 1952.
64 Pincon (Jean), 1er janvier 1952.
65 Bourges (Charles), 1er janvier 1952.
66 Michel (André), 1er janvier 1952.
67 Andrieu (Philippe), 1er janvier 1952.
68 Gatault (Raymond), 1er janvier 1952.
69 Gerber (Pierre), 1er janvier 1952.
70 Sabeau-Jouanet (Pierre), 1er janvier 1952.
71 Lancon (Raoul), 1er janvier 1952.
72 Courton (Georges), 1er janvier 1952.
73 Barthelemy (Raymond), 1er janvier 1952.
74 Dalriam (Marie), 1er janvier 1952.
75 De Verdilhac (Antoine), 1er janvier 1952.
76 Pinault (Yves), 1er janvier 1952.
77 Latour (Robert), 1er janvier 1952.
78 Jeanson (Pierre), 1er janvier 1952.
79 Bruhat (Auguste), 1er janvier 1952.
80 Alexandre (Henri), 1er janvier 1952.
81 Mouzon (Charles), 1er janvier 1952.
82 Fay (Pierre), 1er janvier 1952.
83 Malric (Roland), 1er janvier 1952.
84 Thiellement (André), 1er janvier 1952.
85 Bonnet (Jacques), 1er janvier 1952.
86 De La Gueronnière (Bernard), 1er janvier 1952.
87 Bouquet (Maurice), 1er janvier 1952.
88 Gauthier (Pierre), 1er janvier 1952.
89 Dufour (Adrien), 1er janvier 1952.
90 Balesi (Vincent), 1er janvier 1952.
91 Celeste (Roger), 1er janvier 1952.
92 Vigu'e (Amédée), 1er janvier 1952
93 Lassus (Léon), 1er janvier 1952.
94 Courtois (Jean), 1er janvier 1952.
95 Tanguy (Alexandre), 1er janvier 1952.
96 Lafont (Francis), 1er janvier 1952.
97 Bernard (Maurice), 1er janvier 1952.
98 Le Floch (Pierre), 1er janvier 1952.
99 Bousquet (Lucien), 1er janvier 1952.
100 Gibert (Clément), 1er janvier 1952.
101 Peter (Jules), 1er janvier 1952.
102 Cresson (Michel), 1er janvier 1952.

3° *Pour le grade d'administrateur 1er échelon.*

1 Gauthereau (Raymond), 1er janvier 1952 (1).
2 Lucchesi (Jean), 1er janvier 1952.
3 Dupin (Roger), 1er janvier 1952.
4 Giraudon (François), 1er janvier 1952.
5 Vincon (Jean), 1er janvier 1952.
6 Payro-Doumenc (Jehan), 1er janvier 1952.
7 Coulet (Paul), 1er janvier 1952.
8 Tusques (Paul), 1er janvier 1952.
9 Desjardins (Joseph), 1er janvier 1952.
10 Dubois (Hubert), 1er janvier 1952.
11 Pastini (François), 1er janvier 1952.
12 Neyrand (Robert), 1er janvier 1952.
13 Ortlieb (Michel), 1er janvier 1952
14 Paumelle (Jean), 1er janvier 1952.
15 Tournier (Maurice), 1er janvier 1952.
16 Bardel (Pierre), 1er janvier 1952.
17 Mouchard (Maurice), 1er janvier 1952.
18 Bec (Roger), 1er janvier 1952.
19 Passard (Charles), 1er janvier 1952.
20 Herry (Jacques), 1er janvier 1952.
21 Frament (Pierre), 1er janvier 1952.
22 Charles (André), 1er janvier 1952.
23 Beme (Paul), 1er janvier 1952.
24 Lennon (Jean), 1er janvier 1952.
25 Imbaud (Noël), 1er janvier 1952.

(1) Date à partir de laquelle la promotion est possible.

(1) Date à partir de laquelle la promotion est possible.

26 Poussin (Jacques), 1er janvier 1952 (1).
27 Vouters (Gérard), 1er janvier 1952.
28 Palliere (Michel), 1er janvier 1952.
29 Reau (Claude), 1er janvier 1952.
30 Collery (Louis), 1er janvier 1952.
31 Blondiaux (Paul), 1er janvier 1952.
32 Jaffeux (Pierre), 1er janvier 1952.
33 Ferchaud (Joseph), 1er janvier 1952.
34 Maurace (Robert), 1er janvier 1952.
35 Solier (Guy), 1er janvier 1952.
36 Cras (Christophe), 1er janvier 1952.
37 Lebellec (Guy), 1er janvier 1952.
38 Lenain (Pierre), 1er janvier 1952.
39 Villeneuve (Marcel), 1er janvier 1952.
40 Plagnol (Louis), 1er janvier 1952.
41 Hervouet (Honoré), 1er janvier 1952.
42 Savignac (Gabriel-Georges), 1er janvier 1952.
43 Boy (Yves), 1er janvier 1952.
44 Goumain (Pierre), 1er janvier 1952.
45 Arfouild (Michel), 1er janvier 1952.
46 Rozan (Paul), 1er janvier 1952.
47 Doillon (Albert), 1er janvier 1952.
48 Verite (Michel), 1er janvier 1952.
49 Piat (Robert), 1er janvier 1952.
50 Cristophe (André), 1er janvier 1952.
51 Lamodière (Fernand), 1er janvier 1952.
52 Frasez (Pierre), 1er janvier 1952.
53 Giard (Louis), 1er janvier 1952.
54 Taillardat (Albert), 1er janvier 1952.
55 Furet (Michel), 1er janvier 1952.
56 Mader (Gaston), 1er janvier 1952.
57 Relly (Henri), 1er janvier 1952.
58 Soule (Maurice), 1er janvier 1952.
59 Fernaud (Edouard), 1er janvier 1952.
60 Lapeun (Edouard), 1er janvier 1952.
61 Reboul (Gilles), 1er janvier 1952.
62 Amouroux (Louis), 1er janvier 1952.
63 Morin (Daniel), 1er janvier 1952.
64 Rousseau (Pierre-Charles), 1er janvier 1952.
65 Amelot (André), 1er janvier 1952.
66 Buteri (François), 1er janvier 1952.
67 Elix (Henry), 1er janvier 1952.
68 Pages (Georges), 1er janvier 1952.
69 Pons (Roger), 1er janvier 1952.
70 Peyronnet (Jean-Jacques), 1er janvier 1952.
71 Domissy (Louis), 1er janvier 1952.
72 Colin (Charles), 1er janvier 1952.
73 Massoulard (Georges), 1er janvier 1952.
74 Orabona (François), 1er janvier 1952.
75 Catala (René), 1er janvier 1952.
76 Merle (René), 1er janvier 1952.
77 Revix (Laurent), 1er janvier 1952.
78 Desmarescaux (Joseph), 1er janvier 1952.
79 Chenal (Adolphe), 1er janvier 1952.
80 Zatzepine (Alexandre), 1er janvier 1952.
81 Salvadori (Jean), 1er janvier 1952.
82 Jacob (Lucien), 1er janvier 1952.
83 Bousiges (Jacques), 1er janvier 1952.
84 Fouace (Michel), 1er janvier 1952.
85 Delarozière (Roger), 1er janvier 1952.
86 Moguez (Pierre), 1er janvier 1952.
87 Gennet (Philippe), 1er janvier 1952.
88 Pham Dang Cao (Pierre), 1er janvier 1952.
89 Bernard (Henry), 1er janvier 1952.
90 Moutte (Maxime), 1er janvier 1952.
91 Reilhan de Carnas (Jacques), 1er janvier 1952.
92 Sinaud (Roger), 1er janvier 1952.
93 Nicol (Yves), 1er janvier 1952.
94 Goudran (René), 1er janvier 1952.
95 Dutemps (Gabriel), 6 mai 1952.
96 Paulay (Guy), 12 juillet 1952.
97 Carle (Pierre), 1er août 1952.
98 Masson (Paul), 1er août 1952.
99 Mistral (Jean), 1er août 1952.
100 Vinay (Bernard), 1er août 1952.
101 Lambert (Lucien), 1er août 1952.
102 Angelier (René), 1er août 1952.
103 Gares (Victor), 25 septembre 1952.

APPLICATION DE L'ARTICLE 19 « BIS » DU STATUT DU 23 AVRIL 1951 MODIFIÉ

*1° Pour la classe exceptionnelle du grade d'administrateur en chef.*

1 Boutin (André), 1er janvier 1951 (1).
2 Destenay (Bernard), 1er janvier 1951.
3 Durand (Edmond), 1er janvier 1951.
4 Lariviere (Maurice), 1er janvier 1951.
5 Folle dit Desjardins (Jean), 1er janvier 1951 (1).
6 Merlo (Marie-Jacques), 3 janvier 1951.
7 Aurillac (Jean), 18 mai 1951.
8 Gaulier (Jean-Jacques), 28 août 1951.

(1) Date à partir de laquelle la promotion est possible.

*2° Pour le grade d'administrateur en chef 1er échelon.*

1 Rolin (Jean), 1er janvier 1951 (1).
2 Jacquelin (Léon), 1er janvier 1951.

*3° Pour le grade d'administrateur 1er échelon.*

1 Cherit Mabrouk, 1er janvier 1951 (1).
2 Escalier des Orres (André), 15 juillet 1951.
3 Maniel (Pierre), 1er août 1951.

(1) Date à partir de laquelle la promotion est possible.

**Décret du 6 septembre 1952 portant promotions dans le corps des administrateurs de la France d'outre-mer.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, sont promus pour compter des dates ci-après, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

A. — *A la classe exceptionnelle du grade d'administrateur en chef.*

Goujon (Jean), 1er janvier 1952 (1), 2 ans 11 mois 6 jours (2).
Guesde (Louis), 1er janvier 1952, 7 mois.
Raynier (Pierre), 1er janvier 1952, 1 an 2 mois 11 jours.
Nimine (Benjamin), 1er janvier 1952, 1 an 11 mois 26 jours.
Ponge (Jack), 1er janvier 1952, 5 mois 29 jours.
Merlo (Christian), 1er janvier 1952, 11 mois 19 jours.
Le Quer (Robert), 1er janvier 1952, 1 an.
Grivot (René), 1er janvier 1952, 1 an.
Loubet (Lucien), 1er janvier 1952, 5 mois 20 jours.
Huc (Edmond), 1er janvier 1952, 5 mois 9 jours.
Raoul (François), 1er janvier 1952, 1 an.
Penavaire (Romain), 1er janvier 1952, 1 mois 12 jours.
Guende (Gabriel), 1er janvier 1952, 5 mois 25 jours.
Cazal (Raoul), 1er janvier 1952, 7 mois 19 jours.
Garrouste (Pierre), 1er janvier 1952, 7 mois 15 jours.
Descottes (Jean), 1er janvier 1952, 11 mois 20 jours.
Merot (Joseph), 1er janvier 1952, 2 mois 8 jours.
Lemoine (Jacques), 1er janvier 1952, 6 mois 4 jours.
Feline (Charles), 1er janvier 1952, 2 ans 9 mois 8 jours.
Hoareau (Henri), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 20 jours.
Mauberna (Jean), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 23 jours.
Blan (Georges), 1er janvier 1952, néant.
Poli (Michel), 1er janvier 1952, 3 mois 22 jours.
Sicard (Jean), 1er janvier 1952, 1 an 6 mois.
Dujoux (Maurice), 1er janvier 1952, 5 mois 21 jours.
Joncour (Edouard), 1er janvier 1952, 5 mois 28 jours.
Grimaud (Auguste), 1er janvier 1952, 1 mois 12 jours.
Beck Ceccaldi (Charles), 1er janvier 1952, 4 ans 5 mois 17 jours.
Chauveau (François), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 8 jours.
Miahn (Robert), 1er janvier 1952, 29 jours.
Saron (Gilbert), 1er janvier 1952, 5 mois 26 jours.
Barthel (Robert), 1er janvier 1952, 3 mois 2 jours.
Garric (Charles), 1er janvier 1952, 6 mois.
Thine (Louis), 1er janvier 1952, 1 an 11 mois 26 jours.
Joly (Auguste), 1er janvier 1952, 3 mois 14 jours.
Badier (Pierre), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 1 jour.
Benard (Jean-Maxime), 1er janvier 1952, 4 mois 18 jours.
Ruillier (Raymond), 1er janvier 1952, 3 ans 6 mois 20 jours.
Lasserre (André), 1er janvier 1952, 5 mois 27 jours.
Escargueil (Georges), 1er janvier 1952, 9 mois 10 jours.
Surlemont (Jules), 1er janvier 1952, 6 mois.
Biros (Marc), 9 janvier 1952, néant.
Orioli (Louis), 15 janvier 1952, néant.
Deriaud (Paul), 11 février 1952, néant.
Fleschi-Vivet (Maurice), 16 avril 1952, néant.
Chamboredon (Robert), 29 mai 1952, néant.
Gagnon (Auguste), 19 juin 1952, néant.
Vatier (Charles), 23 juin 1952, néant.
Kresser (Pierre), 9 juillet 1952, néant.
Nativel (Joseph), 17 juillet 1952, néant.
Sicaud (Pierre), 10 août 1952, néant.
Poumaillou (Paul), 13 août 1952, néant.

(1) Date de promotion.
(2) Rappels pour services militaires conservés.

Morizon (René), 13 août 1952 (1), néant (2).
Troadec (René), 19 août 1952, néant.
Chimier (Armand), 29 août 1952, néant.
Lami (Pierre), 3 septembre 1952, néant.
Michaudel (Maurice), 20 septembre 1952, néant.
Robin (Olivier), 11 octobre 1952, néant.
Jourdain (Maxime), 5 novembre 1952, néant.
Durand-Viel (Jacques), 12 novembre 1952, néant.
Nicaud (Henri), 16 novembre 1952, néant.
Launois (Pierre), 26 novembre 1952, néant.
Henrion (Frédéric), 1er décembre 1952, néant.
Jinouves (Edmond), 3 décembre 1952, néant.

B. — *Au grade d'administrateur en chef (1er échelon).*

Lemoyne (Robert), 1er janvier 1952 (1), 4 mois 5 jours (2).
Ferrandi (Jacques), 1er janvier 1952, 1 an 10 mois 21 jours.
Lucas (Roger), 1er janvier 1952, 1 an 11 mois 26 jours.
Marnay (Pierre), 1er janvier 1952, 5 mois 11 jours.
Andre (Edouard), 1er janvier 1952, 1 an 1 mois 14 jours.
Lafeuille (Roger), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Couret (Robert), 1er janvier 1952, néant.
Moniel (Pierre), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 12 jours.
Berrod (François), 1er janvier 1952, 1 an 6 mois 16 jours.
Lacaze (Jean), 1er janvier 1952, 1 an 4 mois 25 jours.
Decisier (Maurice), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 25 jours.
Gabarre (Marcel), 1er janvier 1952, 1 an.
Duc-Dufayard (André), 1er janvier 1952, néant.
Navray (Guy), 1er janvier 1952, 8 mois 26 jours.
Bec (Clotaire), 1er janvier 1952, 9 mois 11 jours.
Picandet (André), 1er janvier 1952, 3 mois 12 jours.
Goudard (Henri), 1er janvier 1952, 1 an.
Berigaud (Jean), 1er janvier 1952, 11 mois 11 jours.
Ramadier (Jean), 1er janvier 1952, 4 mois 15 jours.
Brunelon (Eric), 1er janvier 1952, 11 mois 20 jours.
Gipoulon (Henry), 1er janvier 1952, 10 mois 13 jours.
Alaurent (André), 1er janvier 1952, néant.
Prevost (Roger-Clément), 1er janvier 1952, 7 mois 5 jours.
Machenaud (Maurice), 1er janvier 1952, 1 an 4 mois 15 jours.
Nicolas (François), 1er janvier 1952, 5 mois 19 jours.
Duburch (Jean), 1er janvier 1952, 11 mois 25 jours.
Lafaix (Pierre), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Poinsot (Jacques), 1er janvier 1952, 1 an.
Dasque (Paul), 1er janvier 1952, 11 mois 22 jours.
Vezy (Roger), 1er janvier 1952, 11 mois.
Faure (Jean), 1er janvier 1952, 11 mois 20 jours.
Richert (Xavier), 1er janvier 1952, 1 an.
Rio (Rémy), 1er janvier 1952, 4 mois 29 jours.
Doudet (Raymond), 1er janvier 1952, 6 mois 23 jours.
Laffont (Henri), 1er janvier 1952, 1 an 11 mois 26 jours.
Meusy (Jean), 1er janvier 1952, 1 an.
Cazenave (André), 1er janvier 1952, 11 mois 11 jours.
Henrys (Rouëri), 1er janvier 1952, 1 an.
Ferrie (Georges), 1er janvier 1952, 11 mois 23 jours.
Valette (Marcel), 1er janvier 1952, 11 mois 10 jours.
Gadon (Jean), 1er janvier 1952, 9 mois 12 jours.
Gaillard (André), 1er janvier 1952, 1 an.
Peperiy (Roger), 1er janvier 1952, 1 an.
Castel (Rémy), 1er janvier 1952, 11 mois 24 jours.
Herisson (Claude), 1er janvier 1952, 11 mois 9 jours.
Binet (Jacques), 1er janvier 1952, 8 mois 26 jours.
Bouleille (Michel), 1er janvier 1952, 1 an.
Mangin (Louis), 1er janvier 1952, néant.
Tourot (Georges), 1er janvier 1952, 11 mois 14 jours.
Nerac (Yves), 1er janvier 1952, 3 ans 1 mois 11 jours.
Riddel (Marcel), 1er janvier 1952, 4 mois
Goutal (Robert), 1er janvier 1952, 1 an 5 mois 25 jours.
Razac (Yvon), 1er janvier 1952 11 mois 9 jours.
Madec (René), 1er janvier 1952, 5 mois 15 jours.
Gardair (Joseph), 1er janvier 1952, 1 an 10 mois 24 jours.
Saigne (Léon), 1er janvier 1952, 11 mois 11 jours.
Baudot (Jean), 1er janvier 1952, 1 an 1 mois 13 jours.
Lorans (Raymond), 1er janvier 1952, 6 mois.
Berthet (Max), 1er janvier 1952, 1 mois 17 jours.
Puig (Maurice), 1er janvier 1952, 11 mois 22 jours.
Rivoal (Pierre), 1er janvier 1952, 11 mois 22 jours.
Laffilte (René), 1er janvier 1952, 1 mois 27 jours.
Ter Sarkissoe (Alexandre), 1er janvier 1952, néant.
Pinçon (Jean), 1er janvier 1952, 1 an.
Bourges (Charles), 1er janvier 1952, 9 mois 23 jours.
Michel (André), 1er janvier 1952, 11 mois.
Andrieu (Philippe), 1er janvier 1952, 11 mois 23 jours.
Gatault (Raymond), 1er janvier 1952, 11 mois 25 jours.
Gerber (Pierre), 1er janvier 1952 (1), 5 mois 12 jours (2).
Sabeau-Jouanet (Pierre), 1er janvier 1952, 1 an 20 jours.
Lançon (Raoul), 1er janvier 1952, 11 mois 20 jours.
Courton (Georges), 1er janvier 1952, 1 jour.
Barthelemy (Raymond), 1er janvier 1952, 11 mois 11 jours.
Dairiam (Marie), 1er janvier 1952, néant.
De Verdilhac (Antoine), 1er janvier 1952, 11 mois 19 jours.
Pinauldi (Yves), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Latour (Robert), 1er janvier 1952 2 jours.
Jeanson (Pierre), 1er janvier 1952, 8 mois 28 jours.
Bruhat (Auguste), 1er janvier 1952, néant.
Alexandre (Henri), 1er janvier 1952, 3 mois 12 jours.
Mouzon (Charles), 1er janvier 1952, 6 jours.
Fay (Pierre), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Malric (Roland), 1er janvier 1952, 8 mois 28 jours.
Thiellement (André), 1er janvier 1952, 2 mois 24 jours.
Bonnet (Jacques), 1er janvier 1952, néant.
De La Guéronnière (Bernard), 1er janvier 1952, 3 mois 11 jours.
Bouquet (Maurice), 1er janvier 1952, néant.
Gauthier (Pierre), 1er janvier 1952, néant.
Dufour (Adrien), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Balesi (Vincent), 1er janvier 1952, 11 mois 23 jours.
Céleste (Roger), 1er janvier 1952, 1 an.
Viguie (Amédée), 1er janvier 1952, 5 mois 22 jours.
Lassus (Léon), 1er janvier 1952, 11 mois 23 jours.
Courtois (Jean), 1er janvier 1952, 10 mois 9 jours.
Tanguy (Alexandre), 1er janvier 1952, néant.
Lafont (Francis), 1er janvier 1952, 1 an 2 mois 16 jours.
Bernard (Maurice), 1er janvier 1952, 2 mois 5 jours.
Le Floch (Pierre), 1er janvier 1952, 9 jours.
Bousquet (Lucien), 1er janvier 1952, 3 mois 14 jours.
Gibert (Clément), 1er janvier 1952, 8 mois 27 jours.
Peter (Jules), 1er janvier 1952, 4 mois 14 jours.
Cresson (Michel), 1er janvier 1952, 1 an 11 mois 21 jours.

C. — *Au grade d'administrateur (1er échelon).*

Gauthereau (Raymond), 1er janvier 1952 (1), néant (2).
Lucchesi (Jean), 1er janvier 1952, néant.
Dupin (Roger), 1er janvier 1952, néant.
Giraudon (François), 1er janvier 1952, néant.
Vincon (Jean), 1er janvier 1952, 6 mois 21 jours.
Payro-Doumenc (Jehan), 1er janvier 1952, néant.
Couder (Paul), 1er janvier 1952, 3 mois 8 jours.
Tusques (Paul), 1er janvier 1952, 1 an.
Desjardin (Joseph), 1er janvier 1952, néant.
Dubois (Hubert), 1er janvier 1952, néant.
Pastini (François), 1er janvier 1952, 6 mois 18 jours.
Neyrand (Robert), 1er janvier 1952, néant.
Orthlieb (Michel), 1er janvier 1952, 1 an 6 mois.
Paumelle (Jean), 1er janvier 1952, néant.
Tournier (Maurice), 1er janvier 1952, néant.
Bardel (Pierre), 1er janvier 1952, 11 mois 19 jours.
Mouchard (Maurice), 1er janvier 1952, 5 mois 5 jours.
Bec (Roger), 1er janvier 1952, néant.
Passard (Charles), 1er janvier 1952, 8 mois.
Herry (Jacques), 1er janvier 1952, néant.
Frament (Pierre), 1er janvier 1952, 1 an 4 mois 3 jours.
Charles (André), 1er janvier 1952, néant.
Beme (Paul), 1er janvier 1952, 1 an 10 mois 3 jours.
Lennon (Jean), 1er janvier 1952, néant.
Imbaud (Noël), 1er janvier 1952, 1 mois 14 jours.
Poussin (Jacques), 1er janvier 1952, néant.
Vouters (Gérard), 1er janvier 1952, 6 mois 21 jours.
Paillère (Michel), 1er janvier 1952, néant.
Reau (Claude), 1er janvier 1952, néant.
Collery (Louis), 1er janvier 1952, néant.
Blondiaux (Paul), 1er janvier 1952, néant.
Jaffeux (Pierre), 1er janvier 1952, 3 mois 4 jours.
Ferchaud (Joseph), 1er janvier 1952, néant.
Maurage (Robert), 1er janvier 1952, 2 ans 9 mois 3 jours.
Solier (Guy), 1er janvier 1952, néant.
Cras (Christophe), 1er janvier 1952, 1 mois 29 jours.
Lebellec (Guy), 1er janvier 1952, 4 mois 9 jours.
Lemain (Pierre), 1er janvier 1952, 2 ans 7 mois 26 jours.
Villeneuve (Marcel), 1er janvier 1952, 3 ans 5 mois 6 jours.
Plagnol (Louis), 1er janvier 1952, 4 mois 23 jours.
Hervouet (Honoré), 1er janvier 1952, néant.
Savignac (Gabriel-Georges), 1er janvier 1952, néant.
Boy (Yves), 1er janvier 1952, néant.
Goumain (Pierre), 1er janvier 1952, néant.
Arnould (Michel), 1er janvier 1952, 1 an 1 mois 23 jours.
Rozan (Paul), 1er janvier 1952, néant.

(1) Date de promotion.
(2) Rappels pour services militaires conservés.

(1) Date de promotion.
(2) Rappels pour services militaires conservés.

Boillon (Albert), 1er janvier 1952 (1), néant (2).
Vérité (Michel), 1er janvier 1952, néant.
Piat (Robert), 1er janvier 1952, 1 mois 6 jours.
Christophe (André), 1er janvier 1952, néant.
Lamodière (Fernand), 1er janvier 1952, néant.
Frazez (Pierre), 1er janvier 1952, néant.
Giard (Louis), 1er janvier 1952, néant.
Taillardat (Albert), 1er janvier 1952, néant.
Furet (Michel), 1er janvier 1952, néant.
Mader (Gaston), 1er janvier 1952, néant.
Reilly (Henri), 1er janvier 1952, néant.
Soule (Maurice), 1er janvier 1952, néant.
Fermaud (Edouard), 1er janvier 1952, néant.
Lapeun (Edouard), 1er janvier 1952, néant.
Rebout (Gilles), 1er janvier 1952, néant.
Amouroux (Louis), 1er janvier 1952, 11 mois 6 jours.
Morin (Daniel), 1er janvier 1952, néant.
Rousseau (Pierre-Charles), 1er janvier 1952, 3 mois 4 jours.
Amelot (André), 1er janvier 1952, néant.
Buteri (François), 1er janvier 1952, néant.
Elix (Henri), 1er janvier 1952, néant.
Pages (Georges), 1er janvier 1952, 1 an 9 mois 28 jours.
Pons (Roger), 1er janvier 1952, néant.
Peyronnet (Jean-Jacques), 1er janvier 1952, néant.
Domissy (Louis), 1er janvier 1952, néant.
Colin (Charles), 1er janvier 1952, 1 an 1 mois 12 jours.
Massoulard (Georges), 1er janvier 1952, 7 mois 10 jours.
Orabona (François), 1er janvier 1952, 2 mois 28 jours.
Catala (René), 1er janvier 1952, 10 mois 15 jours.
Merle (René), 1er janvier 1952 néant.
Ravix (Laurent), 1er janvier 1952, néant.
Desmarescaux (Joseph), 1er janvier 1952, néant.
Chenal (Adolphe), 1er janvier 1952, néant.
Zatzepine (Alexandre), 1er janvier 1952, 2 mois 17 jours.
Salvadori (Jean), 1er janvier 1952, néant.
Jacob (Lucien), 1er janvier 1952, 5 mois 29 jours.
Bousiges (Jacques), 1er janvier 1952, 1 an 2 mois 23 jours.
Fouace (Michel), 1er janvier 1952, néant.
Delarozière (Roger), 1er janvier 1952, 3 mois 16 jours.
Moguez (Pierre), 1er janvier 1952, néant.
Gennet (Philippe), 1er janvier 1952, néant.
Pham Dang Gao (Pierre), 1er janvier 1952, néant.
Bernard (Henri), 1er janvier 1952, néant.
Moutte (Maxime), 1er janvier 1952, néant.
De Reilhan de Carnas (Jacques), 1er janvier 1952, néant.
Sinaud (Roger), 1er janvier 1952, néant.
Nicol (Yves), 1er janvier 1952, néant.
Gondran (René), 1er janvier 1952, néant.
Dutemps (Gabriel), 6 mai 1952, néant.
Paulay (Guy), 12 juillet 1952 néant.
Carle (Pierre), 1er août 1952, néant.
Masson (Paul), 1er août 1952, néant.
Mistral (Jean), 1er août 1952, néant.
Vinay (Bernard), 1er août 1952, néant.
Lambert (Lucien), 1er août 1952, néant.
Angelier (René), 1er août 1952 néant.
Gares (Victor), 25 septembre 1952, néant.

Par application de l'article 19 *bis* du décret du 23 avril 1951, modifié par le décret du 25 juillet 1952, sont promus pour compter des dates ci-après tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté:

A — *A la classe exceptionnelle du grade d'administrateur en chef.*

Boutin (André), 1er janvier 1951 (1), 5 ans 7 mois 13 jours (2).
Destenay (Bernard), 1er janvier 1951, 2 ans 1 mois 17 jours.
Durand (Edmond), 1er janvier 1951, 1 an 6 mois 4 jours.
Larivière (Maurice), 1er janvier 1951, 1 an 5 mois 19 jours.
Folie dit Desjardins (Jean), 1er janvier 1951, 2 ans 7 mois 14 jours.
Merlo (Marie-Jacques), 3 janvier 1951, 11 mois 28 jours.
Aurillac (Jean), 18 mai 1951, 7 mois 13 jours.
Gautier (Jean-Jacques), 28 août 1951, 2 ans 4 mois 3 jours.

B. — *Au grade d'administrateur en chef 1er échelon.*

Rolin (Jean), 1er janvier 1951 (1), néant (2).
Jacquelin (Léon), 1er janvier 1951, 1 an 11 mois.

C. — *Au grade d'administrateur 1er échelon.*

Cherit Mabrouk, 1er janvier 1951 (1), néant (2).
Escalier des Orres André), 15 juillet 1951, 11 mois 16 jours.
Maniel (Pierre), 1er août 1951, 5 mois 8 jours.

(1) Date de promotion.
(2) Rappels pour services militaires conservés.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret du 6 septembre 1952 modifiant le décret n° 46-1161 du 20 mai 1946, fixant le régime forestier en Afrique équatoriale française.**

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 20 mai 1946 fixant le régime forestier en Afrique équatoriale française, ensemble les décrets du 16 janvier 1947 et du 11 juillet 1949;

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Après consultation des assemblées représentatives du Gabon, du Moyen-Congo et du grand conseil de l'Afrique équatoriale française,

Décrète:

Art. 1er. — Le décret du 20 mai 1946 fixant le régime forestier en Afrique équatoriale française est modifié et complété comme suit:

I. — Au dernier paragraphe de l'article 35, remplacer: « sur la moyenne des adjudications de l'année précédente », par: « sur la moyenne des trois dernières adjudications ».

II. — « *Art.* 35 bis (nouveau). — A l'intérieur de zones ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement de l'exploitation par le service des eaux et forêts, et conformément à un cahier des charges, des permis temporaires d'exploitation d'okoumé pourront être accordés de gré à gré par le gouverneur général, par dérogation à la procédure de l'attribution des droits de coupe prévu à l'article précédent.

« Les sociétés ou particuliers qui ont installé des industries du bois en Afrique équatoriale française auront un droit de préférence pour l'obtention de ces permis temporaires.

« Toutefois, il sera tenu compte, pour l'attribution de ces permis, des besoins de ces industries et de la possibilité qu'elles auront de s'approvisionner sur des exploitations qu'elles détiennent déjà.

« Les possibilités d'exploitation des permis temporaires qui seraient ainsi obtenues, ajoutées à la production propre d'autres permis d'une société, ne pourront dépasser la moitié des besoins des usines de cette société.

« Un droit de préférence pourra être accordé dans les mêmes conditions que ci-dessus aux sociétés ou particuliers qui s'engageraient à édifier en Afrique équatoriale française de nouvelles industries du bois.

« Le programme industriel de ces sociétés ou particuliers devra être au préalable approuvé par le gouverneur général, et elles devront déposer un cautionnement égal à la valeur du permis estimée par le service forestier.

« Ce cautionnement restera acquis au territoire si le programme industriel n'est pas réalisé dans les délais fixés.

« Les plans d'aménagement de l'exploitation d'une zone devront être publiés au moins six mois avant l'attribution des permis.

« Au cas où il y aurait plusieurs demandes portant sur le même lot, émanant de particuliers ou sociétés ayant également justifié avoir tous les moyens nécessaires pour entreprendre l'exploitation du lot en cause, il y aura lieu à adjudication entre les demandeurs. »

III. — « *Art.* 121 (nouveau). — Des adjudications de « droit de coupe » d'okoumé pourront être réservées aux personnes physiques et morales titulaires d'un permis de coupe d'okoumé en cours d'exploitation ».

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Afrique équatoriale française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
PIERRE PFLIMLIN.

**Décret du 6 septembre 1952 admettant un administrateur de la France d'outre-mer à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Dielenschneider (Jean-Xavier-Louis), administrateur de 3e échelon de la France d'outre-mer, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de services, pour compter du 9 septembre 1952, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

**Décret du 6 septembre 1952 portant rétablissement d'un ancien administrateur en chef des colonies dans ses droits à pension.**

Par décret en date du 6 septembre 1952, M. Leroy (Armand), ancien administrateur en chef de la France d'outre-mer est rétabli dans ses droits à pension.

### Remise de débet.

Par arrêté du 2 septembre 1952, sous réserve du versement préalable d'une somme de 30.532 F, il est fait remise gracieuse à M. Blochet (Eugène), colonel en retraite, résidant 21, rue de la République, à Brest (Finistère), de la somme de 60.864 F, représentant un trop payé constaté à son nom, au titre de délégation de solde.

### Agriculture.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 septembre 1952, M. Chamley (Charles), ingénieur principal de 1re classe des services de l'agriculture outre-mer, en service au Soudan (Afrique occidentale française), a été placé dans la position de mission au Maroc, en Italie et en France, pour compter du 9 août 1952 et pour une durée maximum de six semaines, en vue d'étudier les aménagements rizicoles de la vallée du Rharb (Maroc), de procéder, à Vercelli (Italie) au recrutement du personnel spécialisé en matière de rizeries et à des commandes de matériel, d'examiner à Marseille le matériel fluvial nécessaire aux rizeries, à Nevers, le matériel à bois nécessaire auxdites exploitations, de contrôler à Givors les commandes en cours passées à la compagnie Fives-Lille, enfin de prendre contact à Paris, avec la direction de l'agriculture, le service administratif central et les établissements Dupeux et S. O. C. A. M.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, en date du 2 septembre 1952, M. Frick (Paul), ingénieur de 1re classe des services de l'agriculture outre-mer, a été placé dans la position de mission en Guinée française, pour compter de la date de son départ de la métropole, pour une durée maximum d'un mois en vue d'étudier les diverses techniques utilisées dans la culture des arbres fruitiers à la station de Kindia de l'Institut des fruits et agrumes coloniaux.

A l'issue de cette mission M. Frick rejoindra directement le Cameroun, son territoire d'affectation.

Pendant la durée de sa mission M. Frick aura droit au régime de rémunération prévu par les articles 2 et 14 du décret du 23 juin 1950.

Les dépenses résultant du payement des émoluments et indemnités prévues à l'article 2 ci-dessus sont imputables au budget du Cameroun.

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

### Elevage et industries animales.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 septembre 1952, M. Postel (Emile), chef de laboratoire de l'office technique et scientifique des pêches maritimes détaché dans le service de l'élevage et des industries animales outre-mer en qualité de chef de la section technique des pêches maritimes à Dakar, a été placé dans la position de mission, pour compter de la date de son départ de Dakar et pour une durée maximum de trois semaines, en vue de représenter le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française à la quarantième assemblée plénière du conseil international pour l'exploration de la mer qui se tiendra à Copenhague du 29 septembre au 7 octobre 1952.

### Sages-femmes.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 27 août 1952, sont rapportés, au seul point de vue de l'ancienneté, les arrêtés du 14 septembre 1948 nommant Mme Delille (Jeanne) dans le cadre général des infirmières et sages-femmes coloniales et du 13 avril 1950 la titularisation en qualité de sage-femme de 5e classe pour compter du 1er février 1950.

Mme Delille (Jeanne), précédemment Mme Iriarte, est intégrée dans le cadre général des infirmières et sages-femmes coloniales pour compter du 1er janvier 1946.

Elle est reclassée ainsi qu'il suit au seul point de vue de l'ancienneté:

Sage-femme coloniale stagiaire le 1er janvier 1946;
Sage-femme coloniale de 5e classe le 1er janvier 1947;
Sage-femme coloniale de 4e classe le 1er janvier 1948;
Sage-femme coloniale de 3e classe le 1er janvier 1951.

Cet arrêté aura effet au point de vue pécuniaire à compter du 1er janvier 1952.

### Transmissions.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 septembre 1952, M. Huguen (Jean), receveur supérieur de 1re classe après 4 ans du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de services à compter du 18 septembre 1952.

### Travaux publics.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 septembre 1952, a été rapporté l'arrêté du 26 février 1952 portant classement de MM. Vilain et Martin (Michel) dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer.

MM. Vilain (Bernard) et Martin (Michel), ingénieurs de 3e classe des ponts et chaussées, placés, à compter du 1er octobre 1951, dans la position de service détaché auprès du ministère de la France d'outre-mer, ont été, pour compter de la même date, classés dans le cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer, au grade d'ingénieur principal de 3e classe, 2e échelon, en conservant dans la classe une ancienneté civile d'un an.

### Tour de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 septembre 1952: page 8291, Eaux et forêts, Groupe des conservateurs. Pour servir en Afrique équatoriale française, au lieu de: « Bellourd (Pierre) », lire: « Bellouard (Pierre) ».

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

### Décret du 6 septembre 1952 approuvant les modifications apportées aux statuts d'une société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par décret en date du 6 septembre 1952, ont été approuvées les modifications apportées à ses statuts par la société mutualiste reconnue comme établissement d'utilité publique dite: Orphelinat des chemins de fer français, n° 75-1795, à Paris.

### Approbation des statuts et fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 septembre 1952, sont approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après: Mutuelle familiale de Varces et Allières, n° 38-1255, à Varces, ainsi que la fusion avec cette société des sociétés mutualistes respectivement dites: 1° Société mutualiste n° 212, n° 38-212, à Allières-et-Risset; 2° Société de secours mutuels de la commune, n° 38-215, à Varces.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 3 septembre 1952, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste d'entreprise ci-après: Caisse chirurgicale mutualiste du personnel de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, n° 75-1612, à Paris, 217, boulevard Saint-Germain.

Par arrêtés du ministre du travail et de la sécurité sociale en date des 3 et 4 septembre 1952, ont été approuvés les statuts des sociétés mutualistes ci-après:

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

La Prévoyance de Beauregard-Barret, Jaillians et Meymans, n° 26-426, à Beauregard-Barret.

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

L'Entr'aide du personnel des hospices d'Angers, n° 49-501, à Angers, 1, avenue de l'Hôtel-Dieu.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

Mutuelle ouvrière des entreprises Léon Ballot, n° 75-1613, à Paris, 155, boulevard Haussmann (8e).

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 4 septembre 1952, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite: La Prévoyance de la Sône, n° 38-934, à la Sône, avec la société mutualiste dite: Société de secours mutuels, n° 38-197, à la Sône.

### Homologation de scies circulaires et de protecteurs de scies circulaires pour le travail du bois et des matières plastiques.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 septembre 1952 (décision du 30 août 1952):

Page 8731, 2e colonne, visas, 12e ligne, au lieu de: « Vu l'avis de la commission d'homologation des dispositifs de sécurité prévu... », lire: « Vu l'avis de la commission d'homologation des dispositifs de sécurité prévue... ».

Page 8732, 1re colonne, article 7, 7e ligne, au lieu de: « Le protecteur pour scie circulaire à table de type commun... enregistrée », lire: « Le protecteur pour scie circulaire à table de type commun... enregistré ».

### Homologation de scies à ruban et de protecteurs de scies à ruban pour le travail du bois et des matières similaires.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 septembre 1952 (décision du 22 août 1952): page 8732, 1re colonne, visas, 2e ligne, au lieu de: « ... l'article 66 c du libre II du code du travail... », lire: « ... l'article 66 c du livre II du code du travail... »; 6e ligne, au lieu de: « Vu la décision du 2 avril 1918... », lire: « Vu la décision du 22 mai 1952 remplaçant la décision du 2 avril 1918... ».

### Homologation de presses mues mécaniquement destinées au travail à froid des métaux et de dispositifs de sécurité pour presses.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 septembre 1952 (décision du 30 août 1952):

Page 8735, 2e colonne, article 1er, 14e ligne, au lieu de: « Course du coulisseau: 20 à 100 mm », lire: « Course du coulisseau 200 mm ».

Page 8736, 1re colonne, article 6, 8e ligne, au lieu de: « Il devra en outre faire figurer sur la machine les indications... », lire: « Il devra en outre faire figurer sur la machine et le dispositif les indications... ».

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

### Composition des comités de patronage des habitations à loyer modéré et de la prévoyance sociale.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu l'article 76 de la loi du 5 décembre 1922, modifié par l'article 31 (5e) de la loi n° 52-5 du 3 janvier 1952;

Vu les articles 1er à 9 du décret du 10 janvier 1907 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la législation sur les habitations à loyer modéré;

Vu l'arrêté du 18 juin 1952 fixant la composition des comités de patronage des habitations à loyer modéré et de la prévoyance sociale,

Arrête:

Art. 1er. — Le paragraphe 7 du tableau, relatif à la désignation des catégories de personnalités appelées à siéger au sein des comités de patronage et de la prévoyance sociale et inclus à l'article 1er de l'arrêté du 18 juin 1952, est modifié ainsi qu'il suit:

« 7° Membres des groupements familiaux du département élus par les conseils des unions départementales des associations familiales ».

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté du 18 juin 1952 est rectifié ainsi qu'il suit:

« *Art. 5.* — Le directeur de la construction est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le directeur de la construction est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 septembre 1952.

*Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
ROBERT PAOLI.

### Homologation d'un barème.

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre de l'industrie et du commerce et du secrétaire d'Etat au budget en date du 4 septembre 1952, le coût de reconstitution des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle se rapportant à la verrerie-cristallerie est calculé conformément aux indications du barème annexé audit arrêté.

NOTA. — Le barème visé ci-dessus sera mis en vente ultérieurement et son prix sera fixé par un arrêté mentionné au *Journal officiel* de la République française.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Décret n° 52-1038 du 6 septembre 1952 relatif à l'indemnité de représentation au directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu l'arrêté validé du 21 décembre 1942 accordant une indemnité de représentation au directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains;

Vu les décrets des 14 février 1948, 27 mai 1949, 24 juin 1950 et 3 octobre 1951 fixant le taux de l'indemnité de représentation du directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'indemnité pour frais de représentation accordée au directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains est fixée à 120.000 F par an, à compter du 1er janvier 1952.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 septembre 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:
*Le ministre de la santé publique et de la population,*
PAUL RIBEYRE.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
GUY PETIT.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Présidence du conseil.

**Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).**

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 1er septembre au 6 septembre 1952:

I. — **Notes et études documentaires.**

N° 1619. — Ententes et monopoles dans le monde: Allemagne (2e partie), la décartellisation..... 75 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an, 7.500 F.

II. — **Chroniques étrangères.**

N° 121. — U. R. S. S.. ..... 50 F.

Abonnement à chacune des six « Chroniques étrangères »: six mois, 275 F; un an, 500 F

III. — **Articles et documents.**

N° 2181. — U. R. S. S. (L'Intelligentsia des kolkhozes. — Techniciens soviétiques en Bulgarie)..... 20 F.

N° 2182. — Italie (L'Entretien Nenni-Staline. — Les Protestants en Italie) ..... 20 F.

N° 2183. — Europe (Les possibilités de collaboration entre l'Europe et l'Asie. — L'incident aérien de la Baltique et la politique suédoise)..... 20 F.

N° 2184. — Yougoslavie (La tâche des organisations de jeunesse. — Kominform et Yougoslavie)..... 20 F.

N° 2185. — Allemagne (La personnalité et l'avenir politique de M. Ollenhauer. — Le parti libéral démocratique). 20 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.000 F; un an, 3.800 F.

IV. — **Problèmes économiques.**

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 214 du 2 septembre 1952 présente, notamment: L'évolution économique de l'Indochine. — Le deutsche mark a quatre ans.
Le numéro ..... 35 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

V. — **Cahiers français d'information.**

N° 211 du 1er septembre 1952 présente, notamment: La recherche scientifique à Madagascar. — La conservation des archives privées de France.
Le numéro ..... 40 F.

Abonnement aux « Cahiers français d'information »: six mois, 500 F; un an, 900 F.

VI. — **Situation de la construction en France.**

(Bulletin statistique trimestriel du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.)

N° 11. — Situation de la construction de logements en France au 31 mars 1952 ..... 20 F.

VII. — **Recueils et monographies.**

Le centre national de la recherche scientifique (recueil de 36 pages, sous couverture) ..... 130 F.

VIII. — **Bulletin hebdomadaire de statistique.**

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 227 du 6 septembre 1952 présente, notamment, en variétés statistiques: Indices des cours des principales devises étrangères à la bourse de Zürich.

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.

Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e)

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

## Ministère de la défense nationale.

**Avis de vacance de poste de correcteur pour les concours d'admission à l'école navale, l'école des élèves ingénieurs mécaniciens et l'école des élèves officiers de marine.**

Un poste de correcteur de composition française au concours d'admission à l'école navale est vacant.

Les candidatures seront reçues jusqu'au 1er novembre 1952 par la direction du personnel militaire de la flotte (bureau de l'état-major de la flotte), 2, rue Royale, Paris (8e).

Les candidats doivent être agrégés. Ils sont invités à adresser à la direction du personnel militaire une demande de nomination aux fonctions de correcteur, accompagnée d'une courte notice biographique les concernant et mentionnant en particulier leurs titres civils et militaires.

## Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

# TARIFS DE TRANSPORT
## SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

### 1° *Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à compléter, à partir du 15 octobre 1952, comme il est indiqué ci-après, le tableau III, 2°, du chapitre 2 du tarif n° 116.

TARIF N° 116

. . . . . .

Chapitre 2.

TABLEAU III

Liste des relations admises au bénéfice du chapitre 2:

1° Entre certaines gares principales et leurs annexes ou réciproquement.

. . . . . .

2° Entre diverses gares desservant une même localité:

*a*) . . . . . .

*b*) . . . . . .

*c*) . . . . . .

*d*) De l'une quelconque des gares indiquées ci-après desservant la ville de Marseille à l'une quelconque des mêmes gares:

| | |
|---|---|
| L'Estaque. | Marseille-Saint-Charles. |
| Marseille-Blancarde. | Saint-Louis-les-Aygalades. |
| Marseille-Maritime. | Saint-Marcel. |
| Marseille-Prado. | |

(*Paris, le 4 septembre* 1952.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer à partir du 15 octobre 1952, dans le chapitre 3 du tarif n° 14, un nouveau paragraphe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

TARIF N° 14

CHAPITRE 3. — Société nationale des chemins de fer français.

. . . . . .

§ IX. — Plomb et zinc bruts ou laminés (448), plomb et zinc ouvrés (449), tuyaux en plomb ou en zinc (447).

De Dourges et de Pont-de-la-Deule à une gare située à l'intérieur du périmètre de la grande ceinture de Paris ou sur ce périmètre.

Par wagon chargé de 20 tonnes.

Lorsque le tonnage des envois effectués par un même expéditeur dans les conditions indiqués ci-dessus, cumulé avec le tonnage remis aux conditions des chapitres 1er et 7 (§ III) du présent tarif dépassera annuellement 5.500 tonnes, il sera accordé à cet expéditeur, par voie de détaxe, pour la fraction du tonnage en excédent de 5.500 tonnes, transportée par wagon chargé de 20 tonnes, une réduction équivalant à la différence entre les taxes de transport payées et celles résultant de l'application du barème 67.

(*Paris, le 4 septembre* 1952.)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier, à partir du 1er octobre 1952 comme indiqué ci-après, les dispositions des paragraphes III et IV du chapitre 3 du tarif n° 3;

TARIF N° 3

. . . . . .

CHAPITRE 3. — Société nationale des chemins de fer français.

. . . . . .

§ III. — Pommes de terre (138).

D'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français.

A. — A une gare située à l'intérieur du périmètre de la grande ceinture de Paris ou sur ce périmètre et aux gares de Pierrefitte (Seine) et de Poissy.

Prix des barèmes résultant de l'application des dispositions du 1° de l'article 49 des conditions générales d'application des tarifs marchandises aux barèmes minimum et maximum prévus au chapitre 1er (§ 1er) du présent tarif.

Lorsque le tonnage des envois reçus, dans les conditions indiquées ci-dessus, par des destinataires adhérant à un groupement agréé par la Société nationale des chemins de fer français dépassera annuellement 100.000 tonnes, il sera accordé à ce groupement, par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées par application des prix ci-dessus et de ceux du chapitre 1er (§ II) du présent tarif, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction dont le taux sera égal au taux moyen résultant, pour l'ensemble des tonnages reçus par le dit groupement et transportés aux conditions ci-dessus, des réductions suivantes:

30 p. 100 pour la fraction de tonnage comprise entre 100.000 et 140.000 tonnes;

40 p. 100 pour la fraction de tonnage en excédent de 140.000 tonnes, sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 15 p. 100.

NOTA. — Les tonnages ayant bénéficié des réductions prévues au paragraphe IV du présent chapitre n'entrent pas en ligne de compte pour l'application des présentes dispositions.

. . . . . .

§ IV. — Châtaignes et marrons (140), fruits non dénommés (139), légumes non dénommés (137), pommes de terre (138), en régime accéléré.

D'une gare quelconque de la Société nationale des chemins de fer français à Paris (toutes gares).

Prix des barèmes résultant de l'application des dispositions du 1° de l'article 49 des conditions générales d'application des tarifs marchandises aux barèmes minimum et maximum prévus au chapitre 1er (§ I) du présent tarif.

A) Lorsque le tonnage des envois reçus annuellement par des destinataires ayant réalisé respectivement un tonnage de 4.000 tonnes, adhérant à un groupement agréé par la Société nationale des chemins de fer français et ayant souscrit individuellement un engagement de fidélité, dépassera 250.000 tonnes (*a*), il sera accordé à ce groupement, par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées par application des prix ci-dessus, de ceux du chapitre 1er (§ II) du présent tarif et de ceux du chapitre 2 des tarifs généraux, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction de 5 p. 100 pour le tonnage en excédent de 250.000 tonnes (*a*).

B) Lorsque le tonnage des envois reçus par un même destinataire dépassera 175.000 tonnes par an, il sera accordé par voie de détaxe à ce destinataire sur les taxes de transport payées par application des prix ci-dessus et de ceux du chapitre 1er (§ II) du présent tarif, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction de 15 p. 100 pour le tonnage en excédent de 100.000 tonnes, sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 7,5 p. 100.

NOTA. — Les tonnages de pommes de terre en régime accéléré ayant bénéficié des dispositions du paragraphe III du présent chapitre n'entrent pas en ligne de compte pour l'application des dispositions du présent paragraphe.

(*a*) A titre provisoire et pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin le 31 août 1953, le tonnage minimum annuel est ramené à 200.000 tonnes et le taux des réductions est fixé à:

3 p. 100 pour la fraction de tonnage comprise entre 200.000 et 250.000 tonnes;

5 p. 100 pour le tonnage en excédent de 250.000 tonnes.

(*Paris, le 4 septembre* 1952.)

### 2° *Errata.*

*Erratum* au *Journal officiel* du 26 août 1952. Tarifs de transport sur les chemins de fer d'intérêt général, 1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle:

Page 8182, colonne de droite, Recueil B, barème 177, de 270 à 279 km, il y a: « 5.000 »; il faut: « 5.309 ».

Page 8183, colonne de gauche, Recueil B (*suite*), barème 178, de 130 à 139 km, il y a: « 4.034 »; il faut: « 4.934 ».

*Erratum* au *Journal officiel* du 2 septembre 1952. Tarifs de transport sur les chemins de fer d'intérêt général, page 8769, colonne de gauche:

3° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

A. — Homologations (dernière décision).

Il y a:

« 30 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à créer, au chapitre 6 du tarif n° 11, un nouveau paragraphe comportant des dispositions spéciales en faveur du sable expédié de Saint-Hilaire-de-Riez à Vertou par wagon chargé de 10 tonnes. *Journal officiel* du 5 août 1952 ».

Il faut:

« 30 *août* 1952. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition du 31 juillet 1952 tendant à créer, au chapitre 6 du tarif n° 11, un nouveau paragraphe comportant des dispositions spéciales en faveur du sable expédié de Saint-Hilaire-de-Riez à Vertou par wagon chargé de 20 tonnes. *Journal officiel* du 5 août 1952.) ».

## Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.

### Avis aux importateurs de beurre originaire et en provenance de la Pologne.

Comme suite aux avis publiés au *Journal officiel* des 1er juillet 1952, 3 juillet 1952 et 16 juillet 1952, il est ouvert à l'importation un nouveau contingent de 2.000 tonnes de beurre originaire et en provenance de Pologne.

Les conditions d'importation sont celles fixées par les textes visés.

La durée de validité des licences d'importation portant sur le contingent ouvert par le présent avis est limitée au 31 décembre 1952, par application des dispositions de l'avis n° 483 du 4 janvier 1951 (titre I, section I, § III).

Cette mention sera apposée sur les licences d'importation.

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis relatif au tirage de la trente-troisième tranche de la loterie nationale 1952.

Le tirage de la trente-troisième tranche de la loterie nationale 1952 aura lieu le mercredi 10 septembre prochain, à vingt heures trente, en présence du public.

Paris — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
JEAN REYMOND

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse. | 3 sept. — Cours relevés après Bourse. | DEVISES | 8 septembre 1952 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | Cours relevés avant Bourse. | Cours cotés en Bourse. |
| 250 .. | .... .. | Etats-Unis (1 dollar).... | .... .. | 250 .. ..... |
| 700 125 | .... .. | Belgique (100 francs).. | .... .. | 700 .. ..... |
| 364 50 | .... .. | Canada (1 dollar)..... | .... .. | 364 .. ..... |
| 1214 75 | .... .. | Portugal (100 escudos). | .... .. | 1215 50 ..... |
| 8040 .. | .... .. | Suisse (100 francs)..... | .... .. | 8.05 .. ..... |
| 163 70 | .... .. | Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.).... | .... .. | .... .. ..... |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### CREDIT NATIONAL

**pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 735 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: A PARIS, 45-47, RUE SAINT-DOMINIQUE
R. C.: Seine n° 28531.

TIRAGE DU 1er SEPTEMBRE 1952

**EMPRUNT OCTOBRE 1942**

**Obligations de 2.000 F, 3,50 0/0 (39e tirage).**

L'obligation n° 2.262.906 sera remboursée par **2 millions** de francs.

L'obligation n° 1.795.411 sera remboursée par **500.000** F.

L'obligation n° 689.645 sera remboursée par **250.000** F.

Les obligations nos 2.154.262, 2.154.462, 2.154.562, 2.154.762 seront remboursées chacune par **100.000** F.

Les obligations nos 2.419.116, 2.419.216, 2.419.316, 2.419.716, 2.419.816, 2.419.916 seront remboursées chacune par **50.000** F.

Les 10 obligations dont les numéros suivent seront remboursées chacune par **25.000** F:

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2.154.062 | 2.154.362 | 2.154.862 | 2.419.016 | 2.419.516 |
| 2.154.162 | 2.154.662 | 2.154.962 | 2.419.416 | 2.419.616 |

Les 40 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **10.000** F:

Dans la série de 790.001 à 791.000, les 20 obligations dont le numéro se termine par **44** et par **57.**
Dans la série de 2.154.001 à 2.155.000, les 10 obligations dont le numéro se termine par **52.**
Dans la série de 2.419.001 à 2.420.000, les 10 obligations dont le numéro se termine par **66.**

Les 87 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **5.000** F.

Dans la série de 678.001 à 679.000, les obligations dont le numéro se termine par **23, 31** et par **45.**
Dans la série de 689.001 à 690.000, les obligations dont le numéro se termine par **45.**
Dans la série de 1.642.001 à 1.643.000, les obligations dont le numéro se termine par **00, 08** et par **28.**
Dans la série de 1.795.001 à 1.796.000, les obligations dont le numéro se termine par **11.**
Dans la série de 2.262.001 à 2.263.000, les obligations dont le numéro se termine par **06.**

Les 7.850 autres obligations des séries de 1.000 titres dans lesquelles sont compris les numéros ci-dessus seront remboursées par **2.000 F**, c'est-à-dire:

| | | |
|---|---|---|
| 678.001 à 679.000 | 1.642.001 à 1.643.000 | 2.262.001 à 2.263.000 |
| 689.001 à 690.000 | 1.795.001 à 1.796.000 | 2.419.001 à 2.420.000 |
| 790.001 à 791.000 | 2.154.001 à 2.155.000 | |

Les obligations remboursables par des lots sont payables à partir du 1er octobre 1952; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage et devront être déposées au Crédit national huit jours ouvrables avant que le payement en puisse être demandé.

Les obligations remboursables au pair sont payables lors de l'échéance du coupon en cours au moment du tirage, c'est-à-dire à partir du 16 janvier 1953; elles ont droit au payement de ce coupon.

La dernière liste des titres amortis et non remboursés de l'emprunt 3,50 0/0 octobre 1942 a été publiée au *Journal officiel* du 13 février 1952.

### COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE

**(PROCEDES M.-P. OTTO)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 155.225.000 F
SIÈGE SOCIAL: 4, RUE DU GÉNÉRAL-FOY, A PARIS (8e)
R. C.: Seine n° 72522.

*Bons 6 0/0 1948 de 5.000 F.*

**Quatrième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er septembre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis au tirage de l'année 1949 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1950 et 1951 ont été couverts par rachats en Bourse.

### Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie

**(S. O. M. U. A.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 420 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 116, BOULEVARD VICTOR-HUGO, A SAINT-OUEN (Seine)
R. C.: Seine n° 79014.

**Obligations 5 3/4 0/0 1948 de 5.000 F**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 313 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 10 septembre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements antérieurs ont été effectués par voie de rachats en Bourse.

*Le conseil d'administration.*

### SOCIETE LAITIERE MODERNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 71, COURS ALBERT-THOMAS, A LYON (RHÔNE)
Registre du commerce: Lyon B 1148.

*Obligations de 10.000 F 6 3/4 0/0 1950.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série des 88 obligations sorties au deuxième tirage au sort du 29 août 1952 et formant avec les obligations rachetées en Bourse par la société émettrice, la totalité de l'annuité à amortir au 1er octobre 1952.** Ces obligations seront remboursables à 10.000 F;

**2° De la série sortie au précédent tirage et parmi laquelle figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉE d'amortissement. |
|---|---|---|---|
| 5.401 à 5.482 | 1951 | 5.801 à 5.888 | 1952 |

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, A PARIS

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 1930

DE

**l'Energie électrique de l'Ouest de la France.**

*Amortissement 1952.*

**1° 617 obligations rachetées et amorties;**

**2° Liste numérique: *a*) des 181 obligations sorties au tirage du 12 août 1952, formant le complément de l'amortissement, remboursables à partir du 1er octobre 1952 avec le coupon du 1er avril 1953 attaché à 1.000 F; *b*) des obligations amorties aux tirages antérieurs à 1952 et restant à présenter au remboursement.**

NOTA. — Les nombres placés dans la colonne en regard des numéros des titres indiquent l'année d'échéance du remboursement.

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 51 | 2.317 | 51 | 5.457 | 50 |
| 98 | 52 | 2.359 | 51 | 5.459 | 51 |
| 165 | 52 | 2.361 | 52 | 5.503 | 52 |
| 179 | 49 | 2.369 | 43 | 5.526 | 45 |
| 184 | 49 | 2.381 | 50 | 5.555 | 50 |
| 242 | 49 | 2.430 | 46 | 5.602 | 44 |
| 243 | 51 | 2.466 | 51 | 5.636 | 50 |
| 275 | 52 | 2.565 | 51 | 5.642 | 52 |
| 287 | 51 | 2.566 | 52 | 5.695 | 45 |
| 365 | 50 | 2.753 | 51 | 5.780 | 51 |
| 406 | 52 | 2.864 | 52 | 5.797 | 52 |
| 485 | 51 | 2.886 | 51 | 5.868 | 50 |
| 486 | 50 | 2.925 | 51 | 5.957 | 51 |
| 487 | 52 | 2.933 | 52 | 5.975 | 49 |
| 512 | 51 | 2.934 | 50 | 5.988 | 52 |
| 569 | 51 | 3.005 | 50 | 6.116 | 50 |
| 624 | 51 | 3.024 | 51 | 6.201 | 52 |
| 714 | 51 | 3.096 | 50 | 6.329 | 52 |
| 742 | 10/42 | 3.121 | 52 | 6.342 | 51 |
| 743 | 10/42 | 3.172 | 51 | 6.354 | 52 |
| 747 | 46 | 3.210 | 50 | 6.488 | 52 |
| 758 | 52 | 3.252 | 51 | 6.558 | 49 |
| 772 | 51 | 3.301 | 51 | 6.560 | 51 |
| 853 | 51 | 3.346 | 52 | 6.625 | 52 |
| 884 | 51 | 3.444 | 52 | 6.725 | 50 |
| 916 | 10/42 opp. | 3.484 | 51 | 6.726 | 51 |
| 959 | 52 | 3.541 | 50 | 6.748 | 52 |
| 978 | 51 | 3.578 | 52 | 6.762 | 50 |
| 1.057 | 52 | 3.605 | 51 | 6.833 | 52 |
| 1.059 | 51 | 3.633 | 50 | 6.890 | 52 |
| 1.081 | 51 | 3.747 | 51 | 7.006 | 50 |
| 1.084 | 50 | 3.749 | 50 | 7.094 | 50 |
| 1.164 | 51 | 3.794 | 50 | 7.092 | 50 |
| 1.218 | 51 | 3.818 | 52 | 7.094 | 51 |
| 1.219 | 52 | 3.833 | 51 | 7.129 | 50 |
| 1.355 | 52 | 3.941 | 50 | 7.239 | 49 |
| 1.479 | 50 | 3.998 | 50 | 7.259 | 51 |
| 1.487 | 51 | 4.067 | 52 | 7.261 | 47 |
| 1.502 | 52 | 4.118 | 49 | 7.352 | 49 |
| 1.571 | 46 | 4.188 | 51 | 7.364 | 50 |
| 1.611 | 51 | 4.196 | 49 | 7.385 | 52 |
| 1.627 | 44 | 4.207 | 52 | 7.408 | 51 |
| 1.655 | 51 | 4.311 | 52 | 7.409 | 52 |
| 1.714 | 51 | 4.461 | 52 | 7.448 | 50 |
| 1.721 | 52 | 4.523 | 52 | 7.564 | 50 |
| 1.733 | 50 | 4.537 | 50 | 7.565 | 52 |
| 1.746 | 49 | 4.538 | 50 | 7.568 | 49 |
| 1.758 | 51 | 4.547 | 46 | 7.580 | 50 |
| 1.764 | 50 | 4.637 | 52 | 7.686 | 50 |
| 1.767 | 49 | 4.659 | 50 | 7.722 | 52 |
| 1.806 | 52 | 4.686 | 52 | 7.726 | 51 |
| 1.829 | 51 | 4.687 | 52 | 7.735 | 50 |
| 1.979 | 52 | 4.772 | 50 | 7.827 | 52 |
| 1.997 | 46 | 4.797 | 52 | 7.970 | 50 |
| 2.061 | 50 | 4.828 | 51 | 7.992 | 52 |
| 2.096 | 52 | 4.849 | 52 | 8.104 | 52 |
| 2.132 | 50 | 4.956 | 50 | 8.109 | 50 |
| 2.136 | 51 | 5.004 | 46 | 8.143 | 51 |
| 2.201 | 51 | 5.005 | 46 | 8.148 | 52 |
| 2.240 | 49 | 5.020 | 52 | 8.298 | 52 |
| 2.244 | 52 | 5.058 | 50 | 8.319 | 49 |
| 2.260 | 50 | 5.085 | 46 | 8.361 | 51 |
| 2.261 | 44 | 5.200 | 50 | 8.362 | 52 |
| 2.262 | 49 | 5.248 | 52 | 8.441 | 45 |
| 8.460 | 49 | 12.674 | 52 | 16.729 | 49 |
| 8.497 | 52 | 12.837 | 52 | 16.800 | 52 |
| 8.547 | 51 | 12.847 | 52 | 16.814 | 51 |
| 8.554 | 52 | 12.981 | 52 | 16.850 | 52 |
| 8.781 | 52 | 12.990 | 50 | 16.956 | 50 |
| 8.826 | 51 | 13.123 | 52 | 16.959 | 52 |
| 8.869 | 52 | 13.179 | 52 | 16.988 | 51 |
| 9.021 | 52 | 13.389 | 52 | 16.990 | 52 |
| 9.054 | 50 | 13.059 | 52 | 17.024 | 50 |
| 9.118 | 50 | 13.122 | 50 | 17.059 | 52 |
| 9.133 | 52 | 13.502 | 52 | 17.068 | 50 |
| 9.197 | 45 | 13.507 | 46 | 17.106 | 51 |
| 9.208 | 51 | 13.592 | 49 | 17.110 | 52 |
| 9.246 | 52 | 13.586 | 51 | 17.141 | 50 |
| 9.352 | 50 | 13.614 | 52 | 17.207 | 52 |
| 9.449 | 51 | 13.652 | 50 | 17.238 | 51 |
| 9.450 | 52 | 13.760 | 52 | 17.393 | 51 |
| 9.582 | 52 | 13.782 | 50 | 17.396 | 52 |
| 9.631 | 51 | 13.792 | 52 | 17.486 | 52 |
| 9.633 | 49 | 13.973 | 51 | 17.506 | 51 |
| 9.649 | 52 | 13.975 | 49 | 17.526 | 52 |
| 9.665 | 50 | 13.980 | 47 | 17.577 | 50 |
| 9.711 | 50 | 13.992 | 46 | 17.644 | 51 |
| 9.760 | 52 | 13.993 | 44 | 17.678 | 52 |
| 9.765 | 52 | 14.079 | 52 | 17.720 | 50 |
| 9.924 | 52 | 14.099 | 50 | 17.747 | 50 |
| 9.951 | 45 | 14.128 | 52 | 17.782 | 49 |
| 9.973 | 50 | 14.178 | 50 | 17.789 | 52 |
| 10.008 | 51 | 14.236 | 50 | 17.790 | 51 |
| 10.009 | 52 | 14.255 | 52 | 17.950 | 51 |
| 10.080 | 50 | 14.275 | 52 | 17.960 | 52 |
| 10.166 | 49 | 14.301 | 52 | 18.049 | 52 |
| 10.194 | 52 | 14.439 | 49 | 18.067 | 50 |
| 10.250 | 50 | 14.471 | 47 | 18.069 | 49 |
| 10.294 | 52 | 14.486 | 52 | 18.109 | 47 |
| 10.301 | 52 | 14.570 | 52 | 18.127 | 52 |
| 10.386 | 52 | 14.591 | 50 | 18.160 | 50 |
| 10.578 | 52 | 14.734 | 46 | 18.171 | 50 |
| 10.582 | 50 | 14.752 | 45 | 18.272 | 52 |
| 10.583 | 51 | 14.761 | 52 | 18.273 | 51 |
| 10.584 | 52 | 14.821 | 52 | 18.275 | 51 |
| 10.598 | 49 | 14.919 | 50 | 18.278 | 52 |
| 10.637 | 50 | 14.921 | 50 | 18.368 | 52 |
| 10.661 | 52 | 14.929 | 49 | 18.469 | 51 |
| 10.706 | 52 | 14.957 | 52 | 18.467 | 52 |
| 10.737 | 50 | 14.989 | 51 | 18.417 | 52 |
| 10.793 | 50 | 14.995 | 52 | 18.424 | 52 |
| 10.850 | 52 | 15.056 | 51 | 18.428 | 52 |
| 10.845 | 51 | 15.088 | 50 | 18.457 | 50 |
| 10.912 | 50 | 15.093 | 52 | 18.501 | 52 |
| 10.978 | 52 | 15.139 | 51 | 18.523 | 52 |
| 10.979 | 52 | 15.144 | 52 | 18.578 | 52 |
| 11.017 | 49 | 15.245 | 50 | 18.580 | 51 |
| 11.019 | 50 | 15.431 | 52 | 18.599 | 46 |
| 11.072 | 52 | 15.554 | 52 | 18.616 | 50 |
| 11.133 | 50 | 15.615 | 49 | 18.672 | 52 |
| 11.134 | 51 | 15.626 | 47 | 18.692 | 50 |
| 11.140 | 52 | 15.629 | 47 | 18.785 | 52 |
| 11.175 | 50 | 15.631 | 49 | 18.793 | 51 |
| 11.210 | 52 | 15.635 | 50 | 18.843 | 49 |
| 11.267 | 52 | 15.636 | 49 | 18.863 | 51 |
| 11.279 | 47 | 15.684 | 52 | 18.913 | 52 |
| 11.339 | 52 | 15.705 | 51 | 18.937 | 50 |
| 11.404 | 51 | 15.732 | 52 | 18.966 | 50 |
| 11.405 | 52 | 15.801 | 52 | 19.070 | 46 |
| 11.483 | 52 | 15.825 | 52 | 19.162 | 52 |
| 11.509 | 52 | 15.876 | 50 | 19.254 | 51 |
| 11.544 | 50 | 15.946 | 52 | 19.312 | 50 |
| 11.683 | 52 | 15.952 | 51 | 19.231 | 51 |
| 11.744 | 52 | 15.953 | 52 | 19.338 | 52 |
| 11.812 | 52 | 16.069 | 52 | 19.378 | 51 |
| 11.819 | 50 | 16.100 | 52 | 19.433 | 51 |
| 11.863 | 51 | 16.145 | 50 | 19.529 | 52 |
| 11.872 | 47 | 16.194 | 52 | 19.577 | 50 |
| 11.889 | 52 | 16.199 | 49 | 19.708 | 51 |
| 11.926 | 50 | 16.225 | 52 | 19.709 | 51 |
| 11.997 | 47 | 16.241 | 49 | 19.710 | 52 |
| 11.999 | 50 | 16.302 | 49 | 19.769 | 51 |
| 12.000 | 50 | 16.312 | 49 | 19.770 | 52 |
| 12.026 | 52 | 16.395 | 52 | 19.840 | 51 |
| 12.080 | 50 | 16.396 | 52 | 19.841 | 51 |
| 12.101 | 52 | 16.456 | 49 | 19.842 | 51 |
| 12.221 | 51 | 16.496 | 52 | 19.843 | 52 |
| 12.222 | 52 | 16.553 | 49 | 19.852 | 49 |
| 12.304 | 52 | 16.568 | 52 | 19.919 | 51 |
| 12.449 | 52 | 16.601 | 50 | 19.928 | 51 |
| 12.474 | 49 | 16.657 | 50 | 19.954 | 51 |
| 12.479 | 52 | 16.665 | 52 | 19.956 | 51 |
| 12.560 | 50 | 16.677 | 49 | 19.998 | 52 |
| 12.561 | 52 | 16.704 | 51 | | |
| 12.636 | 51 | 16.707 | 52 | | |

# INDOCHINE

## EMPRUNT 3 0/0 1909

**Liste récapitulative des 760 numéros d'obligations amorties au tirage du 18 août 1952 (remboursables à partir du 1er octobre 1952) et des séries comprenant des titres sortis aux tirages antérieurs et non encore remboursés.**

OBLIGATIONS DE 500 F

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 91 à | 100 | 2/51 | 19.821 à | 19.830 | 1/52 | 34.941 à | 34.950 | 2/46 | 54.101 à | 54.110 | 1/52 |
| 161 à | 170 | 2/49 | 19.831 à | 19.840 | 2/50 | 35.221 à | 35.230 | 1/47 | 54.121 à | 54.130 | 1/50 |
| 241 à | 250 | 2/50 | 20.001 à | 20.010 | 2/51 | 35.241 à | 35.250 | 2/51 | 54.321 à | 54.330 | 2/52 |
| 671 à | 680 | 2/52 | 20.211 à | 20.220 | 2/48 | 35.281 à | 35.290 | 1/52 | 54.411 à | 54.420 | 2/52 |
| 1.101 à | 1.110 | 1/49 | 20.431 à | 20.440 | 1/48 | 36.151 à | 36.160 | 1/51 | 54.641 à | 54.650 | 2/49 |
| 1.181 à | 1.190 | 2/48 | 20.791 à | 20.800 | 1/50 | 36.731 à | 36.740 | 2/50 | 54.831 à | 54.840 | 1/52 |
| 1.491 à | 1.500 | 2/49 | 20.861 à | 20.870 | 2/50 | 36.841 à | 36.850 | 2/52 | 54.981 à | 54.990 | 2/50 |
| 1.781 à | 1.790 | 1/51 | 20.901 à | 20.910 | 2/49 | 37.401 à | 37.410 | 2/51 | 55.771 à | 55.780 | 2/52 |
| 1.911 à | 1.920 | 1/50 | 21.221 à | 21.230 | 1/50 | 37.441 à | 37.450 | 2/49 | 56.001 à | 56.010 | 2/47 |
| 2.111 à | 2.120 | 1/49 | 21.231 à | 21.240 | 2/51 | 38.081 à | 38.090 | 2/48 | 56.171 à | 56.180 | 2/52 |
| 2.241 à | 2.250 | 2/49 | 21.381 à | 21.390 | 1/50 | 38.101 à | 38.110 | 1/48 | 56.191 à | 56.200 | 1/51 |
| 2.591 à | 2.600 | 1/48 | 21.411 à | 21.420 | 1/51 | 38.131 à | 38.140 | 2/51 | 56.281 à | 56.290 | 1/49 |
| 2.701 à | 2.710 | 2/48 | 21.481 à | 21.490 | 1/42 | 38.351 à | 38.360 | 2/49 | 56.401 à | 56.410 | 2/48 |
| 3.001 à | 3.010 | 1/49 | 21.501 à | 21.510 | 2/48 | 38.821 à | 38.830 | 1/51 | 56.481 à | 56.490 | 1/52 |
| 3.391 à | 3.400 | 1/48 | 22.541 à | 22.550 | 2/47 | 38.961 à | 38.970 | 2/46 | 56.521 à | 56.530 | 1/51 |
| 3.431 à | 3.440 | 2/47 | 22.761 à | 22.770 | 2/49 | 38.991 à | 39.000 | 1/47 | 56.881 à | 56.890 | 1/49 |
| 3.671 à | 3.680 | 1/49 | 22.871 à | 22.880 | 1/49 | 39.231 à | 39.240 | 1/51 | 57.531 à | 57.540 | 1/52 |
| 3.711 à | 3.720 | 1/50 | 22.951 à | 22.960 | 2/52 | 39.341 à | 39.350 | 2/49 | 57.631 à | 57.640 | 1/52 |
| 4.121 à | 4.130 | 1/52 | 22.981 à | 22.990 | 2/48 | 39.441 à | 39.450 | 2/51 | 57.851 à | 57.860 | 2/52 |
| 4.331 à | 4.340 | 1/49 | 23.071 à | 23.080 | 2/51 | 39.511 à | 39.520 | 1/49 | 57.911 à | 57.920 | 2/47 |
| 4.461 à | 4.470 | 1/46 | 23.171 à | 23.180 | 2/51 | 39.661 à | 39.670 | 2/51 | 58.261 à | 58.270 | 2/47 |
| 4.501 à | 4.510 | 2/50 | 23.181 à | 23.190 | 1/49 | 40.041 à | 40.050 | 1/47 | 58.361 à | 58.370 | 1/52 |
| 4.641 à | 4.650 | 1/50 | 23.321 à | 23.330 | 2/52 | 40.071 à | 40.080 | 1/46 | 58.491 à | 58.500 | 2/51 |
| 5.121 à | 5.130 | 1/52 | 23.351 à | 23.360 | 2/52 | 40.231 à | 40.240 | 2/52 | 58.571 à | 58.580 | 2/52 |
| 5.181 à | 5.190 | 1/52 | 23.521 à | 23.530 | 1/52 | 40.321 à | 40.330 | 1/52 | 58.741 à | 58.750 | 2/49 |
| 6.131 à | 6.140 | 2/52 | 23.541 à | 23.550 | 2/50 | 40.581 à | 40.590 | 1/50 | 58.911 à | 58.920 | 2/50 |
| 6.211 à | 6.220 | 2/49 | 23.671 à | 23.680 | 1/52 | 41.081 à | 41.090 | 2/49 | 58.951 à | 58.960 | 1/52 |
| 6.261 à | 6.270 | 1/50 | 23.701 à | 23.710 | 2/44 | 41.261 à | 41.270 | 1/50 | 59.151 à | 59.160 | 1/51 |
| 6.281 à | 6.290 | 1/50 | 23.831 à | 23.840 | 2/51 | 41.771 à | 41.780 | 2/49 | 59.441 à | 59.450 | 2/51 |
| 6.351 à | 6.360 | 1/50 | 24.111 à | 24.120 | 2/52 | 42.051 à | 42.060 | 2/50 | 59.861 à | 59.870 | 1/52 |
| 6.561 à | 6.570 | 2/52 | 24.561 à | 24.570 | 1/51 | 42.061 à | 42.070 | 1/48 | 60.001 à | 60.010 | 1/52 |
| 6.621 à | 6.630 | 2/49 | 24.791 à | 24.800 | 2/48 | 42.111 à | 42.120 | 2/52 | 60.201 à | 60.210 | 2/51 |
| 6.701 à | 6.710 | 2/44 | 24.981 à | 24.990 | 1/50 | 42.191 à | 42.200 | 2/52 | 60.921 à | 60.930 | 1/46 |
| 7.061 à | 7.070 | 2/50 | 25.101 à | 25.110 | 2/44 | 42.421 à | 42.430 | 2/52 | 60.931 à | 60.940 | 1/46 |
| 7.231 à | 7.240 | 1/51 | 25.161 à | 25.170 | 1/49 | 42.761 à | 42.770 | 1/50 | 61.141 à | 61.150 | 1/51 |
| 7.241 à | 7.250 | 2/50 | 25.261 à | 25.270 | 2/50 | 42.991 à | 43.000 | 1/51 | 61.671 à | 61.680 | 1/48 |
| 7.251 à | 7.260 | 1/51 | 25.611 à | 25.620 | 1/52 | 43.001 à | 43.010 | 1/41 | 61.811 à | 61.820 | 1/52 |
| 7.391 à | 7.400 | 2/49 | 25.741 à | 25.750 | 2/48 | 43.071 à | 43.080 | 2/48 | 62.431 à | 62.440 | 1/51 |
| 8.041 à | 8.050 | 1/39 | 25.761 à | 25.770 | 2/46 | 43.361 à | 43.370 | 2/39 | 62.471 à | 62.480 | 1/52 |
| 8.261 à | 8.270 | 2/48 | 25.781 à | 25.790 | 2/51 | 43.631 à | 43.640 | 1/48 | 62.491 à | 62.500 | 1/51 |
| 8.301 à | 8.310 | 2/47 | 25.821 à | 25.830 | 2/52 | 43.741 à | 43.750 | 2/51 | 62.551 à | 62.560 | 2/52 |
| 8.741 à | 8.750 | 2/52 | 25.871 à | 25.880 | 2/50 | 43.761 à | 43.770 | 2/44 | 62.771 à | 62.780 | 2/51 |
| 9.141 à | 9.150 | 1/49 | 25.911 à | 25.950 | 1/49 | 43.821 à | 43.830 | 2/46 | 63.181 à | 63.190 | 1/52 |
| 9.181 à | 9.190 | 2/51 | 26.081 à | 26.090 | 2/39 | 44.141 à | 44.150 | 1/51 | 63.281 à | 63.290 | 1/51 |
| 9.271 à | 9.280 | 2/51 | 26.331 à | 26.340 | 1/51 | 44.431 à | 44.440 | 2/48 | 63.371 à | 63.380 | 2/52 |
| 9.351 à | 9.360 | 2/51 | 26.471 à | 26.480 | 1/50 | 44.721 à | 44.730 | 1/49 | 63.801 à | 63.810 | 1/47 |
| 9.371 à | 9.380 | 2/51 | 26.751 à | 26.760 | 2/52 | 44.891 à | 44.900 | 1/51 | 64.331 à | 64.340 | 1/47 |
| 10.461 à | 10.470 | 2/50 | 27.191 à | 27.200 | 2/47 | 45.181 à | 45.190 | 2/51 | 64.381 à | 64.390 | 2/51 |
| 10.671 à | 10.680 | 2/48 | 27.251 à | 27.260 | 1/50 | 45.441 à | 45.450 | 1/51 | 64.401 à | 64.410 | 1/49 |
| 11.501 à | 11.510 | 1/48 | 27.261 à | 27.270 | 1/52 | 45.791 à | 45.800 | 1/51 | 64.481 à | 64.490 | 1/49 |
| 11.671 à | 11.680 | 1/43 | 27.601 à | 27.610 | 2/48 | 46.091 à | 46.100 | 1/52 | 64.721 à | 64.730 | 2/52 |
| 11.841 à | 11.850 | 2/52 | 27.751 à | 27.760 | 1/49 | 46.551 à | 46.560 | 1/52 | 64.781 à | 64.790 | 1/52 |
| 11.851 à | 11.860 | 2/50 | 27.781 à | 27.790 | 2/48 | 46.591 à | 46.600 | 2/52 | 64.911 à | 64.920 | 1/47 |
| 11.881 à | 11.890 | 2/50 | 27.821 à | 27.830 | 2/47 | 46.601 à | 46.610 | 1/49 | 65.021 à | 65.030 | 1/50 |
| 11.891 à | 11.900 | 1/48 | 28.071 à | 28.080 | 1/52 | 47.171 à | 47.180 | 2/44 | 65.381 à | 65.390 | 2/50 |
| 12.151 à | 12.160 | 1/50 | 28.121 à | 28.130 | 2/49 | 47.371 à | 47.380 | 2/50 | 65.891 à | 65.900 | 1/50 |
| 12.211 à | 12.220 | 2/52 | 28.261 à | 28.270 | 2/49 | 47.501 à | 47.510 | 2/48 | 66.301 à | 66.310 | 1/49 |
| 13.211 à | 13.220 | 2/52 | 28.281 à | 28.290 | 1/49 | 48.051 à | 48.060 | 1/51 | 66.491 à | 66.500 | 1/50 |
| 13.921 à | 13.930 | 2/48 | 28.591 à | 28.600 | 1/48 | 48.901 à | 48.910 | 2/51 | 66.671 à | 66.680 | 2/42 |
| 14.021 à | 14.030 | 2/49 | 28.701 à | 28.710 | 1/52 | 48.961 à | 48.970 | 2/47 | 66.681 à | 66.690 | 2/39 |
| 14.091 à | 14.100 | 1/50 | 28.891 à | 28.900 | 2/52 | 49.281 à | 49.290 | 2/48 | 66.971 à | 66.980 | 1/45 |
| 14.161 à | 14.170 | 1/50 | 28.931 à | 28.940 | 2/51 | 49.301 à | 49.310 | 1/47 | 67.111 à | 67.120 | 1/49 |
| 14.191 à | 14.200 | 2/49 | 29.311 à | 29.320 | 2/45 | 49.381 à | 49.390 | 2/48 | 67.551 à | 67.560 | 2/46 |
| 14.291 à | 14.300 | 2/50 | 29.841 à | 29.850 | 2/52 | 49.491 à | 49.500 | 1/51 | 67.791 à | 67.800 | 2/50 |
| 15.261 à | 15.270 | 2/52 | 30.041 à | 30.050 | 2/51 | 49.921 à | 49.930 | 1/50 | 67.851 à | 67.860 | 2/48 |
| 15.271 à | 15.280 | 1/50 | 30.771 à | 30.780 | 2/51 | 49.981 à | 49.990 | 2/47 | 68.011 à | 68.020 | 1/44 |
| 15.341 à | 15.350 | 1/50 | 30.861 à | 30.870 | 2/52 | 50.151 à | 50.160 | 1/47 | 68.041 à | 68.050 | 2/52 |
| 15.731 à | 15.740 | 2/51 | 31.301 à | 31.310 | 1/50 | 50.231 à | 50.240 | 2/50 | 68.551 à | 68.560 | 2/50 |
| 15.751 à | 15.760 | 1/52 | 31.461 à | 31.470 | 1/52 | 50.251 à | 50.260 | 1/38 | 68.571 à | 68.580 | 1/50 |
| 15.901 à | 15.910 | 1/50 | 31.881 à | 31.890 | 2/52 | 50.781 à | 50.790 | 1/50 | 68.891 à | 68.900 | 1/50 |
| 16.251 à | 16.260 | 1/46 | 32.101 à | 32.110 | 2/49 | 50.941 à | 50.950 | 1/52 | 69.061 à | 69.070 | 2/51 |
| 16.331 à | 16.340 | 2/49 | 32.191 à | 32.200 | 1/47 | 51.061 à | 51.070 | 1/52 | 69.141 à | 69.150 | 2/50 |
| 16.341 à | 16.350 | 1/48 | 32.271 à | 32.280 | 2/51 | 51.081 à | 51.090 | 2/51 | 69.311 à | 69.320 | 2/49 |
| 16.591 à | 16.600 | 2/49 | 32.341 à | 32.350 | 1/48 | 51.171 à | 51.180 | 1/52 | 69.471 à | 69.480 | 1/50 |
| 16.941 à | 16.950 | 1/50 | 32.391 à | 32.400 | 1/48 | 51.431 à | 51.440 | 1/52 | 69.751 à | 69.760 | 1/45 |
| 16.951 à | 16.960 | 1/51 | 32.401 à | 32.410 | 2/50 | 51.451 à | 51.460 | 1/49 | 69.901 à | 69.910 | 1/49 |
| 17.141 à | 17.150 | 2/49 | 32.521 à | 32.530 | 2/51 | 51.521 à | 51.530 | 2/48 | 70.191 à | 70.200 | 1/45 |
| 17.171 à | 17.180 | 2/48 | 32.691 à | 32.700 | 2/51 | 51.561 à | 51.570 | 2/52 | 70.421 à | 70.430 | 1/50 |
| 17.301 à | 17.310 | 2/52 | 33.231 à | 33.240 | 2/47 | 52.041 à | 52.050 | 1/50 | 70.431 à | 70.440 | 2/41 |
| 17.711 à | 17.720 | 2/50 | 33.241 à | 33.250 | 1/51 | 52.081 à | 52.090 | 1/52 | 70.521 à | 70.530 | 2/52 |
| 18.111 à | 18.120 | 2/50 | 33.581 à | 33.590 | 2/49 | 52.151 à | 52.160 | 2/50 | 70.721 à | 70.730 | 2/50 |
| 18.231 à | 18.240 | 1/50 | 33.591 à | 33.600 | 2/48 | 52.271 à | 52.280 | 1/50 | 70.921 à | 70.930 | 2/49 |
| 18.381 à | 18.390 | 2/52 | 33.621 à | 33.630 | 1/46 | 52.551 à | 52.560 | 2/51 | 71.011 à | 71.020 | 2/46 |
| 18.441 à | 18.450 | 2/52 | 33.741 à | 33.750 | 1/52 | 52.621 à | 52.630 | 1/48 | 71.111 à | 71.120 | 2/51 |
| 18.931 à | 18.940 | 1/51 | 33.831 à | 33.840 | 2/46 | 52.681 à | 52.690 | 2/52 | 71.121 à | 71.130 | 1/50 |
| 19.141 à | 19.150 | 1/47 | 34.111 à | 34.120 | 1/51 | 53.001 à | 53.040 | 1/47 | 72.001 à | 72.010 | 1/49 |
| 19.571 à | 19.580 | 1/48 | 34.141 à | 34.150 | 1/50 | 53.411 à | 53.420 | 1/52 | 72.161 à | 72.170 | 2/49 |
| 19.701 à | 19.710 | 2/52 | 34.151 à | 34.160 | 2/51 | 53.441 à | 53.450 | 2/49 | 72.221 à | 72.230 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 72.291 à | 72.300 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 72.341 à | 72.350 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 72.381 à | 72.390 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 72.611 à | 72.620 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 72.661 à | 72.670 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 72.671 à | 72.680 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 72.781 à | 72.790 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 72.851 à | 72.860 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 72.951 à | 72.960 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 73.111 à | 73.120 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 73.151 à | 73.160 | 2/44 |
| | | | | | | | | | 73.431 à | 73.440 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 73.591 à | 73.600 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 73.631 à | 73.640 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 73.981 à | 73.990 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 74.061 à | 74.070 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 74.321 à | 74.330 | 1/47 |
| | | | | | | | | | 74.521 à | 74.530 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 74.681 à | 74.690 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 74.731 à | 74.740 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 75.431 à | 75.440 | 1/41 |
| | | | | | | | | | 75.461 à | 75.470 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 75.581 à | 75.590 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 75.771 à | 75.780 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 75.821 à | 75.830 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 75.901 à | 75.910 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 75.941 à | 75.950 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 75.971 à | 75.980 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 76.271 à | 76.280 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 76.481 à | 76.490 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 76.541 à | 76.550 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 77.021 à | 77.030 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 77.151 à | 77.160 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 77.331 à | 77.340 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 77.441 à | 77.450 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 77.611 à | 77.620 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 77.871 à | 77.880 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 77.901 à | 77.910 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 77.991 à | 78.000 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 78.021 à | 78.030 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 78.131 à | 78.140 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 78.211 à | 78.220 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 78.581 à | 78.590 | 1/48 |
| | | | | | | | | | 79.111 à | 79.120 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 79.231 à | 79.240 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 79.241 à | 79.250 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 79.421 à | 79.430 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 79.511 à | 79.520 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 80.651 à | 80.660 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 80.831 à | 80.840 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 80.851 à | 80.860 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 81.591 à | 81.600 | 1/44 |
| | | | | | | | | | 81.641 à | 81.650 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 81.831 à | 81.840 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 82.091 à | 82.100 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 82.171 à | 82.180 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 82.421 à | 82.430 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 82.431 à | 82.440 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 82.521 à | 82.530 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 82.871 à | 82.880 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 83.891 à | 83.900 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 83.911 à | 83.920 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 84.081 à | 84.090 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 84.171 à | 84.180 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 84.301 à | 84.310 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 84.641 à | 84.650 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 84.891 à | 84.900 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 85.451 à | 85.460 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 86.301 à | 86.310 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 86.531 à | 86.540 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 86.841 à | 86.850 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 86.971 à | 86.980 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 87.041 à | 87.050 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 87.091 à | 87.100 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 87.101 à | 87.110 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 87.411 à | 87.420 | 1/48 |
| | | | | | | | | | 87.861 à | 87.870 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 88.371 à | 88.380 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 88.591 à | 88.600 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 88.911 à | 88.920 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 89.071 à | 89.080 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 89.141 à | 89.150 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 89.191 à | 89.200 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 89.431 à | 89.440 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 89.441 à | 89.450 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 89.451 à | 89.460 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 89.781 à | 89.790 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 89.861 à | 89.870 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 89.871 à | 89.880 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 91.011 à | 91.020 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 91.161 à | 91.170 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 91.271 à | 91.280 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 91.501 à | 91.510 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 91.781 à | 91.790 | 1/42 |
| | | | | | | | | | 93.441 à | 93.450 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 94.101 à | 94.110 | 2/38 |
| | | | | | | | | | 94.131 à | 94.140 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 94.161 à | 94.170 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 94.181 à | 94.190 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 94.231 à | 94.240 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 94.361 à | 94.370 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 94.431 à | 94.440 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 95.291 à | 95.300 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 95.341 à | 95.350 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 95.381 à | 95.390 | 1/47 |
| | | | | | | | | | 95.841 à | 95.860 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 95.861 à | 95.870 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 95.961 à | 95.970 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 96.271 à | 96.280 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 96.311 à | 96.320 | 2/38 |
| | | | | | | | | | 96.781 à | 96.790 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 96.921 à | 96.930 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 97.151 à | 97.160 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 97.521 à | 97.530 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 97.551 à | 97.560 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 97.751 à | 97.760 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 97.881 à | 97.890 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 98.361 à | 98.370 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 98.601 à | 98.610 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 98.611 à | 98.620 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 98.631 à | 98.640 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 99.221 à | 99.230 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 99.241 à | 99.250 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 99.451 à | 99.460 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 99.541 à | 99.550 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 99.761 à | 99.770 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 100.031 à | 100.040 | 1/48 |
| | | | | | | | | | 100.201 à | 100.210 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 100.321 à | 100.330 | 2/46 |
| | | | | | | | | | 100.391 à | 100.400 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 100.681 à | 100.690 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 100.711 à | 100.720 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 100.961 à | 100.970 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 101.161 à | 101.170 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 101.341 à | 101.350 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 101.651 à | 101.660 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 101.701 à | 101.710 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 101.811 à | 101.820 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 102.111 à | 102.120 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 102.141 à | 102.150 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 102.181 à | 102.190 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 102.221 à | 102.230 | 1/46 |
| | | | | | | | | | 102.251 à | 102.260 | 2/46 |
| | | | | | | | | | 102.291 à | 102.300 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 102.311 à | 102.320 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 102.541 à | 102.550 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 102.651 à | 102.660 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 102.761 à | 102.770 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 103.021 à | 103.030 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 103.031 à | 103.040 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 103.861 à | 103.870 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 103.901 à | 103.910 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 104.231 à | 104.240 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 104.301 à | 104.310 | 2/43 |
| | | | | | | | | | 104.881 à | 104.890 | 1/47 |
| | | | | | | | | | 104.951 à | 104.960 | 1/47 |
| | | | | | | | | | 105.071 à | 105.080 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 105.241 à | 105.250 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 105.361 à | 105.370 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 105.371 à | 105.380 | 1/46 |
| | | | | | | | | | 105.511 à | 105.520 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 105.691 à | 105.700 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 105.701 à | 105.710 | 1/43 |
| | | | | | | | | | 105.761 à | 105.770 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 105.781 à | 105.790 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 105.851 à | 105.860 | 2/45 |
| | | | | | | | | | 106.241 à | 106.250 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 106.291 à | 106.300 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 106.641 à | 106.650 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 106.661 à | 106.670 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 106.681 à | 106.690 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 107.051 à | 107.060 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 109.051 à | 109.060 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 109.251 à | 109.260 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 109.351 à | 109.360 | 2/47 |
| | | | | | | | | | 109.681 à | 109.690 | 1/42 |
| | | | | | | | | | 109.831 à | 109.840 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 109.841 à | 109.850 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 109.961 à | 109.970 | 1/47 |
| | | | | | | | | | 110.021 à | 110.030 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 110.561 à | 110.570 | 1/48 |
| | | | | | | | | | 110.711 à | 110.720 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 111.551 à | 111.560 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 111.571 à | 111.580 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 111.651 à | 111.660 | 1/45 |
| | | | | | | | | | 111.661 à | 111.670 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 112.011 à | 112.020 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 112.051 à | 112.060 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 112.451 à | 112.460 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 112.821 à | 112.830 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 113.921 à | 113.930 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 114.561 à | 114.570 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 114.721 à | 114.730 | 2/49 |
| | | | | | | | | | 114.771 à | 114.780 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 114.911 à | 114.920 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 115.351 à | 115.360 | 1/50 |
| | | | | | | | | | 115.411 à | 115.420 | 1/49 |
| | | | | | | | | | 115.891 à | 115.900 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 116.301 à | 116.310 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 116.831 à | 116.840 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 116.981 à | 116.990 | 2/50 |
| | | | | | | | | | 117.421 à | 117.430 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 117.611 à | 117.620 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 117.821 à | 117.830 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 117.841 à | 117.850 | 1/51 |
| | | | | | | | | | 117.981 à | 117.990 | 1/48 |
| | | | | | | | | | 118.091 à | 118.100 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 118.481 à | 118.490 | 2/48 |
| | | | | | | | | | 118.501 à | 118.510 | 2/52 |
| | | | | | | | | | 118.801 à | 118.810 | 2/51 |
| | | | | | | | | | 118.911 à | 118.920 | 1/52 |
| | | | | | | | | | 119.161 à | 119.170 | 2/52 |

# BILANS DE SOCIÉTÉS

## CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, RUE DES CAPUCINES, PARIS (1er)

**Situation au 31 juillet 1952.**

### ACTIF

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Espèces en caisse et à la Banque de France | | | | | 226.036.194 |
| Portefeuille des effets | | | | | 4.833.110.994 |
| Portefeuille des titres | | | | | 3.326.239.566 |
| Avances sur dépôts de titres | | | | | 9.197.689 |
| Correspondants | | | | | 13.014.817.695 |
| Emprunteurs. Prêts fonciers. Ordinaires. Sur obligations 28.505.837.888 | | | | | |
| Sur avance de l'Etat 330.023.836 | | | | | |
| Sur capital social et réserves 28.560.518 | | 28.864.422.242 (1) | | | |
| (1) Dont 353.803.000 F à l'état d'actes conditionnels. | | | 29.856.645.242 | | |
| Crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs (opérations liées) | | 992.223.000 | | | |
| Ouvertures de crédit hypothécaire avec compte courant | | 1.509.827.000 | 5.845.235.333 (2) | | |
| Réparation de dommages de guerre | | 2.064.108.617 | | 76.715.693.191 | |
| Court terme mobilisables | | 2.271.299.706 | | | |
| (2) Dont 41.240.000 F à l'état d'actes conditionnels. | | | | | |
| Spéciaux Construction. Directs. Métropole 3.291.027.636 (3) | | 4.067.957.396 | | | |
| Afrique du Nord 776.929.760 | | | | | |
| (3) Dont 416.577.000 F à l'état d'actes conditionnels | | | 41.043.812.896 | | 181.060.222.525 |
| Crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs (opérations liées) | | 36.975.835.500 | | | |
| Prêts maritimes | | | | 17.352.195 | |
| Prêts aux collectivités publiques. Sur obligations | | | 79.096.248.632 | | |
| Sur avance de l'Etat | | | 1.669.356.958 | | |
| Sur fonds de modernisation et d'équipement | | | 18.904.947.374 | 104.207.176.909 | |
| Sur capital social et réserves, sur effets et sur ressources diverses | | | 4.626.623.945 | | |
| Débiteurs divers | | | | | 1.701.186.899 |
| Comptes d'ordre et divers | | | | | 5.210.095.233 |
| Immeubles | | | | | 125.897.311 |
| Résultats | | | | | » |
| **Total de l'actif** | | | | | 209.511.824.216 |

### PASSIF

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépôts de fonds en comptes courants | | | | | 7.523.112.733 |
| Correspondants | | | | | 3.239.058.340 |
| Fonds national d'amélioration de l'habitat | | | | | 3.203.630.194 |
| Fonds forestier national | | | | | 303.207.711 |
| Versements différés. Sur prêts fonciers. Autres que les prêts spéciaux construction. Réalisés et en réalisation | | 425.118.119 | | | |
| A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs) | | 1.387.266.000 | 1.812.411.119 | | |
| Spéciaux construction. Réalisés et en réalisation | | 227.307.000 | | 39.432.153.649 | |
| A l'état d'actes conditionnels (prêts du Crédit foncier et crédits consolidables du Sous-Comptoir des Entrepreneurs) | | 37.392.432.500 | 37.619.739.500 | | 41.561.119.838 |
| Sur prêts aux collectivités publiques | | | | 2.132.266.189 | |
| Trésor public: son compte avance de 3 milliards (convention du 3 décembre 1936) | | | | | 2.051.108.248 |
| Trésor algérien: son compte avance de 500 millions (convention des 19 octobre et 15 novembre 1949) | | | | | 488.263.211 |
| Fonds de modernisation et d'équipement | | | | | 20.471.131.686 |
| Obligations foncières. Montant au pair en circulation | | | | 31.280.267.500 | |
| A déduire: primes à amortir | | | | 449.309.807 | 33.830.957.693 |
| Obligations communales. Montant au pair en circulation | | | | 75.933.033.250 | |
| A déduire: primes à amortir | | | | 1.276.240.871 | 74.656.792.379 |
| Bons à lots en circulation | | | | | 70.090.395 |
| Obligations et bons à lots à rembourser; intérêts, lots et dividendes échus à payer | | | | | 941.800.279 |
| Créditeurs divers | | | | | 1.171.023.987 |
| Comptes d'ordre et divers | | | | | 16.520.838.198 |
| Provisions pour l'amortissement des emprunts | | | | | 869.975.925 |
| Réserves et provisions diverses | | | | | 1.106.092.799 |
| Capital social | | | | | 4.200.000.000 |
| Résultats | | | | | » |
| **Total du passif** | | | | | 209.511.824.216 |

### HORS BILAN

| | |
|---|---|
| I. — Engagements de mobilisation d'effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme | 35.328.732.876 |
| II. — Effets représentatifs de crédits à court et à moyen terme circulant sous l'endos du Crédit foncier de France | 40.511.033.921 |

**Certifié conforme aux écritures:** *Le Gouverneur*, HENRI DEROY.

## BANQUE DE L'ALGERIE ET DE LA TUNISIE

**Situation au 30 juin 1952.**

ACTIF

| | | | |
|---|---|---|---|
| Comptes financiers. | | | |
| Numéraire en caisse: | | | |
| Or, lingots et monnaies | 701.732.824 | | |
| Divers | 675.648.283 | | |
| | | 1.377.381.107 | |
| Disponibilités en France | | 1.852.479.662 | |
| Disponibilités à l'étranger | | 151.750.618 | |
| Correspondants bancaires en France. | | 2.808.881.495 | |
| Correspondants d'Algérie et de Tunisie | | 832.386.432 | |
| Portefeuille | | 103.305.249.218 | |
| Titres de placement | | 1.249.313.317 | |
| Titres appartenant à la caisse des retraites | | 1.030.663.820 | |
| | | | 113.611.105.729 |
| Comptes de tiers: | | | |
| Comptes courants garantis par nantissement de titres | | 2.572.210.865 | |
| Avances à 30 jours sur bons du Trésor et effets publics | | 4.135.470.000 | |
| | | | 6.707.680.865 |
| Valeurs immobilisées: | | | |
| Immobilisations (moins amortissements) | | 2.114.510.192 | |
| Avances à l'Algérie | | 1.200.000.000 | |
| Avances à la Tunisie | | 500.000.000 | |
| Avances à la B. I. A. N. | | 5.000.000 | |
| Titres de participation | | 5.316.735 | |
| | | | 3.824.827.227 |
| Comptes de liaison et divers | | | 16.216.389.767 |
| Total de l'actif | | | 139.360.003.588 |

PASSIF

| | | | |
|---|---|---|---|
| Capitaux permanents: | | | |
| Capital | | 25.000.000 | |
| Réserves statutaires | | 268.333.333 | |
| Réserves facultatives | | 1.862.634.979 | |
| Réserve spéciale de réévaluation | | 1.500.000.000 | |
| Caisse des retraites des fonctionnaires et agents de la banque de l'Algérie et de la Tunisie | | 1.242.859.121 | |
| | | | 4.898.827.433 |
| Engagements à vue: | | | |
| Comptes financiers: | | | |
| Billets au porteur en circulation | | 95.297.861.110 | |
| Comptes de tiers: | | | |
| Trésor public | 12.570.119.815 | | |
| Trésor algérien | 50.958.218 | | |
| Trésor tunisien | 2.296.120.599 | | |
| Comptes courants sur place | 7.612.110.574 | | |
| Autres engagements à vue | 7.695.309.350 | | |
| | | 30.224.738.566 | |
| | | | 126.222.602.766 |
| Comptes de liaison et divers | | | 8.238.573.449 |
| Total du passif | | | 139.360.003.588 |

Certifié conforme aux écritures:

*Le gouverneur de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie,*
M. FLOURET.

# AVIS DIVERS

## SOCIETE GENERALE des CIRAGES FRANÇAIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 450 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 78, RUE DE MONCEAU, PARIS (8e)

Registre du commerce: Seine n° 59808.

**Obligations de 1.000 F 6 0/0 1930 (ex-4 1/2 0/0).**

Les porteurs d'obligations de 1.000 F 6 0/0 1930 (ex-4 1/2 0/0) de la Société générale des cirages français sont informés que le tirage d'amortissement aura lieu le vendredi 12 septembre 1952, à neuf heures trente, au siège de la société, 78, rue de Monceau, à Paris.

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Laznowski (Samuel), né le 17 septembre 1899 à Dzialoszyce (Pologne), demeurant à Paris, 76, boulevard Sérurier, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom, ainsi qu'à celui de ses enfants mineurs: Solange, née à Paris le 5 octobre 1936 et Jean-Bernard, né à Neuilly-sur-Seine le 12 mars 1942, celui de Launay ou subsidiairement Laborge ou Lombard.

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 août 1952: page 8252, 2e colonne, 2e insertion, au lieu de: « Khan », lire: « Kahn ».

## DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

### ASSOCIATIONS FRANÇAISES

Décret du 16 août 1901

8 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. **Fédération nationale de lutte antituberculeuse.** Modification aux statuts. Siège social: 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris.

7 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. La **Confédération du petit commerce, union de défense des commerçants sous portes cochères et couloirs d'immeubles, en terrasses, échoppes, marchés et voies publiques** transfère son siège social du 15, rue Humblot, Paris, au 16, place du Havre, Paris.

8 août 1952. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. **Electricité sportive avignonnaise,** section de Bollène. But: pratique du basket-ball et du volley-ball. Siège social: café du Commerce, Bollène.

11 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Les Chasseurs de Citry.** But: protection du gibier et destruction des bêtes nuisibles. Siège social: mairie de Citry-sur-Marne.

14 août 1952. Déclaration à la préfecture du Gers. **Société des chasseurs tougetois.** But: protection du gibier, destruction des nuisibles, répression du braconnage, repeuplement. Siège social: mairie de Touget.

15 août 1952. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **La Chevalerie de l'ordre astral des Roses-Croix-du-Cœur et de l'Intelligence.** But: rechercher, par l'étude, la vérité philosophique et théosophique, la propager par tous les moyens autorisés par la loi. Siège social: chez M. Gothsener, Senlis.

15 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Mirande. **Saint-Hubert-Club de Miramont-d'Astarac.** But: organisation rationnelle de la chasse et par sa réserve faciliter le repeuplement du gibier. Siège social: mairie de Miramont-d'Astarac.

20 août 1952. Déclaration à la préfecture de Grenoble. **La Saint-Hubert des Côtes-de-Corps.** But: répression du braconnage, repeuplement du gibier et respect de la propriété. Siège social: mairie des Côtes-de-Corps.

21 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Villeneuve-sur-Lot. **Association des parents d'élèves de l'école libre de Saint-Joseph de Saint-Sylvestre-sur-Lot.** But: grouper les chefs de famille et apporter un soutien matériel et moral à l'école. Siège social: école libre de Saint-Joseph, Saint-Sylvestre-sur-Lot.

22 août 1952. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Club Cycliste Porchefontaine-Viroflay.** But: sport cycliste. Siège social: 13, rue Pierre-Curie, Versailles.

22 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. Le **Club sportif de la Varenne et cheminots (C. S. L. V.)** transfère son siège du café des sportifs, place des Corneilles, Saint-Maur, au café Le Centenaire, 32 *bis*, avenue du Bac, à Varenne-Saint-Hilaire.

23 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Châtellerault. **Syndicat de chasse de la commune de Bellefonds.** But: protection du gibier, répression du braconnage et destruction des animaux nuisibles. Siège social: mairie de Bellefonds.

25 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Loire-Inférieure. **Raffinerie Say Sporting-Club (R. S. S. C.).** But: pratique des sports, football principalement. Siège social: café de l'Ancre d'Or, boulevard Gustave-Roch, Nantes.

25 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Association des anciens combattants du front de Blessy.** But: grouper tous les anciens combattants; défendre leurs droits et s'entr'aider. Siège social: chez M. Duval (Abel), Blessy.

26 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. **L'Œuvre des foyers d'enfants.** But: donner aux enfants d'âge scolaire une éducation morale, spirituelle et religieuse et aider leurs familles dans le besoin. Siège social: 10, rue Pavée, Paris.

27 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **Les Amis des vieux.** But: venir en aide aux vieux de la commune. Siège social: mairie de Sully-sur-Loire.

Paris — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.